



World Forum for Democracy

Strasbourg 2015

**FREEDOM
VS
CONTROL**
FOR A
DEMOCRATIC
RESPONSE

16 → 21/11/2015

PROGRAMME



www.world-forum-democracy.org



Forum mondial
de la
Démocratie
Strasbourg 2015

**LIBERTÉ
VS
CONTRÔLE**
POUR UNE
RÉPONSE
DÉMOCRATIQUE
16 → 21/11/2015

PROGRAMME



www.forum-mondial-democratie.org

■ Comment concilier libertés individuelles et droit à la sécurité?

C'est à cette question, inhérente à tout système démocratique, que se trouvent désormais confrontées les démocraties du monde entier. Aujourd'hui plus que jamais, elles doivent faire face aux menaces que sont l'extrémisme violent et la terreur, et à certaines, plus diffuses, telles que les discours de haine sur Internet et la cybercriminalité. Dans ce domaine, les réponses passent donc aussi par le recours aux nouvelles technologies.

Il s'agit de rester vigilant et de trouver le juste équilibre entre la liberté et la prévention des dangers.

Comment et sous quelle forme l'Etat peut-il exercer ce contrôle ?

A partir de quand prend-il le risque d'empiéter sur les libertés individuelles ?

Pour prévenir la radicalisation, la constitution de réseaux terroristes et le risque d'attentats, faut-il renoncer à certains de nos droits élémentaires au nom de la sécurité ?

Certains cas justifient-ils une entorse aux règles du droit ?

Est-il concevable par exemple de bloquer un réseau social ou d'interdire des sites web ?

Y a-t-il une limite à la liberté d'expression ?

Doit-elle être absolue ou bien peut-on considérer qu'elle peut constituer une incitation à la violence ?

Autant de questions qui seront au cœur de cette quatrième édition du Forum mondial de la démocratie de Strasbourg, qui traitera d'une thématique en prise totale avec l'actualité et les grandes interrogations qui bouleversent notre monde : *Liberté vs Contrôle : pour une réponse démocratique.*

En effet, la dimension planétaire de ces menaces et la nécessité d'y répondre de manière globale, nous enjoignent de revenir aux principes universels, notamment ceux de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Organisé conjointement par le Conseil de l'Europe, le Parlement européen, les autorités françaises, la Région Alsace et la Ville de Strasbourg, le Forum mondial de la démocratie de Strasbourg est à présent devenu un rendez-vous incontournable dans l'agenda des rencontres internationales. Des personnalités du monde entier s'y retrouvent pour réinterroger la démocratie à l'aune des sujets d'actualité. Cette édition ne déroge pas à la règle en faisant directement écho aux préoccupations majeures des Etats ainsi qu'à l'inquiétude croissante des citoyens.

Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Laurent Fabius, Ministre des Affaires étrangères de la France
Philippe Richert, Président du Conseil Régional d'Alsace, ancien Ministre
Roland Ries, Maire de Strasbourg

LIBERTÉ VS CONTRÔLE:

POUR UNE RÉPONSE DÉMOCRATIQUE

DÉFI

■ Dans le monde entier, les démocraties font face à un sentiment croissant de vulnérabilité face à des menaces de nature très diverse - extrémisme violent, risques économiques, technologiques, environnementaux et géopolitiques. La peur, en particulier la peur générée par les attaques violentes, telles que celles intervenues en 2015 à Paris, à Copenhague et ailleurs dans le monde, est déstabilisatrice pour les sociétés. Elle exacerbe les clivages. Le manque de garanties entourant la protection des données personnelles accroît les inquiétudes. Dans ce contexte, la tension croissante entre le besoin de sécurité et la protection des libertés constitue l'un des défis majeurs auxquels sont confrontées les démocraties.

Comment maintenir l'équilibre entre sécurité et liberté dans une société démocratique menacée ? Les démocraties peuvent-elles résister à l'escalade de la peur et proposer des réponses fondées sur la responsabilité civique et la citoyenneté active ? Peuvent-elles faire efficacement face aux risques sécuritaires sans que ne soient compromis les droits et libertés des individus, les bénéfices de la révolution numérique et les institutions démocratiques ?

Ces problématiques seront au cœur du Forum mondial de la Démocratie 2015.

OBJECTIF

■ L'objectif du Forum 2015 est d'identifier les moyens de renforcer le contrôle démocratique sur la réponse sécuritaire, de maîtriser les peurs et de garantir un exercice libre des médias dans un contexte sécuritaire dégradé.

Des décideurs, leaders d'opinion et innovateurs sociaux débattront sur les approches à adopter aux niveaux international, national, régional et local pour assurer la protection des libertés en démocratie dans un contexte de montée de la violence et de l'extrémisme.

Les échanges seront nourris par des initiatives et idées sélectionnées suite à un appel à candidatures. Elles seront soumises à l'examen critique des participants au Forum.

Des lignes directrices seront ensuite dégagées pour inspirer les Etats, les autorités locales et les organisations à travers le monde, et ouvrir la voie à de nouveaux projets du Conseil de l'Europe et d'autres organisations dans ce domaine.

Les initiatives les plus prometteuses présentées lors du Forum seront incluses dans un « incubateur d'innovations démocratiques » développé par le Conseil de l'Europe. Le réseau grandissant des « anciens » du Forum ayant participé aux éditions précédentes contribuera également à la diffusion des idées et des innovations.

FORMAT

■ Le Forum se déroulera en séances plénières avec la participation d'intervenants de haut niveau. Trois séances plénières sont prévues :

1. Surveillance : quel est le bon dosage dans des sociétés démocratiques ?

2. Lever le voile de la peur : construire la confiance et la résilience dans des sociétés diverses

3. Responsabilité des médias dans le contexte des menaces terroristes

Une dernière séance plénière est prévue à titre de synthèse et de conclusion.

Outre ces séances plénières, des sessions de travail en groupes plus restreints (19 laboratoires) analyseront de manière critique des initiatives déjà réalisées ou des idées nouvelles correspondant aux thèmes du Forum. Les conclusions et les principales leçons tirées des labs seront présentées lors de la dernière plénière afin de préparer les conclusions générales du Forum.

Une session spécifique sera dédiée aux jeunes : des enfants de la Région Alsace et de la ville de Strasbourg échangeront des idées pour favoriser plus de tolérance et un vivre ensemble apaisé. Ils voteront dans l'hémicycle pour la meilleure proposition, qui sera incluse dans les conclusions du Forum.

Le Forum proposera également un Hackathon (expression forgée à partir des mots anglais hack et marathon) pour la création de l'incubateur d'innovation démocratique du Conseil de l'Europe. Cet Hackathon permettra des discussions spontanées, l'émergence de nouvelles idées et alliances entre les anciens du Forum et des innovateurs sociaux. L'objectif est de développer des stratégies pour augmenter l'impact et la portée des innovations démocratiques dans la prise de décision institutionnelle.

Des caricaturistes illustreront les sessions en direct.

La partie artistique du Forum comprendra une performance de graffitis.

Mercredi 18 novembre 2015

Matinée			
PAUSE DÉJEUNER >			
Après-midi		Présentation du Rapport de FRA Salle 1 (14:15-15:00)	Présentation du Rapport de Pew Salle 7 (14:15-15:00)
	Lieu	Conseil de l'Europe (15:30 - 19:45)	
	Salle	Hémicycle, Retransmission en Salles 10 & 11	
	Interprétation	FR/EN/RU/DE/AR	
	▶	Ouverture officielle	
	▶	Session plénière 1 Surveillance - quel est le bon dosage ?	
▶	Session plénière 2 Lever le voile de la peur		
Réception de bienvenue - Restaurant bleu du Conseil de l'Europe			

Jeudi 19 novembre 2015

Lieu	Conseil de l'Europe (9:00 - 10:30)									
Room	Hémicycle									
Interprétation	FR/EN/RU/DE									
▶	Session plénière 3 Responsabilité des médias à l'ère de la terreur»									
DEFI 1 : Assurer la sécurité et mettre la surveillance sous contrôle										
Lieu	Conseil de l'Europe (11:00 - 12:30)									
Salles	5	1	2	10	9	11	7			
Interprétation	FR EN DE	FR EN	FR EN RU	FR EN RU	FR EN	FR EN	FR EN			
LAB	1	2	3	4	5	6				
▶	Réponses juridique	Réponses Technologiques	Surveillance des citoyens	Réponses de la société civile	Réponse des réseaux	Réponses des procureurs	Story Telling			
PAUSE DÉJEUNER (12:30 - 14:00)										
DEFI 2 : Libérer la société de la peur et la nourrir du désir de liberté										
Lieu	Hôtel de ville	Conseil de l'Europe (14:00 - 15:30)								
Salles	9 rue Brulée	1	3	9	10	5	11	2	7	
Interprétation	FR EN	FR EN GR	FR EN	FR EN RU	FR EN	FR EN	FR EN	FR EN	FR EN	
LAB	7	8	9	10	11	12	13	14		
▶	Réponses inter- confessionnelles	Réponses contre la haine	Réponses interculturelles	Les leaders contre l'extrémisme	Jeux de liberté	Lutter contre la radicalisation	Protection des migrants	Protéger l'espace civique	Story Telling	
DEFI 3 : La liberté de l'information à «l'ère de la terreur»										
Lieu	Conseil de l'Europe (16:00 - 17:30)									
Salles	9	2	10	11	5	1	projection			
Interprétation	FR EN RU	FR EN	FR EN	FR EN RU	FR EN					
LAB	15	16	17	18	19					
▶	Protection des lanceurs d'alerte	Protection des journalistes et liberté de l'information	Encadrer la liberté d'expression	Action citoyenne pour la liberté des médias	Qui contrôle l'internet ?	Film et débat The Good American	Film et débat The Land between			
Lieu	Conseil de l'Europe (18:00 - 19:00)									
Salle	Hémicycle									
Interprétation	FR/EN/RU/DE									
▶	Dialogue avec des leaders internationaux sur LIBERTÉ VS CONTRÔLE									

Vendredi 20 novembre 2015

Lieu	Conseil de l'Europe (09:00 - 12:30)									
Room	Hémicycle									
Interprétation	FR/EN/RU/DE									
▶	Session plénière 4 La réponse démocratique Compte-rendu des thèmes et débats									
▶	Session de clôture									
▶	Prix de l'innovation démocratique									
PAUSE DÉJEUNER (12:30 - 14:00)										
Lieu	Conseil de l'Europe (13:30 - 16:00)									
Room	Hémicycle Retransmission en salle 1									
Interprétation	Sans interprétation									
▶	«L'École, facilitateurs de démocratie et du vivre ensemble» Participation de 1200 élèves de la Région Alsace									

HACKATHON - Centre européen de la jeunesse (sur invitation)

GRAFFITI WALL - Lobby of the Committee of Ministers (09:00 - 18:00)

APERÇU DU PROGRAMME

■ **Mardi, 17 novembre 2015**

19.00 REMISE DU PRIX REPORTERS SANS FRONTIÈRES

Odyssée, 3 rue des Francs-bourgeois

■ **Mercredi, 18 novembre 2015**

14.15 / 15.00 SIDE EVENTS :
PRÉSENTATION DU NOUVEAU RAPPORT MONDIAL DE PEW RESEARCH CENTER SUR L'OPINION DU GRAND PUBLIC SUR LA DÉMOCRATIE ET LES LIBERTÉS CIVILES.
PRÉSENTATION DE L'AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LA SURVEILLANCE PAR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS : SAUVEGARDE DES DROITS FONDAMENTAUX ET RECOURS DANS L'UNION EUROPÉENNE.

15.30 / 16.00 OUVERTURE OFFICIELLE

Mots de bienvenue des organisateurs du Forum mondial de la Démocratie, Hémicycle du Conseil de l'Europe

16.00 / 16.30 DISCOURS D'OUVERTURE

Hémicycle du Conseil de l'Europe

16.30 / 16.45 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

16.45 / 18.15 SESSION PLÉNIÈRE 1: SURVEILLANCE – QUEL EST LE BON DOSAGE ?

Hémicycle du Conseil de l'Europe

18.15 / 18.30 PAUSE

18.30 / 19.45 SESSION PLÉNIÈRE 2: LEVER LE VOILE DE LA PEUR – CONSTRUIRE LA CONFIANCE ET LA RÉSILIENCE DANS DES SOCIÉTÉS DIVERSES

Hémicycle du Conseil de l'Europe

19.45 RÉCEPTION DE BIENVENUE

Restaurant bleu du Conseil de l'Europe

■ **Jeudi, 19 novembre 2015**

09.00 / 18.00 RÉALISATION DE GRAFFITI EN DIRECT

Foyer du Comité des Ministres

9.00 / 10.30 SESSION PLÉNIÈRE 3: RESPONSABILITÉ DES MÉDIAS À "L'ÈRE DE LA TERREUR »

Hémicycle du Conseil de l'Europe

10.30 / 11.00 PAUSE

11.00 / 12.30 LIBERTÉ ET CONTRÔLE : DES JEUNES RACONTENT LEUR HISTOIRE

11.00 / 12.30 LAB SÉRIE 1 – DÉFIS ET RÉPONSES

Défi 1 : Assurer la sécurité et mettre la surveillance sous contrôle

12.30 / 14.00 PAUSE DÉJEUNER**14.00 / 15.30 LIBERTÉ ET CONTRÔLE : DES JEUNES RACONTENT LEUR HISTOIRE****14.00 / 15.30 LAB SÉRIE 2 – DÉFIS ET RÉPONSES**

Défi 2 : Libérer la société de la peur et la nourrir du désir de liberté

15.30 / 16.00 PAUSE**16.00 / 17.30 LAB SÉRIE 3 – DÉFIS ET RÉPONSES**

Défi 3 : La liberté d'information à "l'ère de la terreur"

16.00 / 18.00 SIDE EVENTS :**PROJECTION DU FILM « THE LAND BETWEEN » (2014)
DE DAVID FEDELE ET DÉBAT AVEC LE RÉALISATEUR****PROJECTION DU FILM « A GOOD AMERICAN » (2015)
DE FRIEDRICH MOSER ET DÉBAT AVEC LE RÉALISATEUR
ET DES LANCEURS D'ALERTE****17.30 / 18.00 PAUSE****18.00 / 19.00 DIALOGUE AVEC DES LEADERS INTERNATIONAUX SUR LIBERTÉ
VS CONTRÔLE – PARRAINÉ PAR INTERNATIONAL IDEA**

Hémicycle du Conseil de l'Europe

**18.00 REMISE DU PRIX ALSACIEN DE L'ENGAGEMENT DÉMOCRATIQUE
ET PARRAINAGE DES PERSONNALITÉS EN DIFFICULTÉ**

Maison de la Région

■ Vendredi, 20 novembre 2015**09.00 / 18.00 HACKATHON SUR L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE**

Sur invitation uniquement

**09.00 / 11.00 SESSION PLÉNIÈRE 4: LA RÉPONSE DÉMOCRATIQUE – COMPTE RENDUS
DES THÈMES ET DÉBATS AVEC LES PANÉLISTES****11.00 / 11.30 PAUSE****11.30 / 12.30 SESSION DE CLÔTURE ET PRIX DE L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE**

Hémicycle du Conseil de l'Europe

12.30 / 14.00 PAUSE DÉJEUNER**12.45 / 13.45 LANCEMENT DU GUIDE PRATIQUE DE DROIT EUROPÉEN RELATIF
AUX DROITS DE L'ENFANT, RÉALISÉ PAR LE CONSEIL DE L'EUROPE,
Y COMPRIS LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME,
ET L'AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE****14.00 / 16.00 FORUM DES ENFANTS**

Hémicycle du Conseil de l'Europe

PROGRAMME

■ Mardi, 17 novembre 2015

19.00 REMISE DU PRIX REPORTERS SANS FRONTIÈRES

La plus importante organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté d'information dans le monde décerne un prix international chaque année depuis 1992. En partenariat avec TV5 Monde, son objectif est d'encourager, de soutenir et de faire connaître le travail de journalistes, de médias et de netcitoyens ayant contribué de manière notable à la défense ou à la promotion de la liberté dans le monde. Un jury prestigieux élit les lauréats parmi les nominés sélectionnés par les équipes de Reporters sans frontières et ses 130 correspondants. La cérémonie de remise des prix, ouverte au public, se déroule pour la troisième fois à Strasbourg, en présence des lauréats, d'élus et de personnalités des médias.

PRÉSENTÉ PAR : **Bernard DE LA VILLARDIERE** en présence de :

M. Thorbjørn JAGLAND

Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

M. Roland RIES

Maire de Strasbourg

M. Philippe RICHERT

Président du Conseil Régional d'Alsace, ancien ministre

M. Christophe DELOIRE

Secrétaire général de RSF

M. Eric CHOL

Président de RSF

■ Mercredi, 18 novembre 2015

14.15 / 15.00 SIDE EVENTS : PRÉSENTATION DU NOUVEAU RAPPORT MONDIAL DE PEW RESEARCH CENTER SUR L'OPINION DU GRAND PUBLIC SUR LA DÉMOCRATIE ET LES LIBERTÉS CIVILES

Salle 7, Palais de l'Europe

A l'occasion du Forum mondial pour la démocratie Pew Research Center dévoilera son nouveau rapport mondial sur l'opinion du grand public sur la démocratie et les libertés civiles. Le rapport, qui est basé sur une nouvelle enquête dans 38 pays à travers le monde, étudie les différents points de vue sur l'importance de divers droits et institutions démocratiques, et examine ce que les gens pensent de la liberté

d'expression et de la liberté de la presse. Comment les avis sur la liberté d'expression varient-ils en fonction du type de discours ? Y a-t-il des situations pour lesquelles les gens estiment que les gouvernements devraient être en mesure d'empêcher les organisations de médias de publier des informations sur la politique, l'économie, ou la sécurité nationale? Richard Wike, Directeur de Global Attitudes research chez Pew Research Centre présentera les résultats de l'enquête, et discutera de la façon dont les résultats diffèrent entre les pays et au sein même des pays.

MODÉRATRICE : **Mme Claudia LUCIANI**

Directrice de la Gouvernance démocratique, Conseil de l'Europe

PRÉSENTATEUR : **M. Richard WIKE**

USA, Directeur de Global Attitudes Research, Pew Research Center

INTERVENANT : **M. Jan KLEIJSEN**

Directeur de la Société de l'information et de l'action contre la criminalité, Conseil de l'Europe

PRÉSENTATION DU RAPPORT DE L'AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE SUR : LA SURVEILLANCE PAR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS : SAUVEGARDE DES DROITS FONDAMENTAUX ET RECOURS DANS L'UNION EUROPÉENNE

Salle 1, Palais de l'Europe

Les révélations de Snowden ont déclenché un tollé dans le monde entier en 2013. Dans de nombreux pays, l'opinion publique a remis en question l'ampleur et l'étendue des programmes de surveillance de masse menés par les services de renseignement. Qui contrôle ces programmes ? Quels sont les contrôles et les équilibres ? Que faire si ces droits sont violés ? FRA abordera ces défis lors des discussions au Forum mondial pour la démocratie à l'occasion du lancement de son rapport sur les cadres juridiques à travers les 28 États membres de l'UE. Ce rapport est le premier rapport comparatif de ce type qui se penche sur les garanties des droits fondamentaux et des recours. Il se concentre spécifiquement sur les mécanismes de contrôle et les voies de recours disponibles pour les particuliers à l'égard des pratiques de surveillance menées par les services de renseignement des États membres dans le cadre du projet d'envergure de FRA sur les garanties de surveillance et les recours.

MODÉRATRICE : **Mme Sophie KWASNY**

Conseil de l'Europe Chef de l'Unité protection des données

PRÉSENTATEUR : **M. Mario OETHEIMER**

Chef du Secteur Société de l'information, vie privée et protection des données, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

PROGRAMME

■ Mercredi, 18 novembre 2015

15.30 / 16.00 OUVERTURE OFFICIELLE

Hémicycle du Conseil de l'Europe
Mots de bienvenue des organisateurs du Forum mondial de la Démocratie

16.00 / 16.30 DISCOURS D'OUVERTURE

Hémicycle du Conseil de l'Europe
Représentant de la République française

Mme Michaëlle JEAN

Canada, Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie

16.30 / 16.45 PRÉSENTATION GÉNÉRALE**Mme Faiza PATEL**

Pakistan/USA, Co-directrice, Programme Liberté et sécurité nationale, Brennan Center for Justice, Faculté de droit, Université de New-York

16.45 / 18.15 SESSION PLÉNIÈRE 1 "SURVEILLANCE– QUEL EST LE BON DOSAGE ?"

Hémicycle du Conseil de l'Europe

INTERVENANTS : Représentant de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

M. Jacob APPELBAUM

USA, Chercheur indépendant en sécurité et journaliste, développeur et fondateur du logiciel Tor

M. William BINNEY

USA ancien officier du renseignement, Agence nationale de Sécurité des Etats Unis (NSA)

M. George BRANDIS

Australie, Procureur Général pour l'Australie

Mme Michèle CONINSX

Belgique, Présidente d'Eurojust

M. Christian FLISEK

Allemagne, Député et Président de la Commission parlementaire en charge de l'enquête sur la NSA

MODÉRATRICE : **M^{me} Anne BRASSEUR**

Luxembourg, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

18.15 / 18.30 PAUSE

18.30 / 19.45 SESSION PLÉNIÈRE 2 : LEVER LE VOILE DE LA PEUR – CONSTRUIRE LA CONFIANCE ET LA RÉSILIENCE DANS DES SOCIÉTÉS DIVERSES

INTERVENANTS : **M. Ahmad IRAVANI**

Iran/USA, Ayatollah et Président du Centre des Etudes de l'Islam et du Moyen Orient, Washington D.C.

M^{me} Tawakkol KARMAN

Yemen, Prix Nobel de la paix 2011

M. Dick SCHOOF

Pays-Bas, Coordinateur national pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme des Pays-Bas

MODÉRATRICE : **M^{me} Carolin MAYER**

Allemagne, Rédactrice en chef, Radio Berlin-Brandenburg

19.45 RÉCEPTION DE BIENVENUE

Restaurant bleu du Conseil de l'Europe

PROGRAMME

■ **Jeudi, 19 novembre 2015****09.00 / 18.00 RÉALISATION DE GRAFFITI EN DIRECT**

Foyer du Comité des Ministres

9.00 / 10.30 SESSION PLÉNIÈRE 3: RESPONSABILITÉ DES MÉDIAS À "L'ÈRE DE LA TERREUR", HÉMICYCLE DU CONSEIL DE L'EUROPEINTERVENANTS : **Mme Nadezda AZHGKHINA**

Fédération de Russie, Vice-Présidente de la Fédération européenne de journalistes, Secrétaire exécutive de l'Union russe des journalistes

M. Philippe BILGER

France, Juge honoraire, Président de l'Institut de la Parole

Mme Rita CHINYOKA

Zimbabwe, Editrice/PdG de Alpha Media Holdings

M. Hans-Wilhelm SAURE

Allemagne, Reporter pour le journal Bild

MODÉRATRICE : **Mme Katrin NYMAN-METCALF**

Estonie, professeur, chef du département droit et technologie à la faculté de droit de Tallinn, Université de Technologie de Tallinn

10.30 / 11.00 PAUSE

11.00 / 12.30 LIBERTÉ ET CONTRÔLE : DES JEUNES RACONTENT LEUR HISTOIRE

Salle 7, Palais de l'Europe, interprétation FR/EN

A travers des histoires personnelles vécues, réelles et poignantes, 4 jeunes proposent de revisiter le paradigme «liberté vs. contrôle» en proposant de nouvelles perspectives afin de montrer la complexité de cette polarité, et de rappeler à tous que, derrière ces termes, se cachent avant tout des jeunes humains, citoyens du monde avec des parcours, des expériences, des opinions et des points de vue différents.

M. Mourad BENCHELLALI

France, ex prisonnier de Guantanamo

A l'âge de 19 ans, Mourad, conseillé par son frère, va en Afghanistan. Il pense qu'il va dans un camp d'aventure et se trouve dans les camps d'entraînement de terroristes en Afghanistan. Il est ensuite emprisonné à Guantanamo; où il passera 4 ans avant d'être transféré dans les prisons françaises. Aujourd'hui, Mourad témoigne modestement de ses expériences, tâche de dissuader des jeunes candidats au jihad et tire des leçons dans lesquelles le dilemme liberté vs. contrôle sont tout sauf simples.

«J'essaie d'être plus intelligent - faire le tour de la question, voir les différents angles, pas seulement celui des émotions immédiates. L'injustice, en tout cas, l'excès de la punition ont eu ce curieux effet sur moi : je me rends encore mieux compte que le monde est plus compliqué que ce que j'aurais pu croire.»

M. Thierno DIALLO

Guinée, migrant mineur isolé

Rescapé des massacres du stade de Conakry en septembre 2009, emprisonné pendant des semaines, ayant perdu sa mère, Thierno Diallo quitte la Guinée à 15 ans pour sauver sa vie. Après une traversée clandestine en cargo, il débarque sur une île grecque et se rend à Athènes. Là, il survit dans un parc public avec d'autres Africains et goûte à la prison locale. Avec de faux papiers il s'envole vers la France pour rejoindre l'Allemagne, mais échoue à Strasbourg. Et c'est par le plus grand des hasards qu'il intègre un goyer pour migrants mineurs isolés, dans le nord de l'Alsace.

Il relate dans son livre sa découverte du mode de vie français, son initiation enthousiste à la langue et la culture françaises, son goût pour l'écriture, ses succès scolaires, ses démêlés souvent absurdes avec les autorités pour obtenir des papiers, mais aussi le soutien sans faille de certains adultes qui l'entourent

MODÉRATRICE: **Mme Nadine LYAMOURI-BAJIA**

France, psychologue interculturelle et formatrice/consultante internationale.

11.00 / 12.30 LAB SÉRIE 1 – DÉFIS ET RÉPONSES

DÉFI 1: ASSURER LA SÉCURITÉ ET METTRE LA SURVEILLANCE SOUS CONTRÔLE

-
- La tension croissante entre le besoin de sécurité et la protection des libertés est l'un des défis majeurs auxquels sont confrontées les démocraties actuelles. Les révélations des écoutes des agences de renseignement sur les réseaux numériques ont sapé la confiance dans la capacité du gouvernement à contrôler ses agences. Quel degré de liberté sommes nous prêts à abandonner pour défendre nos sociétés contre le terrorisme ? Comment les démocraties peuvent-elles gérer les risques de sécurité liés à la révolution numérique sans compromettre les valeurs démocratiques ?

LAB
 19/11/2015
 11.00 - 12.30
 SALLE 5
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN/DE

1

RÉPONSE JURIDIQUE

L'un des grands principes de la démocratie est l'égalité des citoyens devant l'État et la loi. Comment pouvons-nous nous assurer que la loi et le système judiciaire protègent efficacement les citoyens contre les atteintes à leur vie privée et à la liberté par les entreprises et le gouvernement ?

PRÉSENTATEURS

Mme Jennifer "Tangerine" BOLEN
 USA, Directrice exécutive, Revolution Truth

M. Mattew RICE
 Avocat, Privacy International, Royaume Uni

INTERVENANTS

M. Nils MUIZNIEKS
 Commissaire aux Droits de l'homme
 du Conseil de l'Europe

M. Kaoru OBATA
 Japon, Professeur de droit international,
 Université de Nagoya

MODÉRATEUR

M. Rudolf LENNKH
 Autriche, Ambassadeur extraordinaire
 et plénipotentiaire, Représentant
 permanent de l'Autriche auprès
 du Conseil de l'Europe

CAMPAGNES JURIDIQUES, REVOLUTION TRUTH, USA

Revolution Truth présentera les « Legal campaigns » (campagnes juridiques) dont l'objectif est d'agir contre les acteurs gouvernementaux et les entreprises qui mettent à mal la démocratie. Les trois grands axes sont les libertés civiles, les droits de l'homme et le transfert du pouvoir souverain vers des entreprises qui verrouillent l'accès des citoyens et des agences vers l'autonomie. Legal Campaigns consiste en des recours collectifs déposés devant les tribunaux fédéraux américains et la Cour Européenne des droits de l'Homme, financés par les membres de Revolution Truth. Les campagnes financeront des poursuites afin de promouvoir la « cause », pour inspirer un grand nombre de personnes à rechercher de manière collaborative le pouvoir réel et à approfondir le sens du devoir civique.

LES AGENCES DE RENSEIGNEMENT DOIVENT RÉPONDRE DE LEURS ACTES DEVANT LA JUSTICE INTERNATIONALE, PRIVACY INTERNATIONAL, ROYAUME UNI

L'idée de l'initiative de Privacy International est de responsabiliser davantage les agences de renseignement en mentionnant explicitement dans un maximum de pays, que toutes les personnes, indépendamment de leur nationalité, bénéficient du même niveau de protection quand il s'agit d'opération d'espionnage. Dans certains pays, des procédures judiciaires peuvent être entamées, dans d'autres où la réforme de la loi sur le renseignement est en cours, la défense peut être utilisée pour atteindre l'objectif. Le champ d'application est celui qui peut être adopté, avec suffisamment de participation, en tant que norme internationale. Les participants peuvent être des individus volontaires ou des organisations de la société civile.

LAB
 19/11/2015
 11.00 - 12.30
 SALLE 1
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN

2

Parrainé par l'Assemblée parlementaire
 du Conseil de l'Europe

RÉPONSES TECHNOLOGIQUES

La surveillance de masse est souvent dépeinte comme un élément important pour la lutte contre le terrorisme international et le crime organisé. Le cryptage est-il la réponse ultime à la surveillance de masse et quel en est le prix à payer ?

PRÉSENTATEURS

M. Nadim KOBEISSI

Canada/France, Chercheur et développeur de Cryptocat

M. Pieter OMTZIGT

Pays-Bas, Député et membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (à confirmer)

INTERVENANTS

Mme Nighat DAD

Pakistan, Directrice exécutive, Fondation Digital Rights

M. Thomas DRAKE

USA, Lanceur d'alerte pour la sécurité nationale, ancien officier des renseignements américains NSA

M. Christian KARAM

Liban, Chercheur principal d'Europol spécialisé dans les cybermenaces

MODÉRATEUR

M. Christopher CHOPE

Royaume Uni, Parlementaire et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

CRYPTOCAT, INRIA, FRANCE

Cryptocat est un logiciel gratuit et open source (FL/OSS), extension d'un moteur de recherche qui utilise les technologies internet qui permet au grand public de communiquer de manière impromptue, accessible et chiffrée. Il mise sur les compétences et la portabilité proposés par les technologies du web pour permettre une messagerie sociale instantanée cryptée. L'objectif est d'étudier la faisabilité de la mise en œuvre de système utilisant le cryptage dans des médias hautement accessible, et de relever les défis techniques et sociaux pour rendre la messagerie instantanée cryptée accessible et portable.

**SURVEILLANCE DE MASSE VS CRYPTAGE,
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

L'objectif principal de cette idée/initiative est de favoriser l'usage généralisé du cryptage en le rendant plus facile à utiliser par des non-experts, plus accessible et plus sûr contre les intrusions illicites par des tiers, y compris les services de renseignement.

LAB
19/11/2015
11.00 - 12.30
SALLE 2
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/RU

3

SURVEILLANCE DES CITOYENS

Les jurys citoyens permettent aux autorités politiques d'inclure dans leur processus décisionnels les données des citoyens, qui sont le résultat d'une délibération par un micro public éclairé. Un jury citoyen peut servir d'assurance pour garantir un contrôle démocratique sur la définition des menaces extrêmes et les raisons qui justifient des pouvoirs exceptionnels, ou bien des questions de sécurité nationale peuvent-elles être confiées uniquement à des experts en matière de sécurité et au législateur ?

PRÉSENTATEURS

M. Jean Pierre CHABOT

Canada, Directeur de Programme, GOPAC

M. Iain WALKER

Directeur exécutif de la
Fondation NewDemocracy

INTERVENANTS

Mme Marcelline GBEHA-AFOUDA

Bénin, Présidente de la Haute-
Cour de Justice du Bénin

M. Robert SPANO

Islande, Juge à la Cour européenne
des droits de l'homme

MODÉRATEUR

M. Ulrich BUNJES

Allemagne, Représentant spécial du
Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
pour les questions relatives au Roms

JURY DUTY REVISITED ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA CORRUPTION (GOPAC)

L'idée de Jury Duty Revisited (Réexaminer la fonction de jury) est essentiellement de tester des hypothèses et d'explorer la faisabilité des "jurys de citoyens" en leur octroyant la possibilité de donner leur accord pour des surveillances de la même manière qu'ils rendent actuellement des jugements dans les procédures pénales. Dans de nombreuses juridictions, les cas peuvent être examinés au tribunal par un jury, un juge ou les deux. Peut-être est-il utile d'avoir des comités de surveillance parlementaire qui déterminent les règles et lignes directrices pour savoir si l'accord pour une surveillance doit être donné par un jury, un juge ou les deux. L'octroi de ces responsabilités et rôles respectivement aux parlementaires ou aux citoyens pourrait augmenter le contrôle démocratique et le soutien des personnes impliquées dans des activités de surveillance.

JURYS CITOYENS – ETABLIR DES NORMES POUR LES LOIS SUR LA LIBERTÉ, FONDATION NEWDEMOCRACY, AUSTRALIE

Les gouvernements élus subissent des pressions déraisonnables pour éliminer tous les risques ou sont fustigés s'ils échouent. Quelles que soient les mesures prises, un public cynique les accusera de « faire de la politique » ou de « créer une culture de la peur ». La position de la Fondation newDemocratie est que cette position non-gagnante peut être résolue en partageant les décisions avec un groupe de citoyens choisis au hasard et qui ne pourront pas être accusés de vouloir se faire élire. Un processus de délibération sur une période de 3-5 mois a la capacité de présenter une décision éclairée commune et raisonnable au citoyen lambda. Si ces personnes peuvent trouver un terrain commun, alors les « demos » qui font notre démocratie vivront avec ce niveau de contrôle.

LAB
19/11/2015
11.00 - 12.30
SALLE 10
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/RU

4

Parrainé par la Conférence des
OING du Conseil de l'Europe

RÉPONSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La société civile et l'espace public sont de plus en plus mis sous pression. De nombreuses organisations de promotion de la démocratie, de la primauté du droit et des droits de l'homme sont confrontées au harcèlement, à la censure, et sont parfois stigmatisés comme «terroristes» afin de justifier une législation répressive qui affecte leur travail. Quelles contre-mesures peuvent-elles être prises pour arrêter la tendance inquiétante de restriction de la marge de manœuvre des organisations de la société civile ?

PRÉSENTATEURS

M. Henry MUGISHA BAZIRA

Ouganda, Directeur exécutif de l'Institut de gouvernance de l'eau

Mme Ruhat Sena AKSENER

Turquie, Directrice de campagne et de sensibilisation, Amnesty International, Turquie

INTERVENANTS

Mme Maryna GONOSHYLINA

Ukraine, Membre du Conseil d'administration de Avtomaindan, observateur anti-corruption, Responsable national de Enactus Ukraine

M. Rajith KEERTHI TENNAKOON

Sri Lanka, Directeur exécutif du Centre for Human Rights and Research

Mme Alexandrina NAJMOWICZ

Roumanie, Directrice du Forum civique européen

MODÉRATEUR

Mme Anne-Marie CHAVANON

France, Présidente de la commission démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux de la Conférence des OING

COALITION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ, INSTITUT DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU, OUGANDA

La Coalition de la société civile sur le pétrole et le gaz (GSCO) est un réseau lâche d'organisations de société civile (OSC) actives dans le domaine du pétrole et du gaz. Elle a été créée pour mettre en commun les ressources professionnelles et financières de diverses OSC afin de renforcer le programme de recherche, de travailler collectivement et parler d'une même voix sur les questions liées à l'exploitation pétrolière et gazière en Ouganda et ainsi influencer la politique nationale, la gouvernance et la prise de décision. Le réseau se veut également être le garant pour éviter que des OSC individuelles se sentent isolées et victimisées par des agences gouvernementales et des fonctionnaires sans scrupules, comme se fut le cas pour l'industrie pétrolière émergente en Ouganda qui a été très politisée et considérée comme une questions sensible/confidentielle. Ce fut aussi le cas quand l'espace des OSC pour fonctionner individuellement et librement et parler librement de l'industrie émergente a été réduit, à cause d'un environnement politique qui tendait vers plus d'intolérance face aux opinions divergentes par rapport au régime politique et l'installation d'une surveillance de télécommunication pour surveiller les flux d'information « subversives ».

PERMETTRE L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA PROTÉGER, AMNESTY INTERNATIONAL, TURQUIE

Ces dernières années, les organisations des droits de l'homme ont observé des infractions sans précédent par des Etats sur la société civile avec de plus en plus de restrictions de la liberté d'expression, la liberté de réunion et d'association, et davantage de répression des défenseurs des droits de l'homme – non seulement en Turquie, mais dans toutes les régions du monde. Cette restriction de l'espace d'expression de la société civile et le ciblage des défenseurs des droits de l'homme a un impact sérieux. Les défenseurs et les organisations des droits de l'homme se sentent menacés et sous pression, à la fois au niveau législatif et quotidien. Ceci est également vital pour de nombreuses organisations des droits de l'homme et Amnesty dans certains pays en particulier. Si cette tendance n'est pas inversée, les conséquences seront dévastatrices pour des millions de personnes qui comptent sur les défenseurs des droits de l'homme et autres défenseurs de la société civile, l'autonomisation des autres pour apprendre à connaître et à exercer leurs droits. Le résultat pourrait être très probablement des sociétés caractérisées par une plus grande inégalité, une marginalisation, une instabilité sociale et politique, une croissance au point mort ou une pauvreté plus profonde,

LAB
 19/11/2015
 11.00 - 12.30
 SALLE 9
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN

5

RÉPONSES DES RÉSEAUX

Comment pouvons nous nous assurer que la vie privée, la protection des données et la liberté d'expression sont respectées dans les réseaux sociaux en ligne et par les entreprises de l'internet et que les utilisateurs prennent davantage conscience des termes de services qu'ils acceptent ?

PRÉSENTATEURS

Mme Jamila VENTURINI

Brésil, chercheuse, Centre pour la Technologie et la Société, FGV Rio Law School

M. Eric LÉANDRI

France, co-fondateur de Qwant et Directeur général

INTERVENANTS

Mme Nadia KAYYALI

USA, militante de la Fondation Electronic Frontier

Mme Raegan MCDONALD

Canada, Gestionnaire des politiques de l'UE chez Mozilla

MODÉRATEUR

M. Dirk VAN EEKHOUT

Belgique, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'Europe

TERMES DE SERVICE ET DROIT DE L'HOMME, CENTRE POUR LA TECHNOLOGIE ET LA SOCIÉTÉ, FGV RIO LAW SCHOOL & REPRÉSENTANTS DE TWITTER ET FACEBOOK

Le projet Termes de Service et droits de l'homme géré par le Centre pour la Technologie et la Société de la Faculté de droit Fundação Getúlio Vargas à Rio de Janeiro a développé une méthodologie pour analyser le degré de protection de la vie privée, la liberté d'expression proposés par les Termes de Service de plusieurs plateformes en ligne. Les normes identifiées comme la base d'une méthodologie proviennent de documents internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris le fameux Guide du Conseil de l'Europe des Droits de l'Homme pour les utilisateurs d'Internet. Le projet a analysé des politiques d'un corpus de 50 plateformes en une expérience pilote visant à améliorer la méthodologie et à identifier les principales pratiques adoptées par les fournisseurs de plateformes. Parmi les principaux objectifs du programme on peut noter déclencher un débat international sur le rôle des fournisseurs de plateformes en ligne comme cyber régulateurs et assumer leur responsabilité pour le respect des droits de l'homme, produire des preuves sur l'impact des termes de services sur les droits de l'homme, et suggérer des propositions politiques concrètes visant à renforcer le respect des droits des utilisateurs.

QWANT, FRANCE

Qwant est un moteur de recherche européen lancé en juillet 2013 qui respecte la vie privée et offre une nouvelle vision du web au travers 5 colonnes (web, actualités, social, shopping, media). Qwant ne traque pas les utilisateurs ni ne crée de profils. En décembre 2014, nous avons annoncé Qwant Junior le 1er moteur de recherche sécurisé pour enfants de 5 à 13 ans sans tracking, publicités et contenus inappropriés.

LAB
 19/11/2015
 11.00 - 12.30
 SALLE 11
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN

6

RÉPONSES DES PROCUREURS

Quel est le rôle du procureur dans la reconnaissance et l'enquête sur la surveillance de masse et quelle est pour lui l'utilité de la surveillance pour l'identification de criminels et de terroristes ?

PRÉSENTATEURS

M. Harald RANGE

Allemagne, ancien Procureur général d'Allemagne

INTERVENANTS

Mme Yvonne ATAKORA OBUOBISA

Ghana, Directrice des poursuites pénales, Ministère de la Justice et Service du Procureur Général

M. Rintaro KURAMOCHI

Japon, Avocat de droit constitutionnel à la Japan Federation of Bar Associations, et Maître de conférence de droit constitutionnel à la faculté de droit de l'Université Keio

M. Christoph PARTSCH

Allemagne, Avocat spécialisé dans la liberté d'information

M. Cédric VISART DE BOCARME

Belgique, Président du Conseil consultatif de procureurs européens du Conseil de l'Europe

MODÉRATEUR

M. Alexander SEGER

Chef de la Division Cybercriminalité, Conseil de l'Europe

ENQUÊTE SUR LA SURVEILLANCE DE MASSE ET POURSUITE DE CYBER CRIMES - DÉFIS OU ATTENTES DÉÇUES ?

Divulgations d'Edward Snowden, enregistrements illégaux de conversations de téléphones mobiles, pas seulement des personnalités politiques, et probables activités des services secrets qui utilisent des méthodes de surveillance de masse, le public a réclamé une enquête et des poursuites. De plus, les unités chargées des enquêtes soulignent la nécessité de collecter de nombreuses bases de données pour interdire et détecter les criminels et les terroristes. Ces deux aspects seront présentés, expliqués et débattus.

PROGRAMME

■ **Jeudi, 19 novembre 2015****12.30 / 14.00 PAUSE DÉJEUNER****14.00 / 15.30 LIBERTÉ ET CONTRÔLE : DES JEUNES RACONTENT LEUR HISTOIRE**

Salle 7, Palais de l'Europe, interprétation FR/EN/DE

A travers des histoires personnelles vécues, réelles et poignantes, 4 jeunes proposent de revisiter le paradigme «liberté vs. contrôle» en proposant de nouvelles perspectives afin de montrer la complexité de cette polarité, et de rappeler à tous que, derrière ces termes, se cachent avant tout des jeunes humains, citoyens du monde avec des parcours, des expériences, des opinions et des points de vue différents.

M. Steven HARTUNG

Allemagne, ex néo-nazi

A l'âge de 14 ans, Steven a rejoint un groupe du mouvement néo-nazi en Thuringe (Allemagne), dont il devient, plus tard, l'un des leaders. Au bout de 10 ans au sein de l'idéologie, Steven commence à se questionner, à interroger son mouvement et finit pour le quitter, avec l'aide de l'ONG Exit. Quitter un mouvement neo-nazi n'a rien d'évident. Cela demande de changer de vie, de lieu, de rebâtir une identité, une appartenance. Aujourd'hui, Steven est étudiant et salarié, et impliqué dans le mouvement Exit pour aider d'autres jeunes à s'en sortir. Son témoignage honnête et touchant montre les nombreuses perspectives et interprétations possibles de la liberté et du contrôle.

Mme Eleonora ZBANKE

Fédération de Russie, Activiste des droits de l'homme

Activiste des droits de l'homme et fortement impliquée dans la lutte pour les droits et la protection des personnes LGBT en Russie, Eleonora connaît la répression, le contrôle. En tant que réalisatrice de films, métisse et lesbienne, Eleonora a fait le choix de poursuivre ses projets, toujours aussi critiques et investis, en France, où elle vit depuis quelque temps. Elle nous apporte un regard lucide sur la limite fragile entre contrôle, surveillance et liberté.

MODÉRATION : M. Dariusz GRZEMNY

Pologne, travailleur jeunesse, formateur/ consultant dans des projets pédagogiques sur les thèmes de la violence, la discrimination, le discours de haine, le racisme, la paix et les droits de l'homme

14.00 / 15.30 LAB SÉRIE 2 – DÉFIS ET RÉPONSES

DÉFI 2: LIBÉRER LA SOCIÉTÉ DE LA PEUR ET LA NOURRIR DU DÉSIR DE LIBERTÉ

■ Il existe un sentiment croissant de vulnérabilité face à diverses menaces dans les démocraties du monde entier. En particulier, la peur générée par des attaques violentes motivées par l'idéologie peut accentuer les clivages sociétaux, aiguïser les conflits latents et déstabiliser la société. La peur est-elle enracinée dans l'ignorance de la culture de l'autre ? Comment pouvons-nous proposer à l'opinion public un idéal d'une société ouverte et inclusive et rendre l'imagination publique moins vulnérable aux idéologies extrêmes et violentes qui exploitent la peur, incitent à la haine, au sectarisme et au nationalisme ? La meilleure défense d'une société démocratique contre les menaces, ce sont des citoyens éduqués, qui partagent des valeurs humanistes et qui ont une grande confiance entre les citoyens et dans les institutions publiques. Un Etat démocratique devrait informer les citoyens sur l'étendue et les causes des menaces auxquels ils sont confrontés. Il devrait lutter contre les discriminations, ségrégation et stigmatisation qui peuvent générer un sentiment de non-appartenance et augmenter l'attrait du populisme et des idéologies extrémistes.

LAB
 19/11/2015
 14.00 - 15.30
 HÔTEL DE VILLE,
 9 RUE BRÛLÉE, STRASBOURG
 FR/EN

7

Parrainé par la ville de Strasbourg
 et la Conférence des OING
 du Conseil de l'Europe

RÉPONSES INTERCONFESSIONNELLES

La peur est-elle ancrée dans l'ignorance de la culture de «l'autre»? Comment pouvons-nous créer des relations de coopération positive entre les personnes de différentes religions ou croyances? Les Initiatives interreligieuses sont-elles capables de combler le fossé d'incompréhension qui existe entre les différentes religions ?

PRÉSENTATEURS

Mme Robin SCLAFANI

Belgique, Directrice de CEJI- Une contribution juive pour une Europe inclusive

M. Victor GREZES

France, Directeur de développement de Coexister

Mme Claudia UNGER

Autriche, Chef de l'Institut Afro-Asiatique/ Graz

INTERVENANTS

M. Vladimir GRADEV

Bulgarie, professeur et Chef du Département Théorie et Histoire de la Culture, Faculté de Philosophie, Université de Sofia

Mme Nawel RAFIK-ELMRINI

France, adjointe au Maire de Strasbourg

FACING FACTS!, CEJI – UNE CONTRIBUTION JUIVE POUR UNE EUROPE INCLUSIVE

Facing Facts! est un effort concerté d'ONG visant à démasquer la réalité des crimes de haine en Europe et tenir les gouvernements responsables de leurs engagements internationaux. 50 formateurs ont été formés par des juifs, musulmans, roms, organisations LGBT, anti-racistes, organisations de sensibilisation aux handicaps partout en Europe. Facing Facts! est partisan d'une plus grande coopération entre les gouvernements, les forces de l'ordre et les ONG. Il a été reconnu comme la meilleure pratique par plusieurs organisations intergouvernementales. Facing Facts! est actuellement développée en Formation en ligne ouverte à tous, avec un module traitant spécifiquement du discours de haine.

INTERFAITH TOUR, COEXISTER, FRANCE

De juillet 2013 à juin 2014, cinq jeunes de confessions différentes: Ilan (juif), Samuel (chrétien), Ismaël (musulman), Victor (athée) et Josselin (agnostique) ont décidé de réaliser ensemble le premier tour du monde des initiatives interreligieuses. Par nature, le projet InterFaith Tour était destiné à se perpétuer. Chaque année, une nouvelle équipe participera donc à documenter une partie du monde de l'interreligieux de plus en plus grande. L'InterFaith Tour 1 était le projet pilote d'observation de l'interreligieux à échelle mondiale. Comme pour l'édition précédente, l'InterFaith Tour 2 documentera son passage dans chacun des pays, produisant des documents à visée pédagogique ou journalistique. Cette année, l'équipe produira des infographies et un web-documentaire en plus des articles écrits et des vidéos hebdomadaires produites par la première équipe.

COMUNITYSPIRIT – INTERRELIGIOUS DIALOGUE », INSTITUT AFRO-ASIATIQUE / GRAZ

L'un des objectifs de « ComUnitySpirit – Interreligious Dialogue » est de promouvoir une coexistence pacifique et une compréhension mutuelle. La conférence internationale d'experts interreligieux en 2013 a abouti à la création du projet « ComUnitySpirit – Interreligious Dialogue » qui inclut la promotion des activités durables continues en faveur du dialogue, le réseautage ainsi que la coordination du Conseil interreligieux de la ville de Graz. Cette année, l'accent est mis sur la prévention de la radicalisation. Parallèlement, le projet « ZusammenHalt ! » a été mis en œuvre auprès des jeunes adultes et parmi les groupes de jeunes pour prévenir de la radicalisation et des projets extrémistes.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 1
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/GR

8

Parrainé par l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe

RÉPONSES CONTRE LA HAINE

Le discours de haine et les préjugés sont une menace pour les principes démocratiques car ils sapent les droits fondamentaux et notamment la liberté d'expression, en les utilisant comme prétexte pour insulter et humilier les individus et les groupes. Le discours de haine vise souvent la diversité et représente un puissant obstacle à la cohésion sociale. Ce laboratoire met en valeur les initiatives novatrices visant à prévenir les discours de haine et les préjugés dans des sociétés diverses.

PRÉSENTATEURS

Mme Milena SANTERINI

Députée, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, rapporteure générale sur la lutte contre le racisme et l'intolérance

M. Antonios ZIKOS

Grèce, directeur de la prison « Saint Stefan » de Patras

INTERVENANTS

Dr Qanta AHMED

USA, professeure associée en médecine, Université d'Etat de New-York, USA, Auteur de «In the Land of Invisible Women», Journaliste et défenseur des droits de l'homme

Mme Kiran BEDI

Inde, Femme politique, militante sociale, ancienne officier de police et ancienne conseillère de police civile des Nations Unies

M. Paul GIANNASI

Royaume Uni, Superintendent de Police et dirigeant du programme intergouvernemental de prévention des crimes de haine

Mme Cécile KYENGE

Italie, Députée européenne

MODÉRATEUR

M. Pierre-Yves LE BORGNI

France, Député et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

L'ALLIANCE PARLEMENTAIRE CONTRE LA HAINE, ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

L'Alliance parlementaire contre la haine est composée de parlementaires qui s'engagent à prendre des positions publiques contre le racisme, la haine et l'intolérance quels qu'en soient les motifs et la manière dont ils se manifestent. L'Alliance a été lancée en janvier 2015. 41 membres de l'Assemblée parlementaire y ont adhéré jusqu'ici. Ses principaux objectifs sont de sensibiliser les politiciens et la société civile contre le racisme et l'intolérance et promouvoir la non-discrimination et le respect de la diversité. Les partenaires de l'Alliance comprennent les parlements et les commissions nationales du Mouvement contre le discours de Haine du Conseil de l'Europe.

FORMATION CONTRE LES PRÉJUGÉS DANS LES PRISONS

L'objectif de l'atelier mis en place pour les prisonniers (hommes) de la prison « Saint Stefan » de Patras (ouest de la Grèce) était de lutter contre les stéréotypes en appliquant un modèle anti-rumeurs. Il visait à contester les idées fausses et les préjugés existants sur les migrants, à rompre le silence dans les cas de discrimination, à contribuer à la promotion des bonnes pratiques entre les différents groupes, à promouvoir les avantages de l'égalité des droits et des chances pour tous, à renforcer la compréhension par l'interaction, et explorer les stéréotypes qui contribuent à propager la discrimination sur la base de l'éthnicité et de la religion.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 3
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

9

Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

RÉPONSES INTERCULTURELLES

Les politiques efficaces d'intégration peuvent-elles prévenir la radicalisation des migrants et des minorités et combattre de ce fait le terrorisme? Les politiques interculturelles, qui mettent l'accent sur l'intérêt de la diversité pour la société, sont-elles simplement utilisées comme un symbole ou sont-elles la voie à suivre pour éviter une nouvelle aggravation de l'écart de l'incompréhension et de l'ignorance entre les cultures ?

PRÉSENTATEURS

Mme Pascale MOMPOINT-GAILLARD

France, Psychosociologue, formatrice, consultante

M. Pacifique NDAYISHIMIYE

Rwanda, fondateur et président, Youth Service Organization

INTERVENANTS

M. Mohammad AL ABDALLAH

Syrie, militant dans le domaine de Droits de l'homme

Mme Amina BOUAYACH

Maroc, Secrétaire Générale de la Fédération internationale des droits de l'homme

Mme Dusica DAVIDOVIC

Serbie, membre du parlement de la ville de Nis, membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

MODÉRATEUR

M. Denis HUBER

France, chef du service «Coopération, administration et relations extérieures», Secrétaire exécutif de la Chambre des Régions du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

COMPÉTENCES POUR UNE CULTURE DE LA DÉMOCRATIE, SERVICE DE L'ÉDUCATION, CONSEIL DE L'EUROPE

La démocratie se définit en termes d'institutions et de lois, mais celles-ci ne fonctionneront que si les citoyens adoptent, dans la pratique, les attitudes et les comportements nécessaires. L'éducation contribue de façon déterminante à la création et au maintien des valeurs interculturelles de la démocratie – aucune culture n'est fondée sur l'ignorance. Le Service de l'Éducation du Conseil de l'Europe est en train d'élaborer un cadre visant à définir les principales compétences nécessaires aux citoyens pour participer de manière effective à la société diverse et démocratique, et que les États membres pourront utiliser et adapter au sein de leur système éducatif, à tous les niveaux de l'éducation.

INTERCULTURAL DIALOGUE AWARENESS RAISING FOR COOPERATION, YOUTH SERVICE ORGANISATION (YSO), RWANDA

“Intercultural Dialogue Awareness Raising for Cooperation” (Sensibilisation au dialogue interculturel pour la coopération) – IDARC – a été initié pour créer un espace de dialogue interculturel pour les Rwandais, pour faire face à l'instabilité politique du passé, à la guerre et à la migration durable depuis 1959 qui a précédé le génocide contre les Tutsis en 1994, qui a anéanti la tolérance, l'éducation sociale, culturelle et civique et affaibli les efforts de développement. Grâce aux danses traditionnelles, l'expression la plus spectaculaire des Rwandais, YSO rassemble des indigènes Rwandais, des Rwandais nés à l'étranger et Congolais migrants qui ont obtenus la nationalité rwandaise pour une expression libre, la promotion de l'unité dans une communauté diversifiée, afin de promouvoir le pluralisme au Rwanda. Le Projet IDARC est fortement intégré dans la vie sociale des jeunes rwandais, pour qu'ils puissent influencer sur les principes de citoyenneté active, le dialogue interreligieux et interculturel, ainsi que la compréhension mutuelle et la coopération.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 9
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/RU

10

Parrainé par le Club de Madrid

LES LEADERS LUTTENT CONTRE L'EXTRÉMISME

Ce laboratoire tentera de relever les défis de la radicalisation et de l'extrémisme violent à travers l'expérience de deux chefs d'Etat qui ont œuvré pour la prévention ou la lutte contre l'extrémisme violent dans leurs pays, et de proposer des politiques et des outils nécessaires pour prévenir et combattre ce phénomène croissant dans la société d'aujourd'hui.

PRÉSENTATEURS

M. Sadiq AL-MAHDI

Soudan, Premier Ministre du Soudan (1966-1967; 1986-1989)

M. Andrés PASTRANA

Colombie, Président de Colombie (1998-2002)

INTERVENANTS

M. Fouad AHIDAR

Belgique, 1^{er} Vice-Président du Parlement bruxellois

M. Damian DRAGHICI

Roumanie, Député européen

M. Richard HOROWITZ

Israël, avocat et ancien officier de l'armée de défense d'Israël

MODÉRATEUR

Lord John ALDERDICE

Royaume Uni, membre de la Chambre des Lords

MADRID +10, CLUB DE MADRID

Il y a dix ans, le Club de Madrid avait convoqué une conférence unique, le Sommet sur la démocratie, le terrorisme et la sécurité, rassemblant des dirigeants et des experts du monde entier pour analyser les causes du terrorisme et trouver des moyens plus durables d'un point de vue démocratique pour relever ces défis. Ce sommet a eu un profond impact sur le débat mondial sur le terrorisme et l'extrémisme violent. En réponse à la menace croissante de la radicalisation et de l'extrémisme violent, le Club de Madrid, en partenariat avec le Centre international des études sur la radicalisation (ICSR) organise « Madrid+10 : Le dialogue politique mondial sur la lutte contre l'extrémisme violent », une initiative en trois phases qui réunira des dirigeants, des leaders d'opinion et des experts de différentes régions du monde autour de discussions pragmatiques visant à échanger les bonnes pratiques aux niveaux local et national, et en créant un espace de dialogue et d'échanges au moyen d'une plateforme en ligne.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 10
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

11

Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

JEUX DE LIBERTÉ

La meilleure défense d'une société démocratique contre les menaces ce sont des citoyens formés, un sens des valeurs humanistes partagées, et un niveau élevé de confiance entre les individus et dans les institutions publiques. Il faut s'efforcer de construire une culture du vivre ensemble dans la diversité et une vision partagée de l'avenir. Mais l'apprentissage de la culture démocratique peut-il être mesuré ? Faut-il le repenser et si oui, comment ?

PRÉSENTATEURS

Mme Katrin BANNACH

Allemagne, directrice de projet pour la Thaïlande et la Birmanie, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est

Mme Pimrapa DUSADEEISARIYAKUL

Thaïlande, Gestionnaire de Projet, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est

Mme Traon PONGSOPON

Thaïlande, assistante de projet, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté

M. Seth SELLECK

Suède, coordinateur jeunesse, Municipalité de Simrishamn, Suède

INTERVENANTS

Mme Andrée BUCHMANN

France, Conseillère régionale d'Alsace et conseillère municipale de Schiltigheim

Mme Francesca TRALDI

Italie, Secrétaire Générale de la Fondation Magna Carta

M. Steven WAGENSEIL

USA, Président a.i. du Conseil pour la Communauté des démocraties

MODÉRATEUR

M. Andreas KIEFER

Autriche, Secrétaire Général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

DREAM THAILAND, FONDATION FRIEDRICH NAUMANN POUR LA LIBERTÉ, THAÏLANDE

Dream Thailand est une campagne en ligne pour que les citoyens thaïlandais puissent exprimer leurs avis et recommandations sur la Thaïlande de leur rêve. Cette plateforme permet aux décideurs du gouvernement et aux partis politiques de toucher la jeune génération. Dream Thailand est devenu un mouvement qui a généré de l'inspiration citoyenne et amené les jeunes à « agir », à viser la Thaïlande de leurs rêves. Il a été utilisé comme une plateforme pour permettre la participation des populations dans les réformes en cours dans le pays.

MORE THAN ONE STORY, SERVICE DE LA CULTURE ET DES LOISIRS DE LA MUNICIPALITÉ DE SIMRISHAMN, SUÈDE

More Than One Story (Plus qu'une seule histoire) est un jeu de cartes unique et puissant qui relie des personnes de tous âges, origines et cultures et s'est révélé être un outil précieux pour les enseignants, les travailleurs sociaux, les chefs religieux, les organisateurs d'événements et les jeunes dirigeants. Partout où les peurs et les préjugés isolent les personnes qui semblent différentes, More than One Story est utilisé pour faciliter le processus d'intégration et d'inclusion, l'ouverture des cœurs et des esprits. Le jeu de cartes éveille la compassion ; il réunit les étrangers et autonomise les individus et les organisations dans plus de 20 pays pour qu'ils puissent travailler dans un monde plus harmonieux.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 5
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

12

Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

LUTTER CONTRE LA RADICALISATION

Les communautés qui marginalisent leurs populations immigrées risquent de radicaliser les éléments les plus vulnérables, et également de manquer de nombreuses possibilités qui s'offrent quand tous les membres de la communauté se sentent les bienvenus. Comment les sociétés peuvent-elles tirer pleinement parti du potentiel de la diversité et de bénéficier de l'esprit d'entreprise, de la créativité et de la variété des compétences associées à la migration? Ce laboratoire traite de nouvelles stratégies pour prévenir la radicalisation et à améliorer les résultats pour tous les résidents en les intégrant au mieux dans la société.

PRÉSENTATEURS

M. Sten SORENSEN

Danemark, Superintendent en chef adjoint, chef de l'Unité de prévention du crime, Police du Jutland de l'Est, Police danoise

Mme Rachel PERIC

USA, Directrice adjointe de Welcoming America

INTERVENANTS

M. Hans BONTE

Belgique, Maire de Vilvoorde

M. Karl DEAN

USA, ancien Maire de Nashville

M. Leen VERBEEK

Pays-Bas, Commissaire du roi de la Province de Flevoland, Vice-Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

MODÉRATEUR

Mme Jocelyne CABALLERO

France, Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe

PRÉVENIR LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENT À AARHUS, DANEMARK

L'essence du modèle Aarhus est de prévenir la radicalisation en travaillant avec des citoyens dits à risque afin d'améliorer leur possibilités d'intégration dans la société et les aider à affronter la vie. Les travaux dans ce domaine ont débuté en 2007 afin de prévenir la radicalisation à la fois politique et religieuse. La municipalité d'Aarhus a mené ses travaux en coopération avec la Police du Jutland de l'est et en complément des efforts de prévention du crime existants. Pour cette initiative, la prévention de la radicalisation est considérée comme la prévention du crime, incitant les autorités à jongler entre les droits constitutionnels des citoyens, l'activisme religieux et les règles du code pénal. Cette initiative traite de la prévention précoce de la radicalisation, que ce soit pour les individus ou les groupes grâce à différentes méthodes qui seront examinées dans ce lab.

L'APPROCHE ACCUEILLANTE POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Nashville est une ville américaine qui a refusé de céder à la tentation de marginaliser sa population croissante de migrants. Dirigée par un maire visionnaire, et une communauté à but non lucratif et une communauté d'affaires qui ont reconnu le potentiel inhérent à la communauté immigrée croissante, Nashville est devenue l'une des villes les plus accueillantes des États-Unis. Grâce à ses efforts, Nashville s'est développée économiquement, et la communauté immigrée - y compris une population musulmane importante - en a tiré parti.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 11
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

13

Parrainé par les Ecoles d'Etudes politiques du Conseil de l'Europe

APPEL À DES POLITIQUES DE MIGRATION PLUS EFFICACES ET JUSTES EN EUROPE

Il n'y a jamais eu autant de monde cherchant à fuir la violence politique, l'oppression, la misère et les changements environnementaux dans leurs pays. L'Europe est confrontée à des défis majeurs en matière d'asile et de politique de migration, mais ne dispose pas de cadre explicite qui garantisse la protection et la prise en compte des craintes découlant de la diversité ethnique et culturelle grandissante.

PRÉSENTATEURS

Mme Denitsa BOEVA

Bulgarie, ancienne de l'Ecole d'Etudes politiques de Bulgarie

M. Driss EL YAZAMI

Maroc, Président du Conseil national des Droits de l'Homme

M. Ljubisa VRENCEV

Grèce, Symβiosis, responsable des programmes

M. Gert WESTERVEEN

Pays-Bas, Représentant de l'UNHCR auprès des institutions européennes à Strasbourg

INTERVENANT

M. Ahmed DRISS

Tunisie, Directeur de l' Ecole politique de Tunis

MODÉRATEUR

Mme Despina SYRRI

Grèce, Directrice de l'Ecole d'études politiques de Grèce

RECHERCHER DES POLITIQUES MIGRATOIRES JUSTES ET EFFICACES

Dans le contexte de la crise des réfugiés qui se déroule en Europe depuis l'été 2015, ce lab étudiera les processus de migration et les options politiques disponibles pour introduire des politiques de migration efficaces et justes et pour lier leur mise en œuvre avec les droits de l'homme et l'Etat de droit, et l'avenir de l'Europe. Il présentera également des initiatives spécifiques en faveur des réfugiés dans les pays de transit et les pays de destination et d'un point de vue de l'Afrique du Nord.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 2
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

14

PROTÉGER L'ESPACE CIVIQUE DANS LES MILIEUX INTERGOUVERNEMENTAUX

L'espace de la société civile est mis en danger dans les Etats où les organisations non-gouvernementales (ONG) sont considérées comme un danger pour la sécurité et la souveraineté et où l'insécurité est utilisée comme prétexte pour interdire la liberté d'association, de rassemblement et d'expression. Ce lab cherche des solutions pour suivre et analyser la situation, en lançant des alertes et en réglant les problèmes grâce à des politiques, la défense, le dialogue et la coopération.

PRÉSENTATEURS

M. Antoine MADELIN

Belgique, Directeur Plaidoyer International, Fédération Internationale des Droits de l'Homme

Mme Suehila ELKATEB

Canada, Directrice adjointe, Division Démocratie, Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement, Gouvernement du Canada

INTERVENANTS

Mme Bea BODROGI

Hongrie, militante des droits de l'homme

M. David MOORE

USA, Vice-Président, Affaires juridiques, the International Center for Not-for-Profit Law

Mme Maria POMAZKOVA

Fédération de Russie/France, membre du Conseil d'experts sur le droit en matière d'ONG de la Conférence des OING

Mme Herdis Kjerulf THORGEIRSDOTTIR

Islande, Vice-Présidente de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), Conseil de l'Europe, Professeur à la Faculté de Droit, Université de Bifrost

MODÉRATEUR

Mme Anna RURKA

Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

OBSERVATOIRE POUR LA PROTECTION DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME (FIDH) ET DE L'ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE (OMCT)

Le FIDH et l'OMCT ont créé l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des droits de l'homme en 1997 pour intervenir, prévenir ou remédier à des situations de répression à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme. Il s'agit d'un programme mondial de suivi et de soutien destiné à renforcer la protection et la sécurité des défenseurs des droits de l'homme. L'observatoire offre une protection d'urgence aux défenseurs des droits de l'homme (intervention d'urgence, missions internationales et assistance matérielle) mobilise la communauté internationale, la société civile et les médias pour protéger les défenseurs (rapport sur les violations des droits et libertés des défenseurs des droits de l'homme) et coopère avec des organes de protection intergouvernementaux à l'échelle régionale, nationale ou internationale dans le but de promouvoir et renforcer ces mécanismes.

GROUPE DE TRAVAIL DE LA COMMUNAUTÉ DES DÉMOCRATIES PORTANT SUR L'AVANCEMENT ET LA PROTECTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le Groupe de travail portant sur l'avancement et la protection de la société civile vise à favoriser la collaboration entre Etats, organisations internationales et de la société civile pour contrer la tendance mondiale qui est de restreindre les organisations de la société civile et limiter leur champ d'action en usant des moyen légaux. Depuis sa création en 2009, le Groupe œuvre pour soutenir le rôle essentiel que jouent les organisations de la société civile pour le bon fonctionnement de la société démocratique. Le Groupe s'implique dans la démocratie discrète, les activités de défense et d'assistance technique pour éviter l'adoption de lois restrictives qui ciblent la société civile et encourage les lois qui permettent l'expansion de la société civile. Il a démontré son efficacité en coordonnant des actions diplomatiques pour contrer la législation qui restreint la société civile de manière excessive, et ses travaux ont contribué à retirer ou amender des lois trop restrictives dans plusieurs pays.

PROGRAMME

■ **Jeudi, 19 novembre 2015****15.30 / 16.00 PAUSE****16.00 / 18.00 SIDE EVENTS :
PROJECTION DU FILM "THE LAND BETWEEN" (2014) DE DAVID
FEDELE ET DÉBAT AVEC LE RÉALISATEUR, PARRAINÉ PAR LE FESTIVAL
INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME DE STRASBOURG**

Salle de Projection du Conseil de l'Europe

The land between se déroule dans les montagnes au nord du Maroc et permet au public d'avoir un aperçu de la vie des migrants illégaux du Subsahara. La plupart d'entre eux rêvent d'aller en Europe – un périple qui les conduits à travers une zone militarisée près de Melilla, une enclave en Afrique du Nord. Le film aborde plusieurs thèmes, dont les raisons qui poussent les individus à abandonner leur pays et leurs familles pour de meilleures conditions de vie.

**PROJECTION DU FILM « A GOOD AMERICAN », SUIVI D'UN DÉBAT
AVEC LE RÉALISATEUR FRIEDRICH MOSER, THOMAS DRAKE, LANCEUR
D'ALERTE, ANCIEN OFFICIER DE LA NSA ET KIRK WIEBER, ANCIEN
ANALYSTE À LA NSA**

Salle 1 du Conseil de l'Europe

16.00 / 17.30 LAB SÉRIE 3 – DÉFIS ET RÉPONSES

DÉFI 3: LA LIBERTÉ D'INFORMATION À "L'ÈRE DE LA TERREUR"

-
- Quelle devrait être la réponse adéquate des médias à la violence idéologique et au terrorisme? Quel est l'impact de la propriété des médias, et le contrôle des grandes entreprises de l'Internet sur les données personnelles et autres, sur la liberté et le débat démocratique? Si la dénonciation est un élément nécessaire du contrôle démocratique sur les institutions, comment les lanceurs d'alertes peuvent-ils être protégés par le risque de poursuites abusives?

LAB
19/11/2015
16.00 - 17.30
SALLE 9
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/RU

15

PLATEFORME DE PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE

L'alerte est-elle une menace pour la démocratie ou un élément nécessaire du contrôle démocratique sur les institutions? Comment les lanceurs d'alertes peuvent-ils être protégés par le risque de poursuites abusives? Ce laboratoire présentera les plateformes qui permettent aux journalistes de se connecter avec les lanceurs d'alertes et de préserver l'anonymat des lanceurs d'alertes.

PRÉSENTATEURS

Mme Ruth KRONENBURG

Pays-Bas, Directrice exécutive de Free Press Unlimited

M. Claudio AGOSTI

Italie, Co-fondateur, avocat, développeur et formateur de GlobalLeaks

INTERVENANTS

Mme Nica DUMLAO

Philippines, coordinatrice de programme, Droits d'internet, Foundation for Media Alternatives

M. Faheem HUSSAIN

Corée du Sud, professeur assistant, Département Technologie et Société, Institut d'ingénierie et de sciences appliquées de l'Université d'État de New-York

M. Kirk WIEBE

USA, ancien analyste à l'Agence de sécurité américaine (NSA)

MODÉRATEUR

M. Erdoğan IŞCAN

Turquie, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe

PUBLEAKS, FREE PRESS UNLIMITED, PAYS-BAS

Free Press Unlimited soutient le journalisme d'investigation. Il n'est pas dans l'intérêt des gouvernements, des multinationales ou d'autres institutions que l'on enquête sur certains sujets, et même dans des démocraties bien établies, les journalistes peuvent se heurter à des obstacles ou pire. Publleaks est un projet open source lancé par un groupe de journalistes des professionnels des TIC aux Pays-Bas, qui ont créé une plateforme anonyme de lanceurs d'alerte, résistante à la censure. Elle procure un environnement en ligne sûr de communication entre les journalistes et leurs sources. Depuis la création de Publleaks en septembre 2013 au moins 34 nouveaux articles ont été publiés par les médias néerlandais par le biais de cette plateforme.

GLOBALEAKS, CENTRE HERMES POUR LA TRANSPARENCE ET LES DROITS HUMAINS NUMÉRIQUES, ITALIE

GlobalLeaks est une plateforme de soutien aux diverses initiatives des lanceurs d'alertes. Ces quatre dernières années, de nombreux domaines ont adopté les alertes comme solution à des problèmes dans les domaines de la démocratie et de l'économie. GlobalLeaks apporte des réponses aux besoins technologiques des lanceurs d'alerte, pour que ces derniers puissent davantage se concentrer sur le contenu.

LAB
19/11/2015
16.00 - 17.30
SALLE 2
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

16

Parrainé par la Région Alsace

PROTECTION DES JOURNALISTES ET LIBERTÉ DE L'INFORMATION

La liberté d'information et la liberté de la presse sont des piliers de la démocratie. Dans de nombreux pays du monde, cependant, les journalistes sont attaqués, harcelés, emprisonnés et même tués à cause de leur travail ou de leurs reportages.

Que peuvent faire les médias pour s'opposer à la menace qui pèse sur la liberté de l'information et jouer pleinement leur rôle d'instigateur du débat public ?

PRÉSENTATEURS

M. Mousa RAHIMI

Directeur Général, Centre palestinien pour le développement des médias et la liberté d'information et d'expression

INTERVENANTS

Mme Cristiana CASTELLOTTI

Italie, rédactrice en chef, Radiorai 3

M. Jean-Paul MARTHOZ

Belgique, journaliste au quotidien «Le Soir», professeur de journalisme international à l'Université catholique de Louvain, Conseiller auprès du Comité de Protection des journalistes (New York)

Mme Najiba SHARIF

Afghanistan, journaliste, Lauréate du Prix alsacien de l'engagement démocratique

MODÉRATEUR

M. Ricardo GUTIÉRREZ

Secrétaire Général, Fédération européenne des journalistes

Mme Işıl KARAKAŞ

Turquie, Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme

INITIATIVE 1 : PLATEFORME POUR RENFORCER LA PROTECTION DU JOURNALISME ET LA SÉCURITÉ DES JOURNALISTES, FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES JOURNALISTES / CONSEIL DE L'EUROPE

Cette plateforme est un espace public qui doit faciliter la compilation, le traitement et la diffusion d'information d'informations factuelles sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes dans les Etats membres du Conseil de l'Europe, tels que garantis par l'Art. 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Elle vise à améliorer la protection des journalistes, à mieux lutter contre les menaces et les violences à l'encontre des professionnels des médias et à encourager des mécanismes de lanceurs d'alerte au sein du Conseil de l'Europe. La plateforme doit permettre aux instances et institutions du Conseil de l'Europe d'être alertés à temps, de manière plus systématique et ainsi de prendre des actions coordonnées. Elle doit faciliter l'identification des tendances et proposer des réponses politiques adéquates à l'Organisation dans le domaine de la liberté des médias.

INITIATIVE 2 : HOW DO I KNOW, CENTRE PALESTINIEN POUR LE DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS ET LA LIBERTÉ D'INFORMATION ET D'EXPRESSION, AUTORITÉS NATIONALES PALESTINIENNES

L'idée a évolué au fil des ans passant du magazine "MADA El'Illam Magazine" à la plateforme numérique. L'objectif est de rendre les citoyens palestiniens vigilant sur l'érosion de leurs droits et libertés, à la diffusion d'information et à l'autonomisation de la participation active citoyenne en créant « HOW do I know » (Comme je sais), une plateforme en ligne palestinienne. Les Palestiniens ont le droit de savoir pourquoi et comment les choses progressent ou non, mais ils n'ont pas le pouvoir ni les moyens d'exiger leurs droits. La Palestine a un besoin urgent d'une loi sur l'accès à l'information, d'une sensibilisation à ce droit et comment bénéficier d'une loi moderne exhaustive qui protège leurs droits. Cette plateforme sera un outil pour les journalistes et les citoyens.

LAB
19/11/2015
16.00 - 17.30
SALLE 10
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

17

Parrainé par l'Organisation
Internationale de la Francophonie

**ENCADRER LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ?
ENTRE RÉGULATION DES MÉDIAS
ET PROTECTION DES DONNÉES
PERSONNELLES**

Ce laboratoire veut mettre
en perspective le rôle
de la régulation de la liberté
d'expression dans le contexte
actuel de la menace terroriste
et la diffusion de contenus incitant
à la haine et à la violence en ligne.

PRÉSENTATEUR

M. Nouri LAJMI

Tunisie, Président de la Haute
autorité indépendante
de la Communication Audiovisuelle

INTERVENANTS

Mme Muriel HANOT

Belgique, Directrice des études et
des recherches au Conseil supérieur
de l'Audiovisuel de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

Mme Drudeisha MADHUB

Maurice, Commissaire pour la
protection des données de Maurice

M. Bogdan MANOLEA

Roumanie, Directeur exécutif
de l'Association pour la
Technologie et l'Internet

Mme Marguerite OUEDRAOGO

Burkina Faso, Présidente de la Commission
Technologie de l'Information des Libertés,
Vice-Présidente de l'Association
francophone des autorités de protection
des données personnelles

MODÉRATEUR

M. Francis KPATINDÉ

France, journaliste et maître
de conférence à l'Institut d'études
politiques, Sciences Po Paris

ENTRE RÉGULATION DES MÉDIAS ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.

Ce laboratoire partira de l'initiative de l'autorité de régulation des médias de Tunisie (HAICA) de développer un index du discours de haine dans les médias audiovisuels tunisiens pour comparer ensuite plus largement les expériences d'autorités de régulation des médias (Belgique, Tunisie) et d'autorités de protection des données personnelles (Burkina Faso, Maurice) en termes de protection de la liberté d'expression dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, tout en incluant l'opinion de la société civile (APTI - Roumanie).

LAB
19/11/2015
16.00 - 17.30
SALLE 11
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/RU

18

Parrainé par le Fonds européen
pour la démocratie

ACTION CITOYENNE POUR LA LIBERTÉ DES MÉDIAS

Dans de nombreuses parties du monde, journaliste est synonyme de militant. Les journalistes dans ces Etats risquent parfois leur vie pour vouloir informer leurs concitoyens. Ils demandent souvent un changement politique ou social. Comment les médias libres peuvent-ils être soutenus quand les gouvernements ou de puissantes sociétés exercent une pression sur les journalistes au nom de la sécurité nationale ?

PRÉSENTATEURS

M. Chamsy SARKIS

Syrie, cofondateur de SMART & ASML
Grani.ru, Fédération de Russie

Mme Yulia BEREZOVSKAYA

Fédération de Russie, PDG de Grani.ru

INTERVENANTS

Mme Salima GHEZALI

Algérie, journaliste, auteure et militante
des droits de la femme. Lauréate 1997
du Prix Sakharov pour la liberté de pensée

M. Emin MILLI

Azerbaïdjan, journaliste et directeur
exécutif de Meydan TV

MODÉRATEUR

Mme Livia RUSU

Roumanie, Chargée d'affaires a.i.,
Représentation permanente de la Roumanie
auprès du Conseil de l'Europe

SMART (SYRIAN MEDIA ACTION REVOLUTION TEAM), SYRIE

SMART est une organisation de la société civile créée au printemps 2011 pour soutenir le mouvement pacifiste contre le régime de Bachar AL-Assad. SMART qui coopère avec des centaines de volontaires en Syrie a lancé avec succès de nombreux infrastructures et projets médias pour construire une Syrie démocratique et pluraliste. Elle a créé un pool média en Syrie qui compte environ 150 employés à plein temps. En coopération avec ASML, une ONG syrienne enregistrée en France, elle a soutenu des médias libres et indépendants en Syrie, y compris de la presse écrite, des stations de radios et des médias pour enfants. Grâce à leur travail, davantage de Syriens ont accès aux informations indépendantes.

GRANI.RU, FÉDÉRATION DE RUSSIE

Créé en 2000, Grani.ru s'est imposé comme une source d'information majeure sur des sujets tels que les violations de la liberté d'expression, le sort des prisonniers politiques ou les actions de protestation. Sa couverture de la crise ukrainienne est à l'opposé de la propagande officielle russe. Depuis le mois de mars 2014 le site est sur la liste noire, il est bloqué par tous les fournisseurs d'accès en Russie. Néanmoins Grani.ru continue à opérer, à produire du contenu et à le faire accessible aux utilisateurs. Il agit de multiples façons contre le blocage.

LAB
19/11/2015
16.00 - 17.30
SALLE 5
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

19

**QUI « CONTRÔLE » L'INTERNET ?
VERS UN MODÈLE TRANSNATIONAL
DE RESPONSABILITÉ DÉMOCRATIQUE**

En se concentrant sur de multiples parties prenantes et sur des modèles inclusifs de prise de décision démocratique, ce laboratoire discutera des cadres d'application pour une gouvernance d'internet inclusive, transparente et responsable.

PRÉSENTATEURS

M. Jean-Jacques SAHEL

Vice-Président, Europe & Société Civile (Global Stakeholder Engagement), ICANN

INTERVENANTS

Mme Lea KASPAR

Responsable de la gestion programmatique, Global Partners Digital

Mme Stefania MILAN

Italie, conseillère ICANN /Organisation de soutien aux politiques des noms génériques et Université d'Amsterdam

M. Julien NOCETTI

France, chercheur à l'Institut des Relations Internationales (IFRI)

MODÉRATEUR

M. Lee HIBBARD

Coordinateur du Conseil de l'Europe sur la politique de l'information

L'APPROCHE D'ICANN POUR UNE GOUVERNANCE MULTI-ACTEURS

L'Internet est une technologie à usage commun qui touche directement ou indirectement la vie quotidienne de chaque individu sur la planète, chaque économie, culture et société. Ce nouvel outil devrait être partagé et protégé, et les moyens de la gouvernance de l'Internet devraient servir la communauté mondiale dans son ensemble, plutôt que les intérêts particuliers d'un petit nombre d'acteurs tels que les entreprises ou les États, ou entraînées par des décisions prises par quelques initiés. La gouvernance de l'Internet devrait respecter les principes de la gouvernance démocratique. Ces principes de gouvernance ont été illustrés dans la pratique par l'émergence de modèles de gouvernance dits « multi-acteurs ». Cependant, certaines questions cruciales restent sans réponse: Quelle légitimité et quels processus garantiront-ils la transparence et la responsabilité de la gouvernance de l'Internet? Comment pouvons-nous nous assurer que les droits des utilisateurs d'Internet seront protégés dans ce nouvel environnement? Comment s'assurer de la responsabilité de la gouvernance Internet qui traitent des questions cruciales de politique ?, et avons-nous besoin de critères qui répondent spécifiquement et établissent des normes de responsabilité et de transparence dans la gouvernance de l'Internet ?

PROGRAMME

 **Jeudi, 19 novembre 2015**
17.30 / 18.00 PAUSE**18.00 / 19.00 RÉUNION AVEC DES LEADERS INTERNATIONAUX – PARRAINÉE PAR INTERNATIONAL IDEA**

Hémicycle du Conseil de l'Europe

Lancement de la publication d'International IDEA sur « Democratic Transitions: Conversations with World Leaders » et débat avec des leaders internationaux

INTERVENANTS : **M. Thorbjørn JAGLAND** Secrétaire Général du Conseil de l'Europe**M. Yves LETERME** Secrétaire Général d'International IDEA**M. Moncef MARZOUKI** Président de Tunisie (2011-2014)**M. Petre ROMAN** Premier ministre de Roumanie (1989-1991)MODÉRATRICE : **Mme Anne BRASSEUR** Luxembourg, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**18.00 REMISE DU PRIX ALSACIEN DE L'ENGAGEMENT DÉMOCRATIQUE ET PARRAINAGE DES PERSONNALITÉS EN DIFFICULTÉ**

Maison de la Région, 1 Place Adrien Zeller

Depuis la création du Forum Mondial de la démocratie de Strasbourg en 2012, la Région Alsace a souhaité mettre en lumière des personnalités du monde entier qui s'engagent pour la défense des droits de l'Homme et de la démocratie.

Pour cette 4ème édition, la Région Alsace reconduit deux actions fortes : le Prix alsacien de l'engagement démocratique et le parrainage de personnalités subissant des pressions ou des persécutions contraires aux droits de l'Homme.

Le Prix alsacien de l'engagement démocratique met à l'honneur une personnalité issue de la société civile engagée dans la défense des droits de l'Homme et de la Démocratie dans son pays.

L'an dernier, la Région Alsace a décerné le Prix alsacien de l'engagement démocratique à Najiba Sharif, journaliste afghane réfugiée à Mulhouse qui s'est engagée dans la défense des droits des femmes et des minorités dans son pays d'origine. En 2013, c'est Preethi Herman, responsable indienne du site de pétition Change.org, qui fut honorée et en 2012, la blogueuse tunisienne Lina Ben Mhenni.

Parallèlement, la Région Alsace confirme son engagement dans la promotion des droits de l'Homme à travers son parrainage de personnalités victimes d'atteintes graves à leurs droits fondamentaux, du fait de leurs opinions ou de leurs engagements en faveur de la démocratie.

Cette année, la Région Alsace s'associe à l'association Amnesty International pour alerter les médias et les autorités compétentes sur ces situations inacceptables.

■ Vendredi, 20 novembre 2015

09.00 / 11.00 SESSION PLÉNIÈRE 4 : LA RÉPONSE DÉMOCRATIQUE – RAPPORTS THÉMATIQUES ET DÉBATS AVEC LES PANELISTES

FACILITATRICE : **Mme Faiza PATEL** Pakistan/USA, Co-directrice, Programme Liberté et sécurité nationale, Brennan Center for Justice, Faculté de droit, Université de New-York

RAPPORTEURS THÉMATIQUES : **• Défi 1 : Assurer la sécurité et mettre la surveillance sous contrôle**
M. Georgios KOLLIARAKIS Grèce, Chercheur en matière de sécurité et de stratégie à l'université de Francfort, Allemagne
• Défi 2 : Libérer la société de la peur et la nourrir du désir de liberté
M. Manuel ARRIAGA Portugal, Professeur chercheur à l'Université NYU Stern
• Défi 3 : La liberté de l'information à «l'ère de la terreur»
M. Tim KARR USA, Directeur de la Stratégie, Free Press

PANELISTES : **Mme Donatella DELLA PORTA** Italie, professeur de sociologie à l'Institut universitaire européen

M. Christophe DELOIRE France, journaliste et Secrétaire général de Reporters sans frontières

M. Jerzy POMIANOWSKI Pologne, Directeur exécutif du Fonds européen pour la démocratie

M. Tim WILSON Australie, Commissaire australien aux droits de l'homme

11.00 / 11.30 PAUSE

11.30 / 12.30 SESSION DE CLÔTURE ET PRIX DE L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE

Hémicycle du Conseil de l'Europe

MODÉRATRICE : **Mme Anna RURKA** Pologne, Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Le Prix de l'innovation démocratique du Conseil de l'Europe est remis chaque année à l'initiative la plus populaire du Forum mondial de la démocratie qui a été présentée durant les laboratoires et plébiscitée par les participants du Forum

• Discours de clôture et remise du Prix de l'innovation démocratique

M. Thorbjørn JAGLAND Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

• Performance en danse et nouveau média « Hackocracy » par BANDART Productions

12.30 / 14.00 PAUSE DÉJEUNER

12.45 / 13.45 LANCEMENT DU GUIDE PRATIQUE DE DROIT EUROPÉEN RELATIF AUX DROITS DE L'ENFANT, RÉALISÉ PAR LE CONSEIL DE L'EUROPE, Y COMPRIS LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME, ET L'AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE

Salle 11

PROGRAMME

■ Vendredi, 20 novembre 2015

14.00 / 16.00 FORUM DES ENFANTS

Hémicycle du Conseil de l'Europe

INTERVENANTE : **Mme Marja RUOTANEN** Directrice de la Dignité humaine et de l'Égalité, Direction Générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe

Dans le cadre de l'Aventure Citoyenne et l'Odyssée citoyenne 2015/2016 des élèves de quarante-cinq classes du primaire d'Alsace, âgés de 8 à 10 ans, participeront le 20 novembre 2015 au Forum mondial de la démocratie au Conseil de l'Europe à Strasbourg. En ligne avec le thème du Forum « Liberté vs contrôle : pour une réponse démocratique », l'association Thémis a dégagé 3 thèmes qu'elle proposera aux enseignants dès la rentrée scolaire de 2015/2015, à savoir :

- le vivre ensemble, la participation (Comment faire entendre la voix de l'enfant dans les décisions qui le concerne à l'école ? A quoi servent les règles dans le prise de décision démocratique...)
- Citoyen d'internet (comment sensibiliser les enfants à la liberté d'expression, le partage d'information, la différence entre vie privée et vie publique)
- Tous différents, tous égaux (origine, culture, identité, quelles différents, quels sont les atouts de toutes ces différences au sein de la classe ?).

Chacune des classes travaillera sur un projet, une idée d'action concrète concernant l'un de ces 3 thèmes (ex : »Comment faire dans mon école pour améliorer soit le vivre ensemble, soit la liberté d'expression«, etc. ...)

Parmi les 45 propositions, 10 seront sélectionnées par un jury et seront présentées par les deux référents de chaque classe au Forum mondial de la démocratie. Tous les élèves voteront pour l'initiative qu'ils estimeront la plus innovante ou originale pour protéger les libertés démocratiques face à la violence, la discrimination et l'extrémisme.

09.00 / 18.00 HACKATHON DE L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE (SUR INVITATION)

Le terme « Hackathon » est la combinaison des mots anglais « Hack » (coup) et « Marathon », soit un long sprint pour créer quelque chose d'utile lors d'un seul événement. Le Hackathon du Forum a pour but de développer un incubateur d'innovation démocratique dans le but de mettre en œuvre des innovations démocratiques au niveau local afin d'accélérer leurs croissance et succès. Pour le coup d'envoi de la création de l'incubateur, le Hackathon rassemble les anciens et les décideurs politiques locaux pour élaborer le cadre de l'incubateur tout en cherchant des solutions concrètes pour augmenter l'impact et la portée des innovations démocratiques, en vue d'améliorer la participation citoyenne locale.

Parmi les innovateurs démocratiques des éditions précédentes participeront :

Mme Tanja AITAMURTO

Finlande, Université de Stanford

M. Róbert Viðar BJARNASON

Islande, Président et Directeur technique de Citizens Foundation

M. Steven CLIFT

USA, Fondateur et Directeur exécutif de E-Democracy.org

M. Daniel DE ANDRADE BITTENCOURT

Brésil, Cofondateur de Lung

M. Matt LEIGHNINGER, USA

Directeur exécutif de Deliberative Democracy Consortium

Mme Vanessa LISTON

Irlande, Cofondatrice de CiviQ

M. Tudor MIHAILESCU

Roumanie, Cofondateur de GovFaces

Mme Ana Lis RODRÍGUEZ NARDELLI

Argentine, Directrice de Recherche chez Fundación Democracia en Red/DemocracyOS Foundation

M. Iain WALKER

Australie, Directeur exécutif de NewDemocracy Foundation

M. Anthony ZACHARZEWSKI

Royaume Uni, Directeur de Democratic Society

FACILITATEURS :

M. Hems ZWIER

Pays-Bas, Blogueur, Conseiller en médias sociaux

Mme Elisa LEWIS

France, Démocratie Ouverte Incubateur de l'innovation démocratique

Suite à un appel à manifestation d'intérêt, des villes se sont manifestées et ont été invitées à postuler pour le hackathon. Les villes suivantes ont été retenues : Amsterdam, Pays-Bas; Arnsberg, Allemagne; Bolton, Royaume Uni; Bonn, Allemagne; Bucarest, Roumanie; Falun, Suède; Gand, Belgique; Katowice, Pologne; Lisbonne, Portugal; Montréal, Canada; Madrid, Espagne; Neapoli-Sykies, Grèce; Nis, Serbie; Palerme, Italie; Paris, France; Reykjavik, Islande.

EVÉNEMENTS ARTISTIQUES

19 novembre

Tous les débats qui auront lieu lors des laboratoires seront illustrés par des dessinateurs. A l'issue des labs, vous pourrez admirer leurs réalisations dans le hall du Palais de l'Europe.

19 novembre, 09.00-18.00,

Graffiti en direct réalisés par Graffiti Life, Foyer du Comité des Ministres

20 novembre, 09.00-14.00

Exposition des Graffiti, Foyer du Comité des Ministres

20 novembre, 11.00-12.30

Session de clôture, performance artistique mêlant danse et nouveaux médias réalisée par BANDART Productions

EVÉNEMENTS SATELLITES

Les défis de la liberté de parole et de débat en ligne, Collège d'Europe, Bruges, Belgique

3 novembre 2015, 18:15

Collège d'Europe, Bruges, Belgique (sur invitation)

Les plateformes dédiées aux lanceurs d'alertes numériques : une bénédiction ou une malédiction ?

17 novembre 2015, 18:00-19:30

à la Hertie School of Governance, Berlin, Allemagne.

Se libérer de la peur dans une société diverse ? Etude de cas en Hongrie, Central European University, Budapest, Hongrie

19 novembre 2015, 10:00-15:00

Central European University, Budapest, Hongrie

Liberté vs contrôle, Windesheim, Université des Sciences appliquées, Zwolle

19-20 novembre 2015

Windesheim, Université des Sciences appliquées, Zwolle

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Le Comité scientifique, mis en place en septembre 2014, apporte une contribution intellectuelle et académique à la préparation du Forum mondial de la Démocratie

Membres du Comité scientifique (en 2015) :

M. Andreas GROSS

Suisse, Président du Comité scientifique

Mme Irina ALEXIEVA

Bulgarie, Directrice exécutive de l'École d'Études politiques de Bulgarie "Dimitry Panitza"

M. Mostafa EL BIED

Belgique, Journaliste

M. Luca JAHIER

Italie, Journaliste, politologue et Président du Groupe III au Comité économique et social

Mr Norbert KERSTING

Allemagne, Professeur de politique comparée, gouvernance locale et régionale, Université de Muenster

Mme Patrizia NANZ

Allemagne, Professeure à l'Institut d'Études avancées en sciences humaines, Essen

M. Martin SCHAFFNER

Suisse, Professeur à l'université de Bâle

M. Sylvain SCHIRMAN

France, Professeur à l'université de Strasbourg

ANNEXE



M. Mohammad AL ABDALLAH

Syrie, Activiste dans le domaine de Droits de l'homme

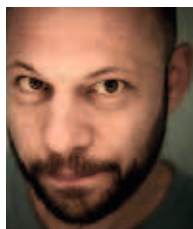
Mohammad Al Abdallah est un chercheur et militant des droits de l'homme syrien. Il a obtenu une licence en droit de l'Université du Liban en 2007 et une maîtrise en droit public de l'université George Mason en 2014. Auparavant, il a travaillé comme assistant de recherche pour Human Rights Watch à Beyrouth d'où il a couvert toute la Syrie. M. Al Abdallah est un ancien prisonnier politique emprisonné à deux reprises pour son travail de défense des droits de l'homme et pour avoir fait pression pour la réforme politique.



M. Sadiq AL-MAHDI

Soudan, Premier Ministre du Soudan (1966-1967; 1986-1989)

Imam Sadiq al-Mahdi a été Premier ministre du Soudan. Il fut le premier à lancer un appel pour une solution politique à la question du Sud. En 1964, il publie « Southern Sudan Question » ; il a contribué à la chute du régime Aboud et à la réalisation de la révolution d'Octobre ; il a été élu président du parti Umma, fonction qu'il détient encore aujourd'hui. En 2003, il signe la Déclaration du Caire pour l'installation de la paix et de la transformation démocratique en coopération avec le mouvement/armée de Libération du peuple soudanais et le Parti unioniste démocratique. Imam Al Mahdi perpétue ses efforts pour rétablir la paix et la démocratie au Soudan.



M. Claudio AGOSTI

Italie, Membre du Comité directeur, avocat, développeur et formateur de GlobaLeaks

Claudio Agosti est un développeur de logiciel et analyste Accès à l'information et protection de la vie privée. Il y a 16 ans, Claudia a développé un logiciel sur la sécurité informatique. Maintenant, tout comme l'internet, il a grandi, et s'intéresse davantage à la question de la sécurité des être humains derrière l'ordinateur. Il dirige actuellement le projet Trackography chez Tactial Tech. Il est également le co-fondateur, développeur et formateur de GlobaLeaks.



M. Fouad AHIDAR

Belgique, 1er Vice-Président du Parlement bruxellois

Fouad Ahidar est le 1er Vice-Président du Parlement bruxellois et membre du parti socialiste flamand de la Région Bruxelles-Capitale. Engagé contre la discrimination, il fait partie de la commission sur l'égalité des chances entre hommes et femmes, de la commission des Affaires internes, de la commission des affaires européennes et du conseil du logement du parlement bruxellois. Actif depuis plus de vingt ans en politique belge, Fouad Ahida est également un spécialiste des questions d'immigration en Belgique et des droits des étrangers.



Mme Qanta AHMED

USA, Professeure associée en médecine, Université d'Etat de New-York, USA, Auteure de « In the Land of Invisible Women », Journaliste et défenseur des droits de l'homme

Mme le Dr Ahmed est musulmane pratiquante, médecin universitaire et journaliste. Son premier livre, « In the Land of Invisible Women » (Au pays des femmes invisibles) relate son séjour au Royaume d'Arabie saoudite. Elle écrit pour des dizaines de supports dans les médias britanniques, américains, australiens et israéliens et s'exprime devant un public universitaire et politique lors de conférences internationales. Ses articles ont été publiés dans The Guardian, The Wall Street Journal, The Spectator en Grande-Bretagne, et bien d'autres. Elle est chroniqueuse politique pour la télévision et la radio, y compris la CNN, BBC World, le réseau Fox et bien d'autres. Elle est engagée dans la défense des plus vulnérables contre l'islamisme.



Mme Ruhat Sena AKSENER

Turquie, Directrice de campagne et de sensibilisation, Amnesty International, Turquie

Ruhat Sena Aksener est la directrice de campagne et de sensibilisation de la section d'Amnesty International Turquie où elle occupe les fonctions de responsable de l'équipe campagnes / sensibilisation / Média-communication de la section. Diplômée en sciences politiques et administration publique de l'Université technique du Moyen Orient / Ankara, et en études sur le genre. Depuis 2005, elle met en œuvre et gère des campagnes d'Amnesty en particulier dans les domaines de la liberté d'expression, les droits des femmes, l'impunité, l'observation judiciaire, les procès équitables, les droits économiques et sociaux, la discrimination et les droits des LGBT. Ses intérêts se portent principalement sur les droits de l'homme, l'impunité, la discrimination et la liberté d'expression.



Lord John ALDERDICE

Royaume Uni, membre de la Chambre des Lords

Lord Alderdice est médecin, psychiatre et psychothérapeute, actif en politique depuis les années 1970. Il fut l'un des principaux négociateurs de l'Accord du vendredi saint. Il siège en tant que libéral-démocrate à la Chambre des Lords et possède une vaste expérience dans les domaines des conflits politiques et du terrorisme international et se concentre actuellement sur le Moyen-Orient. En 2006, il a été nommé à la Commission sur le respect et la compréhension du Commonwealth.



M. Jacob APPELBAUM

USA, Chercheur indépendant en sécurité et journaliste, Développeur et fondateur de logiciel Tor

Jacob Appelbaum est un journaliste américain indépendant, chercheur en sécurité informatique et hacker. Il a été employé par l'Université de Washington, et est un élément central du projet Tor, un réseau de logiciel libre conçu pour assurer l'anonymat en ligne. Il vit actuellement à Berlin et a largement contribué en tant que journaliste à la publication de documents révélés par Edward Snowden en juin 2013. Lors du Chaos Communication Congress en juin 2013 il a présenté des documents révélés par Snowden, montrant que la NSA peut détourner des iPhones pour en faire des outils d'écoute et a développé des dispositifs pour collecter l'information électronique à partir d'un ordinateur, même hors-ligne. Appelbaum, sous le pseudonyme «ioerror» est un membre actif du collectif Cult of the Dead Cow pirate depuis 2008, et est le co-fondateur de la hackerspace Noisebridge de San Francisco.



M. Manuel ARRIAGA

Portugal, Professeur chercheur à l'université NYU Stern

Manuel Arriaga est professeur-chercheur invité à l'Université de New York et membre de l'université de Cambridge. Il est l'auteur de "Rebooting Democracy: A Citizen's Guide to Reinventing Politics" (Redémarrer la démocratie : un guide destiné aux citoyens pour réinventer la politique) qui a été publié dans plusieurs pays européens et a reçu l'appui de personnalités aussi diverses que des spécialistes en sciences politiques, des journalistes primés et l'acteur américain, Russel Brand.



Mme Yvonne ATAKORA OBUOBISA

Ghana, Directrice des poursuites pénales, Ministre de la Justice et Service du Procureur Général
Yvonne Atakora Obuobisa est directrice a.i. des poursuites pénales depuis avril 2015. Auparavant, elle était procureur en chef et chef de l'Unité de coopération internationale au ministère de la Justice. Pendant dix-neuf ans, elle a occupé les fonctions de procureur et s'est spécialisée dans la poursuite des crimes économiques, y compris les infractions de blanchiment d'argent et la cybercriminalité. Elle a suivi une formation d'évaluateur dans la lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le régime de financement des activités terroristes pour le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (GIABA). En 2010, elle était l'expert juridique de l'équipe qui a évalué le régime de LBC / FT du Libéria. Elle a également acquis une expérience considérable dans le traitement des affaires de droit pénal international. Elle est conseillère auprès de la Cour pénale internationale et professeur de procédure pénale à l'École de droit du Ghana.



Mme Nadezda AZHGHIKHINA

Fédération de Russie, Vice-Président de la Fédération européenne de journalistes, Secrétaire exécutive de l'union russe des journalistes
Nadezda est diplômée de l'université d'Etat de Moscou et a un doctorat en littérature russe et journalisme (MSU). Elle a travaillé comme journaliste et chef de rubrique au magazine national « Ogonyok », au quotidien national indépendant « Nezavisimaya Gazeta ». Depuis 2003, elle est secrétaire exécutive de RUJ, responsable de la coopération internationale, de la sécurité des journalistes et de la lutte contre l'impunité. Elle est membre de l'union des écrivains russes et membre du Conseil de l'égalité des genres de la Fédération Internationale des journalistes. Elle est la coordinatrice russe de nombreux projets et programmes internationaux sur la liberté des médias, la sécurité des journalistes, la culture, les droits de l'homme et des genres sous l'égide de l'UNESCO, UN WOMEN, UNFPZ, IFJ, SIDA, OSCE et autres organisations. Depuis 2012 elle est la vice-présidente de la FEJ. Elle est la coordinatrice russe du dialogue des organisations russe et ukrainienne des journalistes professionnels pour 2014-2015



Mme Katrin BANNACH

Directrice de projet pour la Thaïlande et la Birmanie, Fondation Friedrich Naumann pour la paix, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est
Katrin Bannach dirige la Fondation Friedrich-Naumann pour la liberté en Thaïlande et en Birmanie où la fondation travaille avec de nombreux partenaires de la société civiles, du parlement, du gouvernement et d'organismes indépendants. Spécialiste de la région, avant de s'installer à Bangkok il y a deux ans et demi, elle a travaillé pendant 5 ans au Bureau Régional de la Fondation en Inde, où elle était chargée du projet de dialogue Inde-Pakistan et sa promotion des droits de l'Homme. Elle est titulaire d'un Master en sociologie de l'Université de Hambourg, Allemagne. En outre, elle a étudié le droit international et la psychologie à Hambourg et à Stellenbosh en Afrique du Sud.



Mme Kiran BEDI

Inde, Femme politique, militante sociale, ancienne officier de police et ancienne conseillère de police civile des Nations Unies.

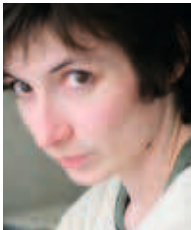
Kiran Bedi a obtenu le prix Nobel Asiatique, le prix Ramon Magsaysay au titre du service gouvernemental. Elle est la première femme à avoir intégré le police indienne (1972-2007). Elle est également championne nationale et asiatique de tennis. Kiran Bedi a travaillé pour les Nations Unies à New York comme conseillère du Secrétaire général pour les questions de police ainsi qu'au département des opérations de maintien de la paix. Elle a été élue femme la plus admirée (The Week) et la plus digne de confiance (Readers Digest) en Inde. Elle dirige aujourd'hui deux organisations à but non lucratif en faveur de l'éducation et de l'autonomisation, venant en aide à des milliers de personnes marginalisées de zones urbaines et rurales. Auteure de plusieurs ouvrages, et militante, elle intervient dans des émissions de radio et de télévision.



M. Mourad BENCHELLALI

France, ex prisonnier de Guantanamo

A l'âge de 19 ans, Mourad, conseillé par son frère, va en Afghanistan. Il pense qu'il va dans un camp d'aventure et se trouve dans les camps d'entraînement de terroristes en Afghanistan. Il est ensuite emprisonné à Guantanamo; où il passera 4 ans avant d'être transféré dans les prisons françaises. Aujourd'hui, Mourad témoigne modestement de ses expériences, tâche de dissuader des jeunes candidats au jihad et tire des leçons dans lesquelles le dilemme liberté vs. contrôle sont tout sauf simples.



Mme Yulia BEREZOVSKAYA

Fédération de Russie, PDG de Grani.ru

Iuliia Berezovskaia est directrice et cofondatrice de Grani.Ru. Avant de lancer ce projet en 2000, elle avait travaillé comme journaliste à la radio Echo de Moscou, ainsi que dans la presse écrite et dans un des premiers médias en ligne russes. Après le blocage de Grani.Ru en Russie elle s'est installée en France pour créer l'Association Grani qui a pour but de promouvoir la liberté de l'Internet.



M. Philippe BILGER

France, Juge honoraire, Président de l'Institut de la Parole

Philippe Bilger, est un magistrat français. Juge d'instruction, puis avocat général, il est resté au service de la justice pendant près de quarante. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et très présent sur la scène médiatique française. Président de l'Institut de la parole, aujourd'hui magistrat honoraire, il a exercé pendant plus de vingt ans la fonction d'avocat général à la cour d'assises de Paris. Amené à requérir dans un certain nombre d'affaires dont quelques-unes ont eu un fort retentissement médiatique : Christian Didier - l'assassin de Bousquet, Philippe Naigeon, Bob Denard, Emile Louis, Maxime Brunerie, Michaël Freminet (victime : Brahim Bouarram), François Besse, Hélène Castel... Philippe Bilger anime enfin sa propre chaîne youtube, « Les entretiens de Philippe Bilger » et le célèbre blog « Justice au Singulier ».



M. William BINNEY

USA, ancien officier du renseignement, Agence nationale de Sécurité des US (NSA)

William Binney est un ancien officier de l'Agence nationale de Sécurité des Etats-Unis, qui à la retraite en 2001 après 30 années de service a lancé une alerte sur les programmes de surveillance de la NSA. Sa critique virulente de la NSA pendant l'administration de George W. Bush lui a valu une enquête du FBI qui a donné l'assaut contre son domicile en 2007. Avant qu'Edward Snowden ne lance l'alerte sur la NSA, William Binney avait révélé publiquement que la NSA avait accès aux factures nationales et internationales des entreprises de télécommunication et que depuis le 11 septembre, l'agence avait intercepté quelque 15 à 20 milliards de communications nationales. Les informations de Snowden ont confirmé les dangers de la surveillance dont Binney – sans disposer des documents – avait mis en garde sous les administrations de Bush et d'Obama.



Mme Bea BODROGI

Hongrie, militante des droits de l'homme

Bea Bodrogi est militante des droits de l'homme en Hongrie. En 2000, elle a obtenu son Master en droit de la London School of Economics (LSE) avec une spécialisation en droits de l'homme, discrimination et résolution des litiges. Au cours des 15 dernières années, elle a été conseillère juridique auprès de tribunaux hongrois et internationaux pour la défense des Roms, les femmes, les membres des communautés LGBT, les journalistes et les personnes ayant pignon sur rue. Formatrice et médiatrice, elle a publié de nombreux ouvrages dans le domaine des droits de l'homme, et a également co-écrit un commentaire sur la loi de l'égalité de traitement. Elle a publié récemment un manuel couvrant toute la législation (hongroise) sur la liberté d'expression.



Mme Denitsa BOEVA

Bulgarie, ancienne de l'École d'Études politiques de Bulgarie

Denitsa Boeva est experte en gestion de projet pour une compagnie d'électricité en Bulgarie. Auparavant, elle a travaillé pendant sept ans comme expert en chef à la Commission nationale de lutte contre la traite des êtres humains. Denitsa est une ancienne participante de l'École d'études politiques de Bulgarie «Dimitry Panitza» (sélection 2015) et de l'Académie d'été 2015 sur «culture et sécurité» des anciens participants des écoles d'études politiques de Bulgarie, Tunisie et Maroc.



Mme Jennifer "Tangerine" BOLEN

USA, Directrice exécutive, Revolution Truth

Jennifer "Tangerine" Bolen est la fondatrice et directrice exécutive de Revolution Truth. Elle est ferme dans son engagement pour la diminution de l'oppression, l'augmentation de la liberté et la garantie de systèmes équitables et justes. Tangerine a une formation en médecine intégrative et politique de santé et se passionne pour la vérité, l'intégrité et le fonctionnement des démocraties.



M. Hans BONTE

Belgique, Maire de Vilvoorde

Hans Bonte a étudié les sciences politiques et sociales à l'Université de Gand et l'administration publique à l'Université libre de Bruxelles. Avant d'être élu à la Chambre des représentants en 1995, il fut expert du travail et de la sécurité sociale pour l'institut de recherche SEVI. En tant que parlementaire, il a tenté de changer et d'améliorer la législation. Il a été nommé vice-président de la commission parlementaire créée pour enquêter sur la faillite de la compagnie aérienne Sabena. En 2007, Hans Bonte est nommé président du Centre public d'action sociale et Echevin des affaires sociales de la ville de Vilvoorde. Il a pris des initiatives remarquables dans les domaines de l'économie sociale, le vieillissement de la population, le travail communautaire et la politique de retraite. En tant que président du Centre public d'action sociale, il s'est opposé à la façon dont la Citibank accordait des crédits. En 2013, Hans Bonte est élu premier maire social-démocrate de la ville de Vilvoorde depuis trente ans. Quelques mois plus tard, il est confronté au problème de combattants étrangers.



Mme Amina BOUAYACH

Maroc, Secrétaire Générale de la Fédération internationale des Droits de l'homme.

Amina Bouayach est la Secrétaire Générale de la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH), membre fondateur et ancienne présidente de l'Organisation marocaine des droits de l'Homme. Elle a beaucoup écrit sur les droits des femmes au Maroc, en Espagne et en France. Dans le cadre de ses activités Amina Bouayach a acquis une grande expérience des manifestations publiques au Maroc pour des raisons économiques, sociales, politiques ou culturelles mais aussi au niveau international. Elle soulève constamment la nécessité du respect des droits de l'homme, de la démocratisation et du développement. Amina Bouayach a également lancé plusieurs actions pour la protection et la promotion des droits de l'homme par le biais des nouvelles technologies de l'information. Elle a créé, par exemple, deux sites internet : WARAKATI, dédié aux droits des femmes marocaines (musulmanes ou juives) et www.marsad.ma pour l'observation citoyenne des élections en novembre 2011.



M. George BRANDIS

Australie, Procureur Général pour l'Australie

Le Sénateur George Brandis QC est né à Sydney et a grandi à Brisbane. Il a étudié à l'Université du Queensland (dont il sort diplômé avec les honneurs en arts et en droit) et Magdalen College, Oxford, où il obtient une licence en droit civil et remporte le Prix Sir Rupert Cross. A son retour du Royaume-Uni, le sénateur Brandis a exercé comme avocat au Minter Ellison avant de s'inscrire au Barreau en 1985. Il a ouvert un cabinet spécialisé dans l'équité et les droits et pratiques commerciales. Le sénateur Brandis a été choisi pour combler le siège vacant du représentant de l'Etat du Queensland au Sénat en mai 2000. Il a été réélu en 2004 et 2010. Le sénateur Brandis a servi comme ministre dans les gouvernements Howard, Abbott et Turnbull. Depuis septembre 2013, il a occupé les portefeuilles de procureur général et vice-président du Conseil exécutif. Membre du directoire du Parti libéral depuis mai 2010, le sénateur Brandis a été nommé leader du gouvernement au Sénat en septembre 2015.



Mme Anne BRASSEUR

Luxembourg, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Anne Brasseur est une responsable politique luxembourgeoise, ancienne ministre des Sports et de la Formation. Le 28 janvier 2014, elle a été élue à la présidence de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour un mandat d'un an renouvelable, deuxième femme à exercer cette fonction. Elle a commencé sa carrière politique en siégeant au conseil municipal de la ville de Luxembourg, en 1976. Elle est présidente de l'Association des femmes libérales. De 1999 à 2004, elle a été ministre au gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg (ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports). Depuis 2009, elle préside l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.



Mme Andrée BUCHMANN

France, Conseillère régionale d'Alsace et conseillère municipale de Schiltigheim

Andrée BUCHMANN est conseillère régionale d'Alsace (France) et conseillère municipale de Schiltigheim. Elle est vice présidente de la délégation française du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux auprès du Conseil. Ecologiste engagée, elle préside l'Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur mis en place par les ministères en charge de la santé, de l'environnement et du logement et elle est membre du Conseil National de l'Air.



M. Ulrich Bunjes

Allemagne, Représentant spécial du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pour les questions relatives aux Roms

Ulrich Bunjes est le Représentant spécial du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pour les questions relatives aux Roms, basé à Strasbourg, France. Il est diplômé en sociologie et en études extrême-orientales de l'Université de Hambourg (Allemagne). Outre sa longue expérience de cadre supérieur au sein d'ONG nationales, européennes et mondiales, il a occupé depuis 1978 diverses fonctions au sein du Conseil de l'Europe, y compris pour la première campagne européenne de la jeunesse contre le racisme «tous différents - tous égaux» (1994-1996), le «Livre blanc sur le dialogue interculturel» (lancé en 2008) et en tant que chef du Département de la jeunesse. De 2012 à 2014 il était le Coordinateur spécial de la Direction générale de la démocratie du Conseil de l'Europe.



Mme Jocelyne CABALLERO

France, Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe

Jocelyne Caballero est Ambassadrice et Représentante permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe depuis septembre 2013. A Paris de 2010 à 2013, au ministère des Affaires étrangères, elle était Représentante spéciale chargée de la coordination de la lutte internationale de la piraterie maritime (Affaires stratégiques, sécurité et désarmement). Auparavant, de 2009 à 2010, elle était sous-directrice des questions multilatérales et sectorielles aux Pays-Bas. Pendant sa carrière au ministère des Affaires étrangères, elle a également exercé à Bujumbura (Burundi), à Québec (Canada) ainsi qu'à Mayence et Bonn (Allemagne).



Mme Cristiana CASTELLOTTI

Italie, Rédactrice en chef, radiorai 3

Cristiana est journaliste professionnelle depuis 1992. Elle a travaillé en tant que rédactrice en chef sur Radio1, Radio2 et Radio3, trois stations de radio italiennes exploitées par l'organisation publique de radiodiffusion RAI. Elle est rédactrice en chef de deux émissions sur Radio3 : Radio3Mondo et Tutta la città ne parla qui traite à la fois de politiques nationales et étrangères. La RAI – Radiotelevisione Italiana – est la société publique nationale de radiodiffusion d'Italie, spécialisée dans la culture et la musique classique.



M. Jean Pierre CHABOT

Canada, Directeur de Programme, GOPAC

Jean Pierre Chabot est directeur de programme à l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC), où il est responsable des travaux sur le contrôle parlementaire. Il mène des recherches sur l'amélioration de la surveillance parlementaire, y compris la surveillance des secteurs de la défense et de la sécurité. En outre, son travail auprès de GOPAC aborde les contraintes et les défis de la mise en œuvre des principes de base de l'éthique en matière de gouvernance. Auparavant, il a acquis une expérience dans le secteur de la sécurité. Il réside à Moose Factory, Canada, où il occupe également les fonctions d'agent principal de développement pour une communauté locale autochtone.



Mme Anne-Marie CHAVANON

France, Présidente de la Commission Démocratie, Cohésion sociale et enjeux mondiaux à la Conférence des OING

Anne-Marie Chavanon préside la commission démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe qui rassemble quelque 210 ONG. Elle représente, au Conseil de l'Europe, la Fédération internationale pour l'habitat, l'urbanisme et l'aménagement des territoires (FIHUAT), ONG internationale, implantée dans plus de 60 pays, qui rassemble l'ensemble des acteurs de la démocratie territoriale, publics et privés. En France, elle a exercé des fonctions à tous les niveaux de gouvernance (ministères, parlement, pouvoirs locaux et régionaux) qui lui ont donné l'expérience et la passion du dialogue entre gouvernants et gouvernés, entre responsables politiques et citoyens.



Mme Rita CHINYOKA

Zimbabwe, Editrice/PdG de Alpha Media Holdings

Rita Chinyoka est l'éditrice/PdG de Alpha Media Holdings SA, une société de médias diversifiée, établie dans l'édition, l'impression et la distribution. Elle supervise le plus grand groupe de presse indépendant du Zimbabwe qui publie quatre journaux : NewsDay et Southern Eye (quotidiens), Zimbabwe Independent et The Standard (hebdomadaires) sur différents supports (version papier, en ligne et mobile). Avant de rejoindre l'AMH, Rita a occupé divers postes de gestion dans des industries, y compris le transports, le tourisme, le commerce, la santé et les médias. Depuis octobre 2013, le groupe a emprunté une nouvelle voie dans le développement de sa stratégie numérique « mobile avant tout » afin de s'aligner sur les tendances actuelles des marchés émergents dans le secteur de la presse. Elle a lancé deux produits numériques de pointe pour les téléphones portables : Mobi News et l'App ZimMobi News pour toucher un auditoire urbain et rural plus large.



M. Christopher CHOPE

Royaume Uni, Parlementaire et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Christopher Chope est le Président du Groupe des Conservateurs européens à l'Assemblée parlementaire. Il était également le président de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme et de la commission migration. Avocat de formation, il est député britannique depuis 27 ans et a été ministre des gouvernements Thatcher et Major.



Mme Michèle CONINSX

Belgique, Présidente d'Eurojust

Michèle Coninx, Représentante nationale pour la Belgique, a été élue présidente d'Eurojust en avril 2012 et réélue en avril 2015 après avoir été vice-présidente de décembre 2007 à avril 2012. Riche d'une expérience de plus de 25 ans comme magistrat, elle a travaillé pendant neuf ans pour l'Organisation de l'aviation civile internationale et a été responsable de l'antiterrorisme relatif au sabotage et au détournement d'avions. Avant de rejoindre Eurojust, elle était procureur nationale de Belgique en charge du terrorisme et du crime organisé pour l'ensemble du pays



Mme Nighat DAD

Pakistan, Directrice exécutive, Fondation Digital Rights

Nighat Dad est la directrice exécutive de la Fondation Digital Rights, Pakistan. Elle est avocate et militante des droits de l'homme. Mme Dad est l'une des pionnières à avoir fait campagne en faveur d'un accès ouvert à l'internet. Elle a été activement engagée au niveau politique pour les questions de la liberté d'internet, les femmes et les TIC, la sécurité numérique et l'autonomisation des femmes. Mme Dad a mené plusieurs formations au Pakistan, en Afghanistan et dans la région sur les TIC pour le développement et la sécurité numérique pour les militants, les journalistes, les organisations de médias et les femmes et les jeunes filles. Mme Dad maintient un engagement fort avec les réseaux plus larges de la société civile aux niveaux national et international et croit fortement en l'inclusion, la participation et l'ouverture.



Mme Dusica DAVIDOVIC

Serbie, Membre du parlement de la ville de Nis, Membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Dusica Davidovic est une éducatrice spécialisée à Nis, Serbie. Depuis 2000, elle capitalise son expérience professionnelle en tant que membre du Parlement de la ville de Nis, et où elle était en charge des questions de politique sociale de 2008 à 2012. En tant que membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, elle a travaillé activement dans les domaines de la participation des jeunes et les droits des personnes handicapées. Elle a grandement contribué aux travaux du Congrès pour la campagne du Conseil de l'Europe contre la violence sexuelle contre les enfants (campagne UN sur CINQ), et elle a également été rapporteur du Congrès sur les enfants en 2012.



M. Karl DEAN

USA, ancien Maire de Nashville

Karl Dean a été le sixième maire du Gouvernement métropolitain de Nashville et du comté de Davidson. Il a été élu le 11 septembre 2007, et réélu le 4 août 2011. Les priorités de M. Dean ont été l'amélioration des écoles, la sûreté des quartiers, et des emplois plus nombreux et de meilleure qualité à Nashville. Il a également travaillé pour maintenir et améliorer la qualité de vie à Nashville grâce à de nombreuses initiatives en faveur de la santé, la durabilité et le bénévolat. Karl Dean a occupé sa première fonction publique quand il a été élu défenseur public de Nashville en 1990, puis réélu en 1994 et 1998. Il a servi comme directeur des affaires juridiques métropolitaines de 1999 à janvier 2007, avant de démissionner pour se présenter aux élections municipales. Karl Dean a achevé le programme pour les cadres supérieurs de l'Etat et des collectivités locales à l'École d'administration John F. Kennedy de Harvard en 1999. Il a également été professeur adjoint de droit à l'Université Vanderbilt.



Mme Donatella DELLA PORTA

Italie, Professeur de sociologie à l'Institut universitaire européen

Donatella Della Porta est professeur de sociologie à l'Institut universitaire européen, où elle dirige le Centre d'études des mouvements sociaux (Cosmos). Elle dirige un important projet du Conseil européen de la recherche sur la mobilisation pour la démocratie, la participation de la société civile dans les processus de démocratisation en Europe, au Moyen Orient, en Asie et en Amérique latine. Parmi ses publications les plus récentes, figurent Social Movements in Times of Austerity (Polity 2014), Methodological practices in social movement research (Oxford University Press, 2014); Spreading Protest (ECPR Press 2014, avec Alice Mattoni), Participatory Democracy in Southern Europe (Rowman and Littlefield, 2014, avec Joan Font et Yves Sintomer); Mobilizing for Democracy (Oxford University Press, 2014); Can Democracy be Saved?, Polity Press, 2013; et Clandestine Political Violence, Cambridge University Press, 2013 (avec D. Snow, B. Klandermans et D. McAdam (eds.)). Elle a obtenu le Prix Mattei Dogan pour ses réalisations exceptionnelles dans le domaine de la sociologie politique et le Doctorat Honoris causa des universités de Lausanne et de Bucarest.



M. Christophe DELOIRE

France, journaliste et Secrétaire général de Reporters sans frontières

Christophe Deloire est Directeur général de Reporters sans frontières depuis 2012. Reconnue d'utilité publique, dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'UNESCO, RSF assure la promotion et la défense de la liberté de l'information partout dans le monde. Christophe Deloire a dirigé de 2008 à 2012 le Centre de Formation des Journalistes (CFJ). Diplômé en 1994 de l'ESSEC, il a travaillé comme journaliste pour plusieurs journaux et chaînes de télévision, essentiellement pour Arte et LCI. De 1998 à 2007, il est aux services Société puis Politique de l'hebdomadaire Le Point. Directeur de collection chez Flammarion jusqu'en 2009, il est également l'auteur de livres à succès (dont *Sexus politicus* en 2006 puis *Circus politicus* en 2012) et d'un documentaire.



M. Thierno DIALLO

Guinée, migrant mineur isolé

Rescapé des massacres du stade de Conakry en septembre 2009, emprisonné pendant des semaines, ayant perdu sa mère, Thierno Diallo quitte la Guinée à 15 ans pour sauver sa vie. Après une traversée clandestine en cargo, il débarque sur une île grecque et se rend à Athènes. Là, il survit dans un parc public avec d'autres Africains et goûte à la prison locale. Avec de faux papiers il s'envole vers la France pour rejoindre l'Allemagne, mais échoue à Strasbourg. Et c'est par le plus grand des hasards qu'il intègre un foyer pour migrants mineurs isolés, dans le nord de l'Alsace. Il relate dans son livre sa découverte du mode de vie français, son initiation enthousiaste à la langue et la culture françaises, son goût pour l'écriture, ses succès scolaires, ses démêlés souvent absurdes avec les autorités pour obtenir des papiers, mais aussi le soutien sans faille de certains adultes qui l'entourent.



M. Damian DRAGHICI

Roumanie, Député européen

Damian Drăghici, ancien artiste international, est un homme politique qui milite pour les droits des Roms et l'inclusion sociale. Il est le premier Rom roumain député du Parlement européen (MPE). Il est titulaire de plusieurs diplômes en arts, psychologie et administration publique. Pendant des années, Damian Drăghici a dirigé de nombreux projets non gouvernementaux de promotion de l'intégration et de lutte contre la discrimination des Roms



M. Thomas DRAKE

USA, Lanceur d'alerte pour la sécurité nationale, ancien officier des renseignements américains NSA

Thomas Drake est un ancien officier des renseignements de la NSA où il a lancé l'alerte sur la fraude de plusieurs milliards de dollars, les échecs du renseignement et les violations généralisées des droits des citoyens au travers des programmes de surveillance après le 11 septembre. En représailles, l'administration Obama a inculpé M. Drake en 2010 pour espionnage contre les Etats Unis. Toutefois, il a évité les 35 ans de prison et conservé toutes ses libertés. M. Drake a obtenu plusieurs prix pour avoir lancé des alertes, il s'exprime maintenant et donne des cours sur les lanceurs d'alertes, les libertés civiles, la vie privée, les menaces dont font face les démocraties et les sociétés, le secret, la surveillance et le pouvoir gouvernemental abusif.



M. Ahmed DRISS

Tunisie, Directeur, Ecole politique de Tunis

Ahmed Driss est professeur de droit à la Faculté de Droit et à la Faculté des Sciences économiques et de gestion de l'Université de Tunis depuis 1998. En 2000, il est élu membre du Conseil d'administration de l'Académie internationale de droit constitutionnel de Tunisie, et en 2005, il est nommé président-directeur du Centre pour les études méditerranéennes et internationales (CEMI) à Tunis. Depuis 2012, il est le directeur de l'école politique de Tunis qui fait partie du réseau de 21 écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe.



Mme Nica DUMLAO

Philippines, Coordinatrice de programme, Droits d'internet, Fondation for Media Alternatives

Nica Dumlao est une jeune militante féministe des Philippines. Elle dirige actuellement le programme Droits d'internet de la Fondation for Media Alternatives, en coordonnant son contenu-développement, l'information et la communication publiques, les initiatives de groupes d'intérêts et de renforcement des capacités pour faire avancer les droits de l'homme dans les environnements numériques. Nica fait partie du comité de direction de Philippine Internet Freedom Alliance, le plus large réseau national d'organisations et d'individus qui luttent pour la promotion et la protection des droits et des libertés dans le cyberspace aux Philippines qui a contesté la constitutionnalité de la loi sur la cybercriminalité devant la Cour suprême.



Mme Pimrapa DUSADEEISARIYAKUL

Thaïlande, Gestionnaire de projet, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est

Les forums qu'elle organise à travers la Thaïlande ne manquent jamais de l'inspirer pour les sujets qu'elle aborde. Elle est connue pour la campagne d'étude sur les perspectives d'avenir menée dans tout le pays « Dream Thailand ». Sous son impulsion, elle a continué de créer la plateforme pour les jeunes thaïlandais puissent exprimer leurs préoccupations et suggestions pour une meilleure Thaïlande qu'ils aimeraient voir et les inciter à transformer leurs « rêves » en « action ». Elle est responsable de projet dans l'équipe thaïlandaise de la Fondation Friedrich Naumann. Elle est titulaire d'un doctorat en relations internationales (université d'Aberdeen, Royaume Uni, 1999) et d'une maîtrise en relations internationales (université d'Aberystwyth, Royaume Uni, 1993)



Mme Suehila ELKATEB

Canada, Directrice adjointe, Division Démocratie, Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement, Gouvernement du Canada

Mme Suehila Elkateb est une diplomate du ministère canadien des Affaires étrangères, du Commerce et le Développement (DFATD), où elle est directrice adjointe de la démocratie, et représente le Canada en tant que présidente du Groupe de travail de la Communauté des démocraties sur faciliter et protéger la société civile. Diplomate depuis 2003, elle a occupé les fonctions de conseillère à l'ambassade du Canada au Sénégal, directrice adjointe pour l'Afrique centrale, et directrice adjointe de la Force opérationnelle du Canada au Soudan. Avant de rejoindre le DFATD, Mme Elkateb a travaillé pour l'Agence canadienne de développement international sur la consolidation de la paix en Afrique, et avec les ONG canadiennes au Moyen-Orient, Afrique et Asie sur les droits de l'homme, l'égalité, le développement et la gestion de programme. Elle parle couramment l'anglais et le français et parle un peu l'arabe.



M. Christian FLISEK

Allemagne, Député et Président de la Commission parlementaire du Bundestag enquêtant sur l'affaire de la NSA

Né à Bochum, Christian Flisek a grandi en Bavière. Il a étudié le droit et l'administration des affaires. En 2003 il crée sa propre société juridique spécialisée dans la protection industrielle, : dépôt de marque, brevet, concurrence et propriété intellectuelle. En 2013, il est élu au Bundestag, (parti social-démocrate d'Allemagne). Il participe à de nombreux comités (Législation et protection du consommateur, agenda numérique, Sous-comité pour la législation européenne, Suppléant Economie et Energie) et en tant que représentant de start-up, il est le président de la première commission d'enquête sur les procédures concernant l'affaire de la NSA.



Mme Marcelline GBEHA-AFOUDA

Bénin, Présidente de la Haute-Cour de Justice du Bénin

Mme Marcelline GBEHA-AFOUDA est juge à la Cour constitutionnelle du Bénin, la plus haute juridiction de l'Etat en matière constitutionnelle, juge de la constitutionnalité des lois et garante des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques. Présidente de la haute Cour de Justice du Bénin, institution compétente pour juger le Président de la République et les membres du gouvernement à raison de faits qualifiés de haute trahison, d'infractions commises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, ainsi que pour juger leurs complices en cas de complot contre la sûreté de l'Etat. Intégrée dans le corps de la magistrature en novembre 1981, Madame Marcelline-C. GBEHA AFOUDA a occupé successivement les postes de Substitut du Procureur de la République, Procureur de la République, Conseillère à la Cour d'appel, Procureur général près la Cour d'appel. De décembre 1998 à juin 2008, elle a occupé le poste de Secrétaire général de la Cour constitutionnelle du Bénin. Depuis juin 2008, elle est membre de la Cour constitutionnelle.



Mme Salima GHEZALI

Algérie, Journaliste, auteure et militante des droits de la femme. Lauréate 1997 du Prix Sakharov pour la liberté de pensée

Salima Ghezali est une journaliste algérienne, écrivaine et militante des droits des femmes. Dans les années 1980, elle s'est impliquée dans le mouvement des femmes algériennes, en fondant Femmes d'Europe et du Maghreb et en devenant rédactrice en chef de Nysse, une publication féminine qu'elle a fondée elle-même. Enseignante devenue journaliste, elle édite à partir de 1994 La Nation, l'hebdomadaire algérien en langue française le plus lu en Algérie. Le journal a été saisi et suspendu à plusieurs reprises, et a finalement été interdit en 1996, après l'apparition dans Le Monde Diplomatique du rapport de Ghezali sur la situation des droits de l'homme en Algérie. La publication de La Nation a repris en 2011 sur Internet. Salima Ghezali a remporté plusieurs récompenses dans les domaines des droits de l'homme et continue son militantisme pour les droits des femmes, les droits de l'homme et la démocratie en Algérie. En 1997, elle a reçu le Prix Sakharov pour la liberté de pensée.



M. Paul GIANNASI

Royaume Uni, Superintendent de Police et dirigeant du programme intergouvernemental de prévention des crimes de haine du Ministère de la justice

Paul est employé au Ministère de la justice au Royaume Uni. Il dirige le Programme intergouvernemental de prévention des crimes de haine qui réunit tous les secteurs gouvernementaux afin de coordonner les efforts au sein du système de justice pénale pour améliorer la réponse aux crimes de haine. Paul est le contact national britannique pour le Bureau des institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme pour les questions de crimes de haine et a oeuvré pour partager les bonnes pratiques au sein de la région de l'OSCE et en Afrique. Paul a 30 ans d'expérience en tant qu'officier de police et fait partie du groupe contre les crimes de haine de l'association des officiers de police (ACPO). Il gère True Vision (www.report-it.org.uk) au nom de la police et est l'auteur en 2014 du manuel de police sur les crimes de haine qui propose des conseils à tous les agents de police et partenaires britanniques. Il est le co-rédacteur en 2014 du manuel 'Routledge International Handbook on Hate Crime'. En 2014, Paul a été nommé Officier de l'Ordre de l'Empire britannique pour services rendus à la police, en matière d'égalité et droits de l'homme.



Mme Maryna GONOSHYLINA

Ukraine, Membre du Conseil d'administration de Avtomaidan, observateur anti-corruption, Responsable national de Enactus Ukraine

Maryna Gonoshylina est une militante de Avtomaidan, un observateur anti-corruption, dont le principal objectif est de combattre la corruption au sein des cours, des administrations en Ukraine. Elle préside également l'organisation de jeunesse Enactus en Ukraine, qui vise à utiliser le pouvoir de l'action des entreprises pour transformer les vies et créer un monde meilleur et durable.



M. Vladimir GRADEV

Bulgarie, Professeur et Chef du Département Théorie et Histoire de la Culture, Faculté de Philosophie, Université de Sofia

Vladimir Gradev est professeur de Théorie de la religion à l'université de Sofia. Après des études à Sofia, Paris VIII et EUI, il a exercé comme professeur adjoint (1996) puis professeur titulaire (2007) à l'université de Sofia où il était également chef du département des études culturelles. Il a été chercheur invité au NIAS, à la MSH (Paris), a animé des séminaires et donné des conférences dans plusieurs universités européennes. Il a été ambassadeur de Bulgarie auprès du Saint Siège (2001-2006). Il est l'auteur de six livres et plus de 100 publications sur les études religieuses, la philosophie contemporaine et la théorie politique.



M. Victor GREZES

France, Directeur de développement de Coexister

Né à Vichy, France, Victor Grezez a voyagé pour la première fois à l'étranger quand il avait 16 ans. Il a passé un an en Afrique du Sud grâce au programme d'échange du Rotary Club, où il a été formé pour gérer des projets humanitaires. Après son expérience d'un an en Afrique, Victor a saisi l'opportunité de représenter les étudiants des collèges et lycées dans les principales organisations de l'UE, et dans toute l'Europe. Ce faisant, le jeune homme a réalisé combien les questions interculturelles étaient une composante importante dans les échanges et les conflits internationaux. En 2011, Victor rejoint « Coexister » (le mouvement interreligieux de la jeunesse française) et a participé au projet « InterFaith Tour », un tour du monde en un an pour rencontrer et suivre les initiatives interreligieuses, avec une équipe de 4 jeunes de différentes religions – interfaithtour.com. Aujourd'hui, Victor a 23 ans et partage son temps entre ses études en affaires internationales à l'université de la Sorbonne à Paris, et son poste de directeur du développement de Coexister.



M. Dariusz GRZEMNY

Pologne, travailleur jeunesse, formateur/consultant dans des projets pédagogiques sur les thèmes de la violence, la discrimination, le discours de haine, le racisme, la paix et les droits de l'homme

Dariusz Grzemny est travailleur jeunesse en Pologne ainsi que formateur/consultant dans des projets pédagogiques sur les thèmes de la violence, la discrimination, le discours de haine, le racisme, la paix et les droits de l'homme à travers l'Europe. Issu de groupes de jeunesse locaux, son expérience internationale inclut le Secrétariat d'Amnesty International à Londres, où il fut conseiller en éducation aux droits de l'homme, ou encore son expérience en tant que conseiller pédagogique au sein du Conseil de l'Europe, dans les centres européens de la jeunesse de Strasbourg et Budapest. En 2012, il s'engage dans le Mouvement « Non au discours de haine » en tant que formateur des jeunes bloggers et activistes en ligne. Actuellement, Dariusz travaille pour Szansa, une ONG locale à Glogow (Pologne), où il conseille et accompagne les travailleurs jeunesse sur la violence et notamment la violence des genres.



M. Ricardo GUTIÉRREZ

Secrétaire Général, Fédération européenne des journalistes

Ricardo Gutiérrez est le Secrétaire Général de la Fondation européenne des Journalistes, la plus grande organisation de journalistes en Europe, représentant plus de 320.000 journalistes dans 40 pays. Ancien journaliste pour le quotidien belge « Le Soir », il est professeur de journalisme à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Il est également membre du Conseil de Presse de Belgique.



Mme Muriel HANOT

Belgique, Directrice des études et des recherches au Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Fédération Wallonie-Bruxelles

En tant que directrice des études et des recherches au Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA) de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Belgique), Muriel Hanot a la charge des études relatives à l'évolution culturelle, sociologique, économique et technologique des questions de production, de programmation et de consommation audiovisuelles. Licenciée en histoire et en communication sociale, docteur en communication et titulaire d'un certificat universitaire en analyse prospective, elle est entrée au CSA en 2005 après une carrière de chercheur FNRS, notamment dans le domaine de l'histoire, de la réception, des usages et des appropriations de la télévision. Elle est également chargée de cours invitée à l'UCL Mons où elle dispense un cours de socio-économie des médias.



M. Steven HARTUNG

Allemagne, ex néo-nazi

A l'âge de 14 ans, Steven a rejoint un groupe du mouvement néo-nazi en Thuringe (Allemagne), dont il devient, plus tard, l'un des leaders. Au bout de 10 ans au sein de l'idéologie, Steven commence à se questionner, à interroger son mouvement et finit par le quitter, avec l'aide de l'ONG EXIT-Deutschland. Quitter un mouvement néo-nazi n'a rien d'évident. Cela demande de changer de vie, de lieu, de rebâtir une identité, une appartenance. Aujourd'hui, Steven est étudiant et salarié, et impliqué dans le mouvement EXIT-Deutschland pour aider d'autres jeunes à s'en sortir. Son témoignage honnête et touchant montre les nombreuses perspectives et interprétations possibles de la liberté et du contrôle.



M. Lee HIBBARD

Coordinateur du Conseil de l'Europe pour la politique de l'information

Lee Hibbard est le coordinateur du Conseil de l'Europe pour la politique de l'information dans différents forums internationaux (EuroDIG, IGF, ICANN). Du point de vue du contenu, il élabore actuellement la future stratégie de la gouvernance de l'internet du Conseil de l'Europe pour 2016-2019. Il est le co-auteur d'un rapport sur le développement numérique durable des enfants et des jeunes : Education 3.0 et Gouvernance d'Internet comme nouvelle alliance mondiale pour l'apprentissage dynamique, une meilleure insertion professionnelle et un mieux être supérieur



M. Richard HOROWITZ

Israël, Avocat et ancien officier de l'Armée de défense d'Israël

Richard Horowitz est un avocat spécialisé en droit corporatif, sécurité et questions internationales. Il est habilité à pratiquer le droit à New York, dans le district de Columbia, et en Israël. M. Horowitz est un ancien détective privé et a servi pendant six ans dans l'armée de défense israélienne atteignant le grade de capitaine. Il y a étudié, planifié, et mis en œuvre des projets de sécurité nationale. Il a poursuivi des études supérieures en relations internationales à l'Université de Columbia et à l'Université de New York. M. Horowitz a commencé à s'exprimer contre le terrorisme après l'attentat contre le World Trade Center en 1993. Depuis, il a donné des conférences sur le terrorisme et les questions connexes dans dix-huit pays. En 2009, il s'est exprimé lors d'une conférence sur les droits de l'homme et le terrorisme parrainé par le Conseil de l'Europe, le Club de Madrid, et le ministère espagnol des Affaires étrangères. Il a servi comme consultant en sécurité pour un programme humanitaire parrainé par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies et a préparé du matériel éducatif pour le ministère américain de la Défense.



M. Denis HUBER

France, Chef du service «Coopération, administration et relations extérieures», Secrétaire exécutif de la Chambre des Régions du Congrès des Pouvoirs locaux régionaux du Conseil de l'Europe
Après avoir embrassé une carrière diplomatique (France), Denis Huber a rejoint le Secrétariat du Conseil de l'Europe en 1993. Il a passé dix ans au sein du Secrétariat du Comité des Ministres, avant d'être affecté à Belgrade en 2006-2007, en tant que Représentant spécial du Secrétaire général en Serbie. Entre 2008 et 2012, il a été le directeur du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, à Lisbonne. Depuis Octobre 2012, il est chef de service et Secrétaire exécutif de la Chambre des régions du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, à Strasbourg. Denis Huber est l'auteur de «Une décennie pour l'Histoire: le Conseil de l'Europe 1989-1999», publié en 1999 par le Conseil de l'Europe.



M. Faheem HUSSAIN

Corée du Sud, Professeur assistant, Département Technologie et Société, Institut d'ingénierie et de sciences appliquées de l'Université d'Etat de New-York

Dr. Faheem Hussain est professeur assistant au département Technologie et Société de l'université d'état de New York (SUNY), Corée. Il est titulaire d'un doctorat et d'un Master en ingénierie et politique publique de la Carnegie Mellon University (CMU) et d'un Master en gestion des télécommunications de l'Oklahoma State University et d'un diplôme en informatique de la Dhaka University. Ses intérêts vont de l'incidence sociale des médias sociaux à la liberté de l'internet en passant par la vie après le numérique et l'autonomisation des femmes. Dr Faheem Hussain s'intéresse également à la recherche sur les droits numériques basé sur des preuves. Il publie régulièrement dans des journaux spécialisés et sur des sites grand public sur des sujets tels que les médias sociaux, le développement et la liberté d'internet.



M. Ahmad IRAVANI

Iran/USA, Ayatollah et Président du Centre des Etudes de l'Islam et du Moyen Orient, Washington D.C.

Dr. Ahmad Irvani est le président du Centre des Etudes de l'Islam et du Moyen Orient, chercheur à l'Institut de recherche sur les politiques à l'Université catholique d'Amérique et donne des cours sur la loi islamique, l'introduction à l'Islam et l'Iran moderne à la Faculté de droit de Columbus et la Faculté de théologie de l'Université catholique d'Amérique. L'Ayatollah Irvani a obtenu le niveau le plus élevé en études islamiques (Ijtihad) en 1997 (Qom), et en 2010, il a obtenu son doctorat de philosophie après soutenance de la thèse « Fondements de la philosophie politique de Jacques Maritain » à l'Institut iranien de Philosophie à Téhéran. Il a participé activement dans le dialogue inter- et intra confessionnel et est devenu récemment membre du Conseil Global Agenda sur le rôle de la foi pour 2014-2016, dans le cadre du Forum économique mondial.



M. Erdoğan İŞCAN

Turquie, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe

Erdoğan İşcan est ambassadeur et représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe depuis 2014. Avant de venir à Strasbourg, il a été sous-secrétaire adjoint des affaires politiques, ainsi que Directeur général des Affaires politiques multilatérales, au Ministère turc des Affaires étrangères. De 2009 à 2011 M. İşcan a été ambassadeur auprès de la République de Corée à Séoul, et de 2005 à 2009, ambassadeur d'Ukraine à Kiev.



M. Thorbjørn JAGLAND

Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Thorbjørn Jagland est le 13ème Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. M. Jagland a été élu en Septembre 2009 puis réélu en 2014. L'ancien ministre des Affaires étrangères et Premier ministre de la Norvège, Thorbjørn Jagland, a également été président du Storting (Parlement norvégien) et leader du Parti travailliste norvégien. Il est membre du Comité Nobel norvégien



Mme Michaëlle JEAN

Canada, Secrétaire Générale de l'Organisation internationale de la Francophonie

Michaëlle Jean a été élue Secrétaire Générale de la Francophonie en novembre 2014. Née à Port-au-Prince, en Haïti, elle arrive au Canada avec ses parents, fuyant comme des milliers d'autres familles, le régime dictatorial de François Duvalier. A l'université de Montréal, elle complète un baccalauréat ès arts en littérature et langues modernes (italien et espagnol). Tout en enseignant la langue et la littérature italiennes, elle poursuit avec succès des études de maîtrise en littérature comparée. Michaëlle Jean parle couramment cinq langues : le français, l'anglais, l'italien, l'espagnol et le créole. De 1988 à 2005, Michaëlle Jean connaît une brillante carrière de journaliste et d'animatrice d'émissions d'information à la télévision publique canadienne, les réseaux de langues anglaise et française CBC/Radio-Canada. Ses réalisations en journalisme lui valent de nombreux prix. De 2005 à 2008 elle est la gouverneure générale et commandante en chef du Canada.



Mme İşil KARAKAŞ

Turquie, Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme

İşil Karakaş était professeur agrégée de droit international public. Elle était Directrice du Centre de recherche et de documentation sur l'Europe et Présidente du département de droit international public à l'Université de Galatasaray, Istanbul. Elle a été élue juge au titre de la Turquie à la Cour européenne des droits de l'homme en 2008. Elle est Présidente de Section depuis le 1er janvier 2015.



M. Christian KARAM

Liban, Chercheur principal d'Europol spécialisé dans les cybermenaces

Christian Karam est chercheur principal d'Europol spécialisé dans les cybermenaces. Il développe les activités dans les domaines de la recherche mondiale en matière de cybermenaces, dans l'analyse des tendances, du renseignement permettant de combattre la cybercriminalité, et de la recherche et du développement au sein du Complexe mondial INTERPOL pour l'innovation (CMI). Avant de rejoindre INTERPOL, M. Karam était chercheur indépendant en matière de sécurité, testeur de pénétration, et consultant en sécurité pour plusieurs entreprises dans le secteur privé. M. Karam est spécialisé dans les domaines tels que la cryptographie, les Darknets, les menaces futures, la technologie Blockchain et les monnaies cryptées. M. Karam est un hacker éthique (certifié CEH et CHFI), testeur de pénétration expert certifié (CEPT), et diplômé en génie de sécurité des systèmes d'information, cybersécurité. Il poursuit actuellement des recherches avancées dans les domaines de l'analyse des tendances et modèles de menaces.



Mme Tawakkol KARMAN

Yemen, Prix Nobel de la Paix 2011

Tawakkol Karman a reçu le prix Nobel de la paix en 2011 en reconnaissance de son travail pour la lutte non-violente en faveur des droits d'expression, la sécurité des femmes et pour les droits des femmes à la participation aux travaux de la construction de la paix au Yemen. Tawakkol Karman est la première yéménite, femme arabe et la deuxième femme à remporter le prix Nobel de la Paix. A 32 ans, elle est également la plus jeune à ce jour. Mère de trois enfants, militante des droits de l'homme, journaliste, femme politique, présidente de l'organisation Women Journalists without Chains. Elle est la coordinatrice générale du Conseil de la révolution pacifique de la jeunesse et membre du Conseil consultatif de l'organisation Transparency International et de nombreuses ONG internationales actives dans les droits de l'homme. De nature franche, Mme Karman a été emprisonnée à plusieurs reprises pour ses manifestations en faveur des droits de l'homme. Elle est connue comme « la mère de la révolution », « la femme de fer », et plus récemment « la dame du printemps arabe » auprès du mouvement de la jeunesse du Yemen.



M. Tim KARR

USA, Directeur de la stratégie, Free Press

Timothy Karr a mené des campagnes en faveur de la liberté d'expression et des droits des médias internationaux. En sa qualité de responsable de la stratégie, il s'appuie sur la politique de Free Press pour réaliser les objectifs stratégiques de l'organisation et pour toucher de nouvelles communautés aux Etats-Unis et partout dans le monde. Avant de diriger Free Press, Timothy Karr a été directeur exécutif de MediaChannel.org et vice-président de la société Globalvision New Media. Il a également travaillé comme rédacteur en chef, reporter et photojournaliste pour l'organisation Associated Press, Time, Inc, le quotidien New York Times et la société Australian Consolidated Press. Timothy Karr rédige des critiques, des analyses et des articles sur les médias pour le journal en ligne Huffington Post et sur dur MediaCitizen, son blog personnel.



Mme Lea KASPAR

Responsable de la gestion programmatique, Global Partners Digital

Lea Kaspar est responsable de la gestion programmatique chez Global Partners Digital et dirige la section politique internationale de l'organisation. Depuis qu'elle a rejoint GPD en 2012, elle gère une série de projets au carrefour des droits de l'homme et des communications numériques et a acquis une compréhension approfondie des dynamiques changeantes dans le domaine. Elle cherche également à faciliter l'engagement de la société civile dans un éventail de forums et processus internationaux, dont les résultats portent sur la pertinence des droits de l'homme et des libertés individuelles. Elle a développé et coordonné un certain nombre d'initiatives de partage de l'information, renforcement des capacités et de sensibilisation, y compris de la gouvernance de l'Internet Forum (IGF), la Conférence mondiale sur le cyberspace (GCC), NETmundial, le processus d'examen du SMSI + 10, le groupe de travail de la CSTD de l'ONU sur la coopération renforcée (WGEC), et divers processus de l'Union internationale des télécommunications (UIT).



Mme Nadia KAYYALI

USA, Activiste de la Fondation Electronic Frontier

Nadia Kayyali est une activiste de la Fondation Electronic Frontier (EFF) à San Francisco, Californie qui se concentre sur la technologie de la surveillance des voies publiques tels que les IMSI catchers et les drones, la politique de sécurité nationale des USA, la vie privée, l'anonymat et la liberté d'expression. Nadia travaille chez EDD sur la surveillance urbaine et les projets de surveillance d'auto-défense, milite pour l'anonymat et la vie privée auprès d'organismes gouvernementaux et autres et a coordonné de nombreuses campagnes américaines pour limiter la surveillance aux niveaux national et local. En tant qu'américano-syrienne, Nadia est particulièrement sensibilisée à la surveillance grâce aux témoignages d'américains arabes et musulmans après le 11 septembre. Nadia est diplômée en culture anthropologique de l'UC Berkeley et en droit de l'UC Hastings College.



M. Rajith KEERTHI TENNAKOON

Sri Lanka, Directeur exécutif du Centre for Human Rights and Research

Rajith Keerthi Tennakoon est le directeur exécutif de la campagne pour les élections libres et équitables (CaFFE), une commission électorale indépendante du Sri Lanka. Il est également le Directeur exécutif du Centre pour les droits de l'homme et de la recherche (CHR)- Sri Lanka, une importante organisation de la société civile à but non lucratif dans le pays. Les deux organisations sont activement engagées dans la promotion et la protection des droits de l'homme et la démocratie représentative. Rajith Keerthi Tennakoon est un organisateur bien connu des mouvements publics contre la suppression et les violations des droits de l'homme. Il a également été le référent pour le Secrétariat du Commonwealth et un expert pour le suivi des élections. Il est spécialisé en communication politique.



M. Andreas KIEFER

Autriche, Secrétaire Général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Andreas Kiefer a été élu Secrétaire Général du Congrès en 2010 pour un mandat de 5 ans. Andreas Kiefer détient un doctorat en droit et a terminé un 3e cycle « Gestion générale option gestion publique ». Il a été Chef de Cabinet du Président du Land de Salzbourg et Directeur des Affaires européennes du Land de Salzbourg. Il a été Secrétaire Général de la Conférence des Présidents des Régions à Pouvoirs Législatifs (REGLEG). Il est membre du Comité scientifique de l'Institut pour les Etudes sur le Fédéralisme et le Régionalisme d'EURAC Bolzano/Bozen et du Conseil d'Administration de l'Institut pour l'éducation de Salzbourg.



M. Nadim KOBEISSI

Liban, Canada/France, Chercheur et développeur de Cryptocat

Nadim Kobeissi est un chercheur (PhD) qui étudie la cryptographie au laboratoire Prosecco de l'INRIA. Il s'intéresse à la sécurité prouvable, au cryptage utilisable, à la logique formelle, JavaScript et au Web. Ses projets de logiciels, qui insistent davantage sur le cryptage et la vie privée en ligne, comprennent Cryptocat, une plateforme de messagerie instantanée cryptée, miniLock, un logiciel pour le cryptage de fichiers, et Peerio, une plateforme open source avec un chiffrement de bout-en-bout. Originaire du Liban, Nadim a complété ses études de premier cycle en 2013 à Montréal au Canada et réside actuellement à Paris.



M. Georgios KOLLIARAKIS

Grèce, Chercheur en matière de sécurité et de stratégie à l'université de Francfort, Allemagne
 Dr Georgios Kolliarakis est un expert en matière de sécurité et de stratégie. Né à Athènes en Grèce, il travaille actuellement avec l'université de Francfort où il mène des recherches sur les impacts sociaux et les conséquences inattendues des politiques de sécurité. Georgios participe régulièrement à des consultations d'experts au niveau de l'UE sur la relation avec les nouvelles technologies (en matière de sécurité) et la société. Il gère actuellement un projet de recherche de l'UE sur la relation entre la société civile et la recherche en matière de sécurité. Après des études d'ingénieur à l'université technique d'Athènes, Georgios a obtenu un master en géopolitique de l'université de Bonn, et un doctorat en politique internationale de l'université de Munich.



M. Francis KPATINDÉ

France, Journaliste et maître de conférences à l'Insitut d'études politiques, Sciences Po Paris
 Francis Kpatindé est journaliste et maître de conférences à l'Institut d'Études Politiques (Sciences Po. Paris). Il est l'ancien rédacteur en chef du journal Jeune Afrique. Il fut également le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) à Genève, puis en Afrique de l'Ouest.



Mme Ruth KRONENBURG

Pays-Bas, Directrice exécutive de Free Press Unlimited

Ruth Kronenburg a étudié la communication et la gestion. Elle a travaillé pendant des années dans le monde commercial de la télévision, où elle a occupé divers postes de gestion et de direction. Elle a mis en place des bureaux nationaux pour Endemol en Belgique et en Suisse et était en partie responsable de la mise en place de Sport 7. Quand on lui a demandé d'aider une station de radio iranienne à résoudre ses problèmes financiers en 2009, elle a été touchée par les histoires personnelles de personnes qui ont travaillé à la station de radio et avait quitté l'Iran, souvent au péril de leur propre vie. Ces histoires l'ont décidé à écouter son cœur et passer au monde à but non lucratif. Elle est la directrice exécutive de Free Press Unlimited, fusion entre Press Now et Freevoice, étape qu'elle a supervisé en tant que directrice intérimaire.



M. Rintaro KURAMOCHI

Japon, Avocat de droit constitutionnel à la Japan Federation of Bar Associations, et Maître de conférence de droit constitutionnel à la faculté de droit de l'Université Keio
 Rintaro Kuramochi a étudié le droit constitutionnel et la jurisprudence à la Faculté de Droit Chuo de l'Université Keio. Il est diplômé de la Faculté de Droit Chuo, et a obtenu une licence d'avocat en 2011. Il a travaillé comme avocat d'affaires et a enseigné le droit constitutionnel à la Faculté de droit de l'Université de Keio. Il a donné des séminaires à des citoyens ordinaires pour les informer sur le droit constitutionnel. En outre, il a rédigé pour les représentants de la Diète des questions sur le droit constitutionnel japonais, en particulier, sur la législation de sécurité japonaise pendant l'été 2015. En juillet dernier, il a été convoqué par la Chambre des représentants en tant que témoin (comme expert en droit constitutionnel) sur la législation sur la sécurité japonaise.



Mme Cécile KYENGE

Italie, Membre du Parlement Européen

Cécile Kyenge, de nationalité italienne, est membre du Parlement européen depuis mai 2014. Elle est membre de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, membre suppléante de la Commission de la culture et de l'éducation et membre de la Délégation pour les relations avec le Parlement panafricain. Elle est aussi vice-présidente de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE. En mars 2015, le Parlement européen a confié à Cécile Kyenge le rôle de co-rapporteur du rapport d'initiative sur «la situation dans la mer méditerranée et la nécessité d'une approche européenne globale en matière de migration». Originaire de la République Démocratique du Congo, Cécile Kyenge est arrivée en Italie en 1983 où elle a obtenu une laurea en médecine et chirurgie et une spécialisation en ophtalmologie. Elle a été élue au Parlement italien en 2013 en devenant ministre pour l'Intégration jusqu'en 2014 où elle s'est longtemps occupée d'immigration, d'intégration et de lutte contre le racisme. Elle a été nommée Chef Observateur de la Mission d'Observation Électorale de l'UE au Burkina Faso en octobre 2015.



M. Nouri LAJMI

Tunisie, Président de la Haute autorité indépendante de la Communication Audiovisuelle

Nouri Lajmi est le président de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) de Tunisie depuis 2013. Docteur en sciences de l'information, il a été enseignant à l'université de la Manouba à Tunis et a réalisé de nombreuses recherches dans les domaines du journalisme, de la déontologie de l'information et des nouvelles. Il a séjourné plusieurs années au Canada où il a oeuvré avec plusieurs ONG et été consultant auprès de l'Agence canadienne de développement international pour un programme d'appui aux journalistes. Il y a également collaboré avec le Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal et avec le Département de l'information et de la communication de l'Université Laval à Québec.



M. Eric LÉANDRI

France, co-fondateur et Directeur général de Qwant

Eric Leandri, co-fondateur et Directeur général de Qwant est un spécialiste du web, de la sécurité informatique et entrepreneur tech depuis 20 ans. Avant Qwant, il a occupé le poste de directeur des projets spéciaux chez UB, directeur général adjoint de Trustmission et directeur général de Mobilegov SaaS.



M. Pierre-Yves LE BORGNI

France, Député et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Pierre-Yves Le BORGNI est un avocat international et homme politique français, membre du Parti socialiste français et du Parti des socialistes européens. Il est membre de l'Assemblée nationale, ainsi que représentant de la Fédération des Français de l'étranger élu en juin 2012 pour la septième circonscription. Diplômé en droit de l'université de Nantes et de l'Institut d'études politiques de Paris, il a poursuivi ses études au Collège d'Europe à Bruges. Il travaille ensuite aux États-Unis, au Luxembourg, en Belgique et en Allemagne dans l'industrie de l'énergie renouvelable. Membre du Parti socialiste depuis 1988, il exerce différentes responsabilités, y compris celle de premier secrétaire de la Fédération des Français de l'étranger et membre du Conseil national du Parti socialiste. Il est membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe depuis novembre 2014



M. Rudolf LENNKH

Autriche, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de l'Autriche auprès du Conseil de l'Europe

M. l'Ambassadeur Lennkh est représentant permanent de l'Autriche auprès du Conseil de l'Europe depuis 2013. De 2009 à 2013 il était ambassadeur en Espagne et en Andorre et de 2001 à 2005 ambassadeur au Mexique et à Belize. Il a occupé des fonctions au Ministère autrichien des Affaires étrangères : au Département américain de 2005 à 2007 et en tant que Directeur général pour l'intégration économique et affaires économiques de 2007 à 2009. Il a également été en poste dans les ambassades autrichiennes à Washington, Abidjan, Buenos Aires et Madrid.



M. Yves LETERME

Belgique, Secrétaire Général d'International IDEA

Yves Leterme est secrétaire général de l'International IDEA. De 2011 à 2014, il était secrétaire général adjoint de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Avant de rejoindre l'OCDE, Yves Leterme a occupé divers postes politiques en Belgique à tous les niveaux et dans tous les secteurs du gouvernement : Après avoir débuté sa carrière comme conseiller municipal dans sa ville natale d'Ypres, il a été élu à la Chambre des Représentants du Parlement, Président de Groupe et chef de l'opposition, Secrétaire général et président du parti chrétien démocrate flamand (CD & V), ministre-président et ministre de l'agriculture du gouvernement flamand, sénateur fédéral, vice-Premier ministre, ministre du budget et de la mobilité, ministre des Affaires étrangères et Premier ministre.



Mme Elisa LEWIS

France, Démocratie Ouverte, Incubateur de l'innovation démocratique

Elisa est l'auteur du livre «Osons la Démocratie» (avec Romain Slitine, La Découverte, 2016). Ce projet lui a permis de rencontrer des citoyens engagés, des hackers, des journalistes, des députés et des élus du monde entier qui se livrent à des formes exigeantes et innovantes de la démocratie collaborative, ouverte et participative. Elle a été une observatrice engagée et privilégiée des principaux changements qui auront une incidence sur la démocratie du 21^e siècle. Membre de «Démocratie Ouverte», un collectif qui promeut et expérimente des initiatives soutenant le concept de «gouvernement ouvert», Elisa est fortement impliquée dans la création d'un incubateur démocratique pour soutenir les innovateurs politiques (en partenariat avec le Conseil de l'Europe). Elle a également travaillé comme consultante pour plusieurs entreprises sociales pour les aider à développer leur innovation et approfondir leur impact social. Ces dernières années, elle a donné des cours sur l'entrepreneuriat social dans les universités.



Mme Vanessa LISTON

Irlande, cofondatrice de CiviQ

Dr. Vanessa Liston est co-fondatrice et PDG de CiviQ, une entreprise qui innove dans la participation et la délibération du public. La mission de CiviQ est la création d'une base de données ouverte sur l'opinion publique et les changements de perspectives sociales pour aider à répondre aux défis sociaux et environnementaux complexes. Vanessa est docteur en science politique du Trinity College de Dublin, Irlande, où elle était chercheuse du gouvernement irlandais. Elle publie régulièrement dans des revues internationales des articles sur le développement, la démocratie délibérative, les technologies Web 2.0, et l'innovation du système politique. Vanessa peut se prévaloir d'une formation en développement international et d'une carrière de conseil en gestion chez Accenture et Cambridge Technology Partners. En 2014, elle a été classée par TechnologyVoice comme l'une des 38 femmes les plus talentueuses en technologie d'Irlande.



Mme Nadine LYAMOURI-BAJIA

France, psychologue interculturelle et formatrice/ consultante internationale
Après plusieurs années en tant que psychologue dans la région MEDA et au Moyen-Orient, Nadine Lyamouri-Bajja a été conseillère pédagogique à la Direction Jeunesse du Conseil de l'Europe de 2006-2011. Actuellement, elle est co-gérante d'IICoS (Institut Interculturel de Compétences Systémiques). Elle travaille en tant que consultante internationale et formatrice jeunesse sur les droits de l'homme, le dialogue interculturel et la migration.



Mme Raegan MCDONALD

Canada, Gestionnaire des politiques de l'UE chez Mozilla

Originaire du Canada, Raegan vit à Bruxelles, Belgique, où elle dirige les politiques de l'UE chez Mozilla et est spécialisée dans la neutralité du net, la vie privée et la protection des données. Raegan est membre du groupe de pilotage du Code Red, une initiative mondiale visant à accélérer la réforme des organismes de sécurité. Elle est également membre du Conseil consultatif du Brussels Privacy Hub, un institut de recherche universitaire axé sur la vie privée et la protection des données. Depuis mars 2014, Raegan est Ambassadrice de la vie privée dès la conception, distinction que lui a remise le Commissaire à la vie privée de l'Ontario, Canada. Avant de rejoindre Access, Raegan a collaboré avec European Digital Rights (EDRI), une association de 34 groupes de défense de la vie privée et des droits civiques à travers l'Europe. Raegan est diplômée de l'université de Vienne (Autriche) et de l'université de Leipzig (Allemagne) où elle a obtenu sa maîtrise en études internationales.



M. Antoine MADELIN

Belgique, Directeur Plaidoyer international, Fédération Internationale des Droits de l'Homme

Antoine Madelin est le Directeur plaidoyer international de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), une ONG des droits de l'homme représentant 178 organisations de droits de l'homme dans plus de 100 pays. Diplômé en droit, droits de l'homme et en politiques européennes, Antoine Madelin a d'abord travaillé pour le bureau du Premier ministre français et au cabinet du Secrétaire d'Etat français pour les affaires européennes. Il a rejoint la FIDH il y a 14 ans, comme Représentant permanent auprès des Nations Unies à Genève, et par la suite en tant que représentant permanent auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Il coordonne désormais le travail de plaidoyer de la FIDH, principalement entrepris par les délégations de la FIDH auprès de l'ONU à Genève et à New York, et les institutions européennes à Bruxelles. Il est également responsable de la cartographie et du développement de plaidoyer international de la FIDH aux pays tiers influents, souvent appelés «puissances émergentes».



Mme Drudeisha MADHUB

Maurice, Commissaire pour la protection des données de Maurice

Diplômée en droit Mme Drudeisha Madhub a travaillé pendant plus de six ans comme avocate générale au bureau du procureur général. Après un LL.M en droits humains internationaux à l'Université d'Essex, elle rejoint en 2007 le Bureau du Premier ministre en tant que Commissaire de la protection des données personnelles. A ce titre, elle est membre de l'Association francophone de protection des données personnelles (AFAPDP) et du Global privacy enforcement network (GPEN). En 2011, elle est nommée experte de la protection des données personnelles et des droits de l'Homme par Interpol en qualité de membre de la Commission de contrôle des fichiers. Depuis septembre 2014, elle est également experte auprès des Nations-Unies au sein du UN Global pulse data advisory group.



M. Bogdan MANOLEA

Roumanie, Directeur exécutif de l'Association pour la Technologie et l'Internet (APTI-Roumanie)

Bogdan Manolea est le Directeur exécutif de l'Association pour la technologie et l'internet - APTI Roumanie. Mr Manolea est juriste de formation et dispose d'une vaste expérience en droit des TIC. Il s'intéresse particulièrement aux droits civils numériques (liberté d'expression sur Internet, vie privée et open copyright). Il a été auteur de présentations et d'articles sur la question du droit des TIC lors de conférences nationales et internationales. Propriétaire du seul site web roumain consacrée au droit d'Internet : www.legi-internet.ro. Il a également été éditeur de EDRI-gram, une newsletter bibeedomadaire sur les droits civils numérique en Europe entre 2006 et 2014.



M. Jean-Paul MARTHOZ

Belgique, journaliste au quotidien «Le Soir», professeur de journalisme international à l'Université catholique de Louvain, conseiller auprès du Comité pour la protection des journalistes (New York)

Jean-Paul Marthoz est le correspondant pour l'Union européenne du Comité pour la protection des journalistes (CPJ, New York), vice-président du Conseil consultatif de la division Europe/Asie centrale de Human Rights Watch, membre du Conseil d'experts de l'Ethical Journalism Network (Londres) et du Conseil éditorial de la revue Index on Censorship (Londres). Chroniqueur de politique internationale au Soir (Bruxelles), il enseigne le journalisme international à l'université catholique de Louvain (UCL, Belgique). Jean-Paul Marthoz a été chef du service étranger et directeur de la page éditoriale du Soir (1980-1991), directeur du programme médias pour la démocratie à la Fédération internationale des journalistes (1992-1995), directeur européen de l'information à Human Rights Watch (1996-2006) et directeur éditorial du magazine Enjeux internationaux.



M. Moncef MARZOUKI

Tunisie, Président de Tunisie (2011-2014)

Après le Printemps arabe qui a renversé le président Ben Ali en 2011, Moncef Marzouki a été élu le 23 octobre 2011 député à l'Assemblée nationale constituante, et deux mois plus tard le 12 décembre 2011, il a été élu président de la République de Tunisie, fonction qu'il a occupée jusqu'en 2014. En novembre 2012, le magazine Foreign Policy l'a classé numéro deux dans son Top 100 des plus grands penseurs mondiaux. En Avril 2013, il figurait dans la liste annuelle du Time parmi les 100 personnes les plus influentes dans le monde.



Mme Carolin MAYER

Allemagne, Rédactrice en chef, Radio Berlin-Brandenburg

Carolin Mayer est une journaliste basée à Berlin travaillant pour la télévision allemande (Rundfunk Berlin Brandenburg / ARD). Elle est en charge de l'émission d'investigation politique sur RBB. Auparavant, elle a occupé les fonctions de conseillère personnelle du directeur des programmes pour les affaires stratégiques. Elle a commencé sa carrière journalistique chez TV News/ Actualités. Lors de la préparation de la 4e Conférence mondiale sur les femmes, elle a travaillé avec le Département de l'information des Nations Unies (droits de l'homme et la section du développement) à New York et avec le Centre d'information des Nations Unies à Bonn. Carolin Mayer est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques.



M. Emin MILLI

Azerbaïdjan, Journaliste et Directeur exécutif de Meydan TV

M. Milli a été condamné en 2009 à une peine de prison de deux ans et demi pour avoir critiqué le gouvernement. Placé en liberté conditionnelle en novembre 2010 après avoir purgé 16 mois de sa peine, grâce en partie à la pression internationale sur le gouvernement d'Azerbaïdjan. De 2002 à 2004, M. Milli était directeur de la Fondation Friedrich Ebert et a également conseillé le Conseil de l'Europe sur plus de 40 cas de prisonniers politiques en Azerbaïdjan dont beaucoup ont été relâchés suite à la pression du Conseil de l'Europe. Auparavant, il a été coordinateur de l'Institut international républicain en Azerbaïdjan. M. Milli est actuellement directeur de www.meydan.tv, une plateforme en ligne indépendante créée en 2013.



Mme Pascale MOMPOINT-GAILLARD

France, Psychosociologue, formatrice, consultante

Pascale Mompoint-Gaillard a travaillé dans les domaines de la communication interculturelle, de l'éducation et de la formation au leadership depuis 25 ans. Ses activités professionnelles, en France et aux Etats-Unis, se concentrent dans le domaine de la formation continue et initiale de professionnels, dans la formation du leadership, en particulier dans le cadre de projets éducatifs et de littéracie. Son engagement vise à donner une voix aux groupes marginalisés et leur permettre de s'organiser et de reconstruire leur dignité par le biais de la participation active et démocratique. Depuis 2006, elle est impliquée dans des programmes internationaux de formation d'enseignants et intervient en tant que consultante pour des questions liées au vivre ensemble, de l'éducation à la citoyenneté et la promotion de la pratique démocratique. Actuellement Directrice des études pour le Programme Pestalozzi, elle contribue par ailleurs à divers projets, notamment du Conseil de l'Europe, du Centre européen Wergeland, et de la Fondation Anna Lindh. Elle est conférencière auprès d'universités européennes et intervient ponctuellement pour des organismes de formation pédagogique et de travail social.



M. David MOORE

USA, Vice-Président, Affaires Juridiques, the International Center for Not-for-Profit Law

David Moore est vice-président des affaires juridiques à l'International Center for Not-for-Profit Law (ICNL), où il travaille depuis 2001. M. Moore gère plusieurs programmes mondiaux de l'ICNL, permettant à ICNL d'être réactif face à l'évolution dans le monde. M. Moore a soutenu la réforme juridique de la société civile dans divers contextes, y compris en Asie (en Afghanistan, Bangladesh, Indonésie, au Cambodge, Laos, Myanmar, Pakistan et Vietnam); en Afrique (au Malawi, à Maurice, en Sierra Leone, au Soudan du Sud, en Ouganda, Zambie et Zimbabwe); et en Europe et en Eurasie (en Bulgarie, Croatie, Hongrie, Moldova, Russie et Turquie). M. Moore a publié de nombreux articles sur les questions de droit de la société civile et enseigné le droit de la société civile pendant dix ans à l'Université d'Europe centrale à Budapest.



M. Henry MUGISHA BAZIRA

Ouganda, Directeur exécutif de l'Institut de la gouvernance de l'eau

Henry Mugisha Bazira est le directeur exécutif de l'Institut de la gouvernance de l'eau – une organisation non gouvernementale basée en Ouganda. Il a fondé la Coalition de la société civile sur le pétrole et le gaz (CSCO) dont il a assuré la présidence de 2008 à 2012 avant de la céder à un autre comité directeur du CSCO. Il assiste les organisations de la société civile dans la création de réseaux de recherche et de défense pour influencer les politiques et la gouvernance nationales. Il est un expert en ressources naturelles avec un intérêt particulier pour l'interaction entre l'eau et le secteur extractif, ie, le gaz, le pétrole, l'exploitation minière et les activités industrielles.



M. Nils MUIZNIKS

Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe

Nils Muiznieks, élu Commissaire aux droits de l'homme par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 24 janvier 2012 a pris ses fonctions le 1er avril 2012. Né en 1964, M. Muiznieks est de nationalité lettone. Il a fait ses études aux Etats-Unis où il a obtenu un doctorat en sciences politiques, décerné par l'université de Californie (Berkeley). Il travaille depuis une vingtaine d'années dans le domaine des droits de l'homme. Il a ainsi acquis une vaste expérience en matière de suivi international des droits de l'homme, de formation et d'éducation aux droits de l'homme.



Mme Alexandrina NAJMOWICZ

Roumanie, Directrice du Forum civique européen

Alexandrina Najmowicz a travaillé plus de dix ans dans le secteur tertiaire et pour des organisations à but non lucratif en Roumanie, France et en Europe. Elle est actuellement la directrice du Forum civique européen, un réseau transnational qui regroupe plus de cent associations à travers l'Europe, qui défend l'égalité, la solidarité et la démocratie, en favorisant la participation civique et le dialogue européen. A cet égard, elle a coordonné plusieurs campagnes pour renforcer les capacités et les rôles des organisations de la société civile pour défendre et agir en faveur des droits des citoyens et dans le processus décisionnel. Elle représente le Forum civique européen au sein du groupe de partenaires du dialogue civile de la Commission européenne (programme « l'Europe pour les citoyens »), au sein du Groupe de liaison du CESE et à la Conférence des ONG du Conseil de l'Europe.



M. Pacifique NDAYISHIMIYE

Rwanda, Fondateur et Président, Youth Service Organization

Pacifique Ndayishimiye est le fondateur de Youth Service Organization (YSO), une organisation non gouvernementale rwandaise dirigée par des jeunes qui les éduque afin qu'ils acquièrent des compétences qui influent sur leurs vies et leurs communautés, les implique dans le travail du développement durable et les incite à prendre des mesures efficaces pour agir en leur nom propre, et selon leurs propres termes, en tant que citoyens actifs. Il est dévoué et passionné des questions de l'autonomisation des jeunes pour créer des solutions durables pour les besoins et les problèmes de la communauté locale. Il a passé les 6 dernières années à travailler avec des personnes défavorisées des zones rurales dans les domaines de la justice sociale, le développement communautaire, les droits de l'homme, la compréhension interculturelle et les moyens de subsistance des jeunes.



M. Julien NOCETTI

France, Chercheur à l'Institut des Relations Internationales (IFRI)

Julien Nocetti est chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), un think tank basé à Paris. Il concentre actuellement ses recherches sur l'interaction entre la gouvernance mondiale d'Internet et les relations internationales. Ses intérêts portent également sur les politiques nationales et étrangères russes en matière d'Internet ainsi que sur la cyberdiplomatie de l'Union européenne. Il a récemment publié "Contest and conquest: Russia and global internet governance" (International Affairs, 91:1, 2015), et "Emerging powers and internet governance: is a 'third way' possible?" (Politique étrangère, 79:4, hiver 2014-2015). Il participe régulièrement à des forums internationaux et publie des avis sur les questions mentionnées ci-dessus dans des médias internationaux.



Mme Katrin NYMAN-METCALF

Estonie, Professeur, Chef du département droit et technologie à la faculté de droit de Tallinn, Université de Technologie de Tallinn

Mme le Professeur Katrin Nyman-Metcalf est chef du département droit et technologie de la faculté de droit de Tallinn, Université de Technologie de Tallinn, Estonie, et chef de la recherche de l'institut estonien d'e-gouvernance. Elle travaille également comme consultante internationale sur le droit des communications, y compris la liberté d'expression, et l'e-gouvernance.

Les projets comprennent l'analyse juridique des législations des médias et des communications; la mise en place de systèmes de réglementation et de gouvernance électronique et la formation professionnelle en particulier pour les sociétés post-conflit. Katrin est titulaire d'un doctorat (1999) en droit international public (le droit de l'espace) de l'Université d'Uppsala, Suède. Ses recherches portent sur la façon dont la loi et la technologie se rencontrent en mettant l'accent sur les communications; la prise de décision internationale et le changement de structure de gouvernance; la mise en œuvre des droits de l'homme et l'Etat de droit.



M. Kaoru OBATA

Japon, Professeur de droit international, Université de Nagoya

Kaoru Obata est professeur de droit international depuis 2002. Actuellement, il est le directeur du Centre d'échange juridique en Asie (CALE), Université de Nagoya et membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et de nombreux articles académiques sur le droit international et les droits de l'homme. Les publications les plus récentes incluent: Le Constitutionnalisation de la législation européenne en matière des droits de l'homme (en japonais, Shinzansha, 2014), The European Human Rights System beyond Europe: Interaction with Asia" Journal für Rechtspolitik, nr. 23 (2015), et «Les défis de la constitutionnalisation de l'Asie orientale dans un monde globalisé» (en japonais) Asian Law Bulletin (à paraître).



M. Pieter OMTZIGT

Pays-Bas, Député et membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (à confirmer)

Peter Omtzigt est député des Pays-Bas et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. A l'Assemblée parlementaire, il est membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme et de la Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi). Il fait également partie de la sous-commission sur les droits des minorités



Mme Marguerite OUEDRAOGO

Burkina Faso, Présidente de la Commission Technologie de l'Information des Libertés (CIL - Burkina Faso), Vice-Présidente de L'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP)

Juriste de formation, spécialisée en gestion des entreprises et en régulation des télécommunications, Marguerite Ouedraogo est depuis 2013 la présidente de la Commission informatique et libertés (CIL) du Burkina Faso. Elle est également vice-présidente de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP). Elle totalise plus d'une vingtaine d'années d'expérience professionnelle, acquise aussi bien dans le secteur privé que public, dont onze années passées chez le régulateur des communications électroniques du Burkina Faso, l'ARCEP.



M. Christoph PARTSCH

Allemagne, Avocat spécialisé dans la liberté d'information

Dr Christoph Partsch a étudié le droit à la Duke University School of Law et à la Fuqua School of Business and of Law. Il est titulaire d'un doctorat en liberté d'information, tout comme le Pr Schmidt-Jortzig, ancien ministre de la justice, de l'université de Kiel, Allemagne. De 1998 à 2002 il était vice-président et conseiller juridique du groupe médias Holtzbrinck et directeur associé de la Macmillan Ltd, Londres. Depuis 2011, Christoph Partsch est avocat de confiance de la ville de Berlin, une fonction de type médiateur pour les lanceurs d'alertes à Berlin. Il représente actuellement la Société pour la liberté d'information dans un procès contre le ministère allemand de la justice dans l'affaire « netzpolitik.org », concernant des journalistes d'un magazine en ligne qui ont été suspectés d'avoir révélé des secrets d'état et sont poursuivis pour haute trahison. Dr Christoph Partsch a également représenté un journaliste devant la Cour européenne des droits de l'homme sur la question de savoir si l'on pouvait communiquer au journaliste les noms des juges toujours en activité dans le land de Brandebourg qui ont travaillé pour le compte des services secrets est-allemands.



M. Andrés PASTRANA

Colombie, Président de Colombie (1998-2002)

En 1988, M. Pastrana est élu premier maire populaire de Bogota, après avoir survécu à une tentative d'enlèvement ordonnée par le Cartel de Medellín. Son administration est parvenu à réduire le taux de criminalité dans la capitale, à lutter contre la toxicomanie, à privatiser les services de santé, à approvisionner en eau potable les secteurs les plus pauvres de la société, à améliorer les transports et à promouvoir l'éducation. M. Pastrana a fondé le mouvement des nouvelles forces démocratiques, et a siégé au Sénat colombien jusqu'en 1993. En 1998, il a été élu président de la Colombie. Après son mandat présidentiel, il a servi en tant qu'ambassadeur de la Colombie aux États-Unis



Mme Faiza PATEL

Pakistan/USA, Codirectrice, Programme liberté et sécurité nationale, Brennan Center for Justice, Faculté de droit de l'université de New York

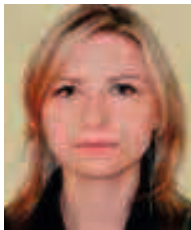
Faiza Patel est codirectrice du Programme liberté et sécurité nationale du Brennan Center qui veille à ce que les lois et les politiques antiterroristes respectent les libertés fondamentales et les normes relatives aux droits de l'homme. Elle se concentre sur les questions de surveillance, y compris l'interception des communications électroniques par des agences de sécurité et le contrôle par la police des communautés musulmanes. Elle a témoigné devant le Congrès, s'opposant à la surveillance ciblée des musulmans, elle a organisé des plaidoyers contre une surveillance trop étendue et développé une législation pour la création d'un inspecteur général indépendant pour la police de New York. Mme Patel commente fréquemment les questions de sécurité nationale et de lutte contre le terrorisme pour des médias tels que le New York Times, le Washington Post, le Guardian, MSNBC, Al-Jazeera et NPR et publie de nombreux articles dans des revues spécialisées. Avant de rejoindre le Brennan Center, elle a travaillé pour l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye, et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Née et élevée au Pakistan, Mme Patel est diplômée de Harvard et de la Faculté de droit de l'université de New York.



Mme Rachel PERIC

USA, Directrice adjointe de Welcoming America

Rachel Peric est la directrice adjointe de Welcoming America, une organisation basée aux États Unis qui dirige un mouvement de communautés qui cherchent un moyen de parvenir à la prospérité en réservant un meilleur accueil aux migrants et à tous les résidents. Auparavant, elle était directrice exécutive de la Montgomery Coalition for Adult English Literacy et directrice régionale de United Way of the National Capital Area et a géré des programmes internationaux de développement auprès de Management Systems International (MSI). Mme Peric est titulaire d'une licence en Etudes internationales de l'Université Hopkins et d'un Master en gestion publique de l'Université du Maryland.



Mme Maria POMAZKOVA

Fédération de Russie/France, Membre du Conseil d'experts sur le droit en matière d'ONG de la Conférence des OING

Maria Pomazkova possède une formation juridique spécialisée droits de l'homme. Elle est conseillère juridique pour les questions des droits de l'homme pour la Conférence des Eglises européennes. Mme Pomazkova est membre du Conseil d'experts sur le droit des ONG du Conseil de l'Europe et réside à Strasbourg.



M. Jerzy POMIANOWSKI

Pologne, Directeur exécutif du Fonds européen pour la démocratie

Jerzy Pomianowski dirige depuis 2013 le Fonds Européen pour la démocratie après avoir occupé le poste de vice-ministre polonais des affaires étrangères pendant deux ans. Auparavant, il a occupé le poste de directeur du service extérieur polonais. En tant que directeur du Partenariat OCDE-PNUD pour une gouvernance démocratique, il a soutenu des pays déstabilisés par des conflits armés ou des catastrophes naturelles. Ceci faisant suite à ses fonctions de Directeur Général du service extérieur polonais (2005-2006) et la mise sur pied de Poland Aid (2006-2008)



Mme Traon PONGSOPON

Thaïlande, assistante de projet, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté

Traon a obtenu un diplôme en psychologie avec mention de la Faculté de Loreto, Université de Calcutta, en Inde. Lorsqu'elle est en Inde, elle se consacre en tant qu'initiateur et volontaire à des projets en faveur de la participation des jeunes et du développement social. De retour en Thaïlande en 2012, elle continue de se consacrer au développement auprès de la Fondation Thai Funds, et depuis Septembre 2013, elle a rejoint la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté afin de promouvoir activement la citoyenneté et les valeurs libérales en Thaïlande grâce à des outils et plates-formes innovantes pour que les jeunes thaïlandais puissent échanger leurs opinions et entamer des changements.



Mme Nawel RAFIK-ELMRINI

France, adjointe Maire de Strasbourg

Nawel RAFIK-ELMRINI est adjointe Maire de Strasbourg en charge des relations internationales et européennes, les jumelages, les coopérations décentralisées depuis 2008. Elle représente la Ville de Strasbourg au sein du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe et s'y investit notamment sur les questions relatives à l'éducation à la diversité culturelle et à la lutte contre les discriminations. Mme Rafik-Elmrini préside entre autres le Centre d'Information sur les Institutions Européennes et est Vice-présidente de l'Institut Régional de Coopération-Développement.



M. Mousa RAHIMI

Directeur Général, Centre palestinien pour le développement des médias et la liberté d'information et d'expression (MADA)

Mousa Rahimi est un journaliste palestinien qui vit à Beit Rima-Ramallah. Il est titulaire d'un diplôme universitaire en journalisme et a travaillé auprès de nombreux médias et agences de presse en tant que journaliste ou rédacteur. Il est le rédacteur en chef du magazine "MADA Al E'Ilam" et cofondateur et directeur général du Centre MADA



M. Harald RANGE

Allemagne, ancien procureur général d'Allemagne

M. Harald Range était procureur fédéral auprès de la Haute Cour fédérale d'Allemagne (2011-2015). Il occupé plusieurs fonctions au service fédéral des poursuites dans le Land allemand de Basse-Saxe, y compris celles de procureur général et de directeur du département de Droit criminel du ministère de la Justice. En tant que chef du Ministère public fédéral, il était responsable des enquêtes dans des cas d'espionnage et de terrorisme et autres crimes graves commis contre les intérêts de l'Etat. Il a été président du Conseil consultatif des procureurs européens (CCPE) et est le représentant national allemand auprès du CCPE



M. Matthew RICE

Responsable du Plaidoyer, Privacy International, Royaume Uni

Matthew Rice est responsable du Plaidoyer auprès de Privacy International, œuvrant dans toute l'organisation pour le dialogue avec les partenaires internationaux et pour renforcer leur capacité de communication en matière de surveillance. Il a précédemment travaillé chez Privacy International en tant que consultant pour la création du Surveillance Industry Index, la plus grande base de données sur le secteur de surveillance privée jamais collectée accessible au public. Matthew est licencié en droit (avec mention) de l'université d'Aberdeen et titulaire d'une maîtrise en droit de l'homme de l'University College London.



M. Petre ROMAN

Premier ministre de Roumanie (1989-1991)

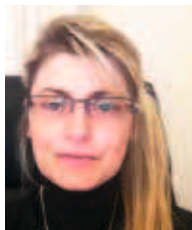
Petre Roman (1946) est un homme politique roumain. Il était Premier Ministre entre 1989 et 1991. Il était le premier Premier Ministre non-communiste depuis 1945. Il était président du Sénat entre 1996 et 1999 et ministre des Affaires étrangères entre 1999 et 2000. Il était le président du Parti Force démocrate qu'il a créé en 2005. Maintenant il est membre du Parti Libéral national et membre du Club de Madrid, une organisation de plus que 90 ancien hommes et femmes d'état démocratiques qui travaillent à fortifier la gouvernance démocratique et le leadership.



Mme Anna RURKA

Pologne, Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Anna Rurka est Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe. Pédagogue sociale diplômée de l'Université de Varsovie, elle est maîtresse de conférences en sciences de l'éducation à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Au sein de la Conférence des OING, elle représente Comité européen d'action spécialisée pour l'enfant et la famille dans leur milieu de vie (EUROCEF). A travers ses activités professionnelles et bénévoles, elle combine travail social, droits de l'homme et gouvernance démocratique, y compris la perspective expérientielle de personnes vivant dans un contexte de vulnérabilité.



Mme Livia RUSU

Roumanie, Chargée d'affaires a.i., Représentation permanente de la Roumanie auprès du Conseil de l'Europe

Livia Rusu est Chargée d'Affaires a.i. de la Représentation permanente de la Roumanie auprès du Conseil de l'Europe depuis août 2015. Elle est titulaire d'une maîtrise de l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest et d'un doctorat de l'Université d'études économiques de Bucarest. Auparavant, elle a servi à la Mission permanente de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, à l'Ambassade de Roumanie à Rome et au Consulat général à Milan. Au ministère roumain des Affaires étrangères, elle faisait partie de l'équipe diplomatique chargée de préparer l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. Elle a occupé des postes de directrice des relations extérieures de l'UE et de correspondante européenne (2003-2007) et a coordonné l'élaboration de la première stratégie nationale de la Roumanie sur la politique de coopération internationale pour le développement adopté en 2006. Son expérience couvre également la région des Balkans occidentaux, les formats de coopération régionale, la surveillance des élections (Palestine, Janvier 2005, Turquie, Juillet 2014).



M. Jean-Jacques SAHEL

Vice-Président, Europe & Société Civile (Global Stakeholder Engagement), ICANN

Jean-Jacques Sahel est un ardent défenseur du modèle de gouvernance de l'Internet et de l'Internet ouvert plurilatéral, en Europe et au-delà. Travaillant depuis plus de 15 ans dans les secteurs privés et publics, Jean-Jacques a été impliqué dans affaires gouvernementales et réglementaires internationales. Il dirige le plan stratégique de l'ICANN pour la sensibilisation, le soutien et l'engagement avec les gouvernements, le secteur privé, la société civile et des groupes d'utilisateurs dans la région. Travaillant en étroite collaboration avec la communauté Internet à travers l'Europe, il se concentre sur la sensibilisation, la capacité et la participation de toutes les parties prenantes à l'ICANN. Avant de rejoindre l'ICANN en 2014, Jean-Jacques a dirigé les relations gouvernementales et les affaires réglementaires pour Skype, puis la politique numérique de Microsoft pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.



Mme Snežana SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ

Directrice générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe

Mme Snežana Markovic Samardžić est, depuis 2012, Directrice générale de la démocratie au Conseil de l'Europe, en charge de l'action de l'Organisation à promouvoir la gouvernance démocratique et des sociétés démocratiques durables. Ses responsabilités incluent la cohésion sociale, la défense de la société contre la discrimination, la diversité culturelle, le dialogue interculturel, la citoyenneté démocratique et la participation de tous, y compris celle des enfants, des minorités et des jeunes, les réponses démocratiques aux situations de crise. Auparavant, Snežana a occupé de nombreux postes au sein du gouvernement serbe dont celui de directrice adjointe au ministère des Affaires étrangères pour les pays voisins, membre du Conseil de fondation de l'AMA, ministre de la Jeunesse et des Sports (2007-2012) et présidente du Fonds pour les jeunes talents. ministre adjoint de la Défense (2005-2007) et vo-présidente du Groupe de réforme de la défense de la Serbie - OTAN.



Mme Milena SANTERINI

Députée, Membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Rapporteuse générale sur la lutte contre le racisme et l'intolérance

Milena Santerini est professeure titulaire de pédagogie et directrice du centre de recherche sur les relations interculturelles à l'Università Cattolica del Sacro Cuore de Milan. Elle a fait la promotion d'activités de recherche et de formation sur le plurilinguisme, le dialogue interculturel et interreligieux, et de projets sociaux sur le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'antitsiganisme. En 2013, elle a été élue au Parlement italien et rejoint l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Depuis avril 2015, en sa qualité de Rapporteuse générale sur la lutte contre le racisme et l'intolérance de l'Assemblée parlementaire, elle coordonne les activités de l'Alliance parlementaire contre la haine



M. Chamsy SARKIS

Syrie/France, Cofondateur de SMART & ASML

Titulaire d'un doctorat en génétique humaine, et après avoir travaillé 10 ans dans le génie génétique au CNRS français et créé sa société de biotechnologie, Chamsy Sarkis a co-fondé en 2011 au début de l'insurrection syrienne, SMART, une ONG syrienne qui soutient les militants pacifistes. Deux ans plus tard, Chamsy Sarkis soutient les Syriens sur le terrain en imprimant et diffusant des informations indépendantes dans tout le pays déchiré par la guerre. Il a également aidé à lancer une radio, une agence d'information, une unité de production vidéo, et d'autres services dans le domaine des médias.



M. Hans-Wilhelm SAURE

Allemagne, Reporter pour le journal Bild

Hans-Wilhelm Saure est reporter en chef au département de la recherche d'investigation pour Bild, le plus grand journal allemand. H-W. Saure a été impliqué dans plusieurs actions en faveur de la liberté d'information et de la liberté de la presse en Allemagne. Il s'est battu avec succès pour l'accès aux documents du Service fédéral de renseignement sur le criminel nazi Adolf Eichmann. Il a été en mesure de prouver que les services secrets ouest-allemands savaient longtemps avant l'arrestation d'Eichmann où et sous quel nom le criminel nazi était caché. Devant la cour suprême allemande, il a fait valoir les droits à l'information de la presse contre les organismes fédéraux en arguant que le ministère allemand de l'Intérieur voulait restreindre ces droits et de facto les abolir. Hans-Wilhelm Saure mène également des enquêtes sur le régime nazi et la dictature en RDA.



M. Dick SCHOOF

Pays-Bas, Coordinateur national pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme des Pays-Bas

Dick Schoof a été nommé coordinateur national pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme le 1er mars 2003. Il est en charge de la cybersécurité, l'anti-terrorisme et la gestion des crises. Pendant toutes ces années au sein du service public, il a occupé les postes de directeur de l'immigration et du service de la naturalisation, secrétaire général adjoint du Ministre de la justice, directeur général de la sûreté publique et de la sécurité auprès du Ministre de l'intérieur et des relations au sein du Royaume et directeur général de la police au ministère de la sécurité et de la justice.



Mme Robin SCLAFANI

Belgique, Directrice de CEJI- Une contribution juive pour une Europe inclusive

Robin Sclafani est la directrice du CEJI – Une contribution juive pour une Europe inclusive, l'organisation juive européenne, leader dans le domaine de l'éducation à la diversité, le dialogue interculturel, et la lutte contre la discrimination. Riche de plus de 25 ans d'expérience dans le développement et les programmes de formation de sensibilisation à la diversité et contre les préjugés, Mme Sclafani est l'architecte de la série de programmes de formation liés au projet primé Belieforama : une approche panoramique sur les questions de croyance et de religion. Titulaire d'une maîtrise en résolution de conflits de l'université d'Antioch, elle était boursière Fulbright à la Commission européenne en 1998.



M. Alexander SEGER

Allemagne, Chef de la Division Cybercriminalité, Conseil de l'Europe

Alexander Seger est au Conseil de l'Europe depuis 1999. Il est le secrétaire exécutif du Comité des Parties à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et à la tête du Bureau du Programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC) à Bucarest, Roumanie, dont la mission est d'aider les pays du monde entier à renforcer leur capacité de lutte contre la cybercriminalité. Avant 1999, il travaillait à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à Vienne / Autriche, au Laos et au Pakistan. Alexander Seger a étudié à Heidelberg, Bordeaux et Bonn et est docteur en science politique, droit et anthropologie sociale.



M. Seth SELLECK

Suède, Coordinateur Jeunesse, Municipalité de Simrishamn, Suède
Seth Selleck est le coordinateur jeunesse de la municipalité de Simrishamn, Suède. Il a développé divers projets axés sur la coopération interculturelle, y compris un magazine international pour la jeunesse, Cultural Horizons, qui a été publié dans les années 1990. Après avoir entendu l'auteur nigérian, Chimamanda Ngozi Adichie, lors de la conférence sur "le danger d'une seule histoire", Seth a trouvé l'inspiration pour développer de nouveaux moyens de favoriser la communication interculturelle. Sachant que les jeunes sont une ressource précieuse pour trouver des solutions créatives, il a développé avec eux le jeu de carte « More than one Story » (Plus qu'une seule histoire)



Mme Najiba SHARIF

Afghanistan, Journaliste, Lauréate du Prix alsacien de l'engagement démocratique
Najiba Sharif a fait ses débuts à la radiotélévision nationale afghane en 1982. Après la chute du régime des talibans, elle devient rédactrice en chef du magazine Roz (« Le Jour »). L'idée est alors d'éclaircir la vie des femmes afghanes. En 2004, elle quitte le magazine Roz pour devenir, à la demande du Président Karzai, l'équivalent de secrétariat d'Etat afghan à la condition féminine. Souffrant de s'éloigner progressivement du peuple dans un gouvernement où elle n'a pas le sentiment de pouvoir s'exprimer librement, elle quitte le Secrétariat d'Etat en 2006 et est élue pour 5 ans députée de la région de Kaboul. Cible d'une fatwa des talibans, elle a rejoint la France avant même la fin de son mandat, en 2011, en tant que réfugiée politique – avec Mulhouse pour point de chute. Bien qu'exilée, Najiba Sharif continue de militer pour la défense des droits des femmes et des minorités dans son pays d'origine.



M. Sten SORENSEN

Danemark, Superintendent en chef adjoint, Chef de l'Unité de prévention du crime, Police du Jutland de l'Est, Police danoise

M. Sorensen est fonctionnaire de police depuis 27 ans. Ces dix dernières années il a travaillé au district de police du Jutland de l'est. En plus d'être le chef de l'unité de prévention du crime, il est le chef de la police locale de Grenaa et chef du service des étrangers. De 2012 à 2013, il a été le chef de la mission de la police danoise en Afghanistan. Il y a encadré le chef de la police du district à Gereshk, province de Helmand. Ses principales tâches étaient d'encadrer la coopération au niveau de la province et du district, la coopération entre le chef de la police, le gouverneur du district et les militaires afghans dans la zone. En 2011 et 2012 il a été le chef de la mission de la police danoise en Iraq encadrant les dirigeants de l'académie de police iraquienne.



M. Robert SPANO

Islande, Juge à la Cour européenne des droits de l'homme

Le juge Robert Spano a été élu à la Cour européenne des droits de l'homme en 2013 au titre de l'Islande. Avant de prendre ses fonctions judiciaires, il a servi en tant que Médiateur du Parlement islandais en 2009-2010 puis en 2013. Il a été doyen de la Faculté de droit de l'Université d'Islande de 2010 à 2013, et a été nommé professeur de droit en 2006. Il était président du Comité permanent d'experts en droit pénal du ministère de la Justice de 2003 à 2009 et de 2011 à 2013. Il était aussi le délégué islandais au Comité européen pour les problèmes criminels et un expert indépendant pour le Comité de Lanzarote du Conseil de l'Europe. Il a été nommé juge ad hoc de la Cour AELE en 2012. Le Juge Spano est diplômé de l'Université d'Islande et de l'Université d'Oxford.



Mme Despina SYRRI

Grèce, Directrice de l'École d'études politiques de Grèce

Despina Syrri a travaillé avec les organisations internationales et les ONG en Afrique australe et en Europe du Sud-Est sur le développement post-conflit, les migrations, les réfugiés et les frontières. Elle a enseigné les sciences politiques et l'anthropologie, publié des articles et des livres en grec, en slave et en anglais ainsi que des documents et recherches. Depuis 2011, Despina est la présidente de Symβiosis (Thessalonique, Grèce) et depuis 2014, elle est la directrice fondatrice de l'École citoyenne d'études politiques de Grèce.



Mme Herdis Kjerulf THORGEIRSDOTTIR

Islande, Vice-Présidente de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), Conseil de l'Europe, Professeur à la Faculté de Droit, Université de Bifrost

Dr Herdís Thorgeirsdóttir est avocate à Reykjavik. Elle a été nommée professeur de droit constitutionnel et des droits de l'homme à la Faculté de droit, Université de Bifrost en 2004. Depuis 2003, elle est membre du réseau d'experts juridiques qui s'assure que la Commission européenne est tenue informée des développements juridiques importants dans le domaine de l'égalité des sexes au niveau national, et de leur impact. Après avoir été vice-présidente depuis 2005, elle est élue présidente de l'Association européenne des femmes juristes (EWLA) en 2009 et réélue en 2011. Elle a été nommée membre de la Commission de Venise, la Commission européenne pour la démocratie par le droit en 2010 après avoir été membre suppléante au nom de l'Islande depuis 2003. Elle a été présidente de la Sous-Commission sur les droits de l'homme de la Commission de Venise de 2011 à 2013. En décembre 2013 elle est élue vice-présidente de la Commission de Venise. Elle est membre du conseil d'administration de l'Académie de Droit européen à Trèves depuis 2012.



Mme Francesca TRALDI

Italie, Secrétaire Générale de la Fondation Magna Carta

Francesca Traldi est consultante politique et Secrétaire Générale de la Fondation Magna Carta, un think tank libéral basé à Rome qui se concentre sur les politiques et les relations internationales. Elle est la fondatrice du réseau inter-partis « Save the choice » qui surveille la liberté de choix des citoyens européens. Elle est experte dans le domaine des campagnes locales et de sensibilisation.



Mme Claudia UNGER

Autriche, Chef de l'Institut Afro-Asiatique/ Graz

Dr Claudia Unge est chef de l'Institut Afro-Asiatique-Graz. Elle a étudié la littérature et l'histoire et a enseigné à l'université de la Havane, Cuba, et à Pecs en Hongrie. Elle a également été consultante pédagogique pour les jeunes adultes et consultante en politique sociale au diocèse Graz-Seckau. Depuis 2010, elle dirige l'Institut Afro-Asiatique à Graz. Elle est membre du Conseil des Droits de l'homme de la ville de Graz, membre du Conseil d'Administration de « Friendsbüro » de la ville de Graz et présidente de l'association « Friends of Cuba ».



M. Dirk VAN EECKHOUT

Belgique, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'Europe

Dirk Van Eeckhout est Ambassadeur et Représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'Europe depuis 2013. De 2009 à 2013, il a été Ambassadeur de Belgique à Santiago du Chili et de 2007 à 2009 conseiller du ministre des Affaires étrangères et du vice-Premier Ministre De Gucht. Il a été ambassadeur de Belgique au Nigeria, Bénin et au Togo et représentant permanent de la Belgique auprès de la CEDEAO (Organisation économique des États d'Afrique de l'Ouest) de 2004 à 2007. Avant cela, Dirk Van Eeckhout était consul général de Belgique à Osaka et premier secrétaire à l'Ambassade de Belgique à Tokyo, ainsi que représentant de la Belgique à l'OIBT (Organisation internationale des bois tropicaux).



Mme Jamila VENTURINI

Brésil, Chercheuse, Centre pour la Technologie et la Société, FGV Rio Law School

Jamila Venturini est une journaliste et chercheuse brésilienne ayant une expérience dans les organisations de droits de l'homme. Son expérience de la recherche inclut le droit à l'éducation et à la culture au Brésil (2009), les ressources éducatives libres (2014) et la transparence et le droit à l'information (2014). Elle est actuellement chercheuse au Centre pour la Technologie et la Société (CTS/FGV) à Rio de Janeiro. En tant que journaliste, Jamila a travaillé comme assistante de communication pour Article 19 Brésil, Open Knowledge Brasil et d'autres ONG. Elle a également coordonné le projet Friends of Januária qui était parrainé par Rising Voices, co-réalisé le documentaire "Mapuche: gente da terra", primé au Festival International Pachamama en 2013.



M. Leen VERBEEK

Pays-Bas, Commissaire du roi de la Province de Flevoland, vice-Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Leen Verbeek est commissaire du Roi de la province de Flevoland, Pays-Bas, et Vice-Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. Il est engagé dans la promotion de la démocratie et des droits de l'homme aux niveaux local et régional dans toute l'Europe. En tant que rapporteur thématique sur la lutte contre la radicalisation, il a présenté un rapport sur les lignes directrices à l'attention des autorités locales et régionales sur la prévention de la radicalisation. Leen Verbeek est également co-fondateur et président de International Tree Fund, qui réalise des projets de développement rural en Amérique latine.



M. Cédric VISART DE BOCARME

Belgique, Président du Conseil consultatif de procureurs européens du Conseil de l'Europe

Depuis Janvier 2015, M. Visart de Bocarmé est président du Conseil consultatif des procureurs européens (CCPE) du Conseil de l'Europe. En 2011, il avait été nommé chef de cabinet du ministre de l'Intérieur et fin 2012, il intègre les relations internationales du parquet fédéral de Belgique où il exerce toujours ses fonctions de procureur. M. Visart de Bocarmé a représenté le ministère public belge aux conférences Eurojustice en 2005, 2006 et 2007. Il représente la Belgique et est membre du Forum des procureurs de l'Union européenne depuis sa création en 2010. M. Visart de Bocarmé a été nommé procureur général près la Cour d'appel de Liège en 2005 pour un mandat de 7 ans. Il a présidé le Collège des procureurs généraux de Belgique en 2006 et 2009.



M. Ljubisa VRENCEV

Grèce, SymBiosis, Reponsable des Programmes

M. Ljubisa Vrenčev est directeur de programme au SymBiosis à Thessalonique, Grèce. Depuis 1997, il collabore avec des ONG nationales et internationales sur les médias, la migration et la lutte contre la discrimination en Grèce, ainsi que sur le développement et la migration forcée dans les Balkans occidentaux. Il a consulté l'UNOPS, le PNUD, Cooperazione Italiana et l'OIM sur l'évaluation des conditions des réfugiés et sur le développement de politiques pour des retours durables. Il est titulaire d'une maîtrise sur le développement local pour les Balkans de l'Université de Trente et de Université libre Bolzano / Bozen. Il a coordonné l'évaluation d'urgence sur la migration dans les îles de la mer Égée en août et septembre 2015.



M. Steven WAGENSEIL

USA, Président a.i. du Conseil pour la Communauté des démocraties

Steven Wagenseil est un diplomate américain à la retraite. Il a assuré plusieurs fonctions dans le domaines des affaires africaines et multilatérales (y compris à Strasbourg). Depuis 2002 il coopère avec des organisations régionales et internationales – OSCE/ BIDDH, UNDP et l'UNEAD, la Communauté des Démocraties – sur la promotion et la protection des droits de l'homme, les élections et la démocratie. Il travaille actuellement avec des organisations de la société civile dans le cadre de la Communauté des Démocraties, pour s'assurer que les gouvernements écoutent les – et agissent en faveur des – citoyens. Actif également dans le domaine de l'éducation à la démocratie, il soutient les pays dans leur développement des plans d'action nationaux pour les élections.



M. Iain WALKER

Directeur exécutif de la Fondation newDemocracy

Iain dirige les travaux de la Fondation NnewDemocracy en Australie qui mène de véritables essais pour développer des processus innovants de démocratie avec les élus. NDF évalue le niveau de confiance du public, s'il génère des décisions et s'il permet d'élargir le programme de travail des élus. L'objectif de la Fondation est d'explorer des processus plus délibératifs, moins conflictuels et plus inclusifs – et de défendre sa part de rôle complémentaire dans nos structures démocratiques. NDF est persuadé qu'il faut poser la question aux citoyens de manière positive « Comment pouvons-nous mieux nous gouverner ? » plutôt que de contribuer à une culture de la plainte.



M. Gert WESTERVEEN

Pays-Bas, Représentant de l'UNHCR auprès des institutions européennes à Strasbourg

Gert Westerveen a plus de vingt ans d'expérience au sein du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), travaillant sur les questions des réfugiés dans plusieurs pays d'Europe, des Balkans occidentaux ainsi qu'en Afrique centrale et orientale. Avant de rejoindre le HCR, il a travaillé à l'Institut néerlandais des droits de l'homme et à l'Union interparlementaire à Genève. Il a également été un participant actif dans divers débats publics et conférences sur les questions des réfugiés.



M. Kirk WIEBE

USA, Ancien analyste à l'Agence de sécurité américaine (NSA)

Parmi les différentes fonctions occupées pendant sa longue carrière à la NSA, Kirk Wiebe a dirigé une équipe d'analystes qui a obtenu la citation pour service méritoire de la part du directeur de la CIA, et lui-même a obtenu le prix du service civil méritoire, deuxième plus haute distinction de la NSA pour son important travail accompli sur les systèmes d'armes stratégiques étrangers. En 2002, alors qu'il était évident que la NSA empruntait la mauvaise voie, K. Wiebe a tenté de lancer des alertes sur la collecte illégale d'informations sur d'innocents citoyens américains de la part de la NSA. Malgré le fait qu'il a informé deux sénateurs de la commission permanente sur le renseignement, et écrit au Chief Justice de la Cour Suprême, rien n'a changé et personne n'a été tenu pour responsable. K. Wiebe et ses collègues, avec un ancien responsable de la NSA, Thomas Drake, continuent de militer activement en prêtant serment lors de procès, en informant les médias, à travers des apparitions publiques pour que la justice et la législation freinent les violations de la NSA de la Constitution américaine.



M. Tim WILSON

Australie, Commissaire australien aux droits de l'homme

Tim Wilson est le Commissaire australien aux droits de l'Homme et a été surnommé le "Commissaire aux libertés" parce qu'il se concentre sur la promotion classique des droits et libertés humains, y compris la liberté d'expression, d'association, la liberté religieuse, les droits de la propriété et l'égalité devant la loi. Il apparaît régulièrement à la radio et à la télévision et écrit pour des journaux nationaux australiens. Il était auparavant consultant en communication et en politique commerciale et conseiller politique pour un think tank de marché de libre échange à but non lucratif. Il a également siégé aux conseils d'administration de grands hôpitaux et universités. Il est titulaire d'une maîtrise de l'Université Monash.



Mme Eleonora Zbanke

Fédération de Russie, Activiste des droits de l'homme

Activiste des droits de l'homme et artistiquement impliquée dans la lutte pour les droits et la protection des personnes LGBT en Russie, Eleonora connaît la répression, le contrôle. En tant que réalisatrice de films, mais aussi formée à la psychologie, métisse et lesbienne, Eleonora a fait le choix de poursuivre ses projets, toujours aussi critiques et investis, en France, où elle vit depuis quelque temps. Elle nous apporte un regard lucide sur la limite fragile entre contrôle, surveillance et liberté.



M. Antonios ZIKOS

Grèce, Directeur de la prison "Saint Stefan" de Patras

Antonios Zikos est le directeur de la prison "Saint Stefan" de Patras (région d'Achaïe, ouest de la Grèce). Il est fonctionnaire et a occupé plusieurs fonctions sous l'autorité du ministère de la justice en Attique. Il partage ses connaissances sur les TIC, la comptabilité et les procédures administratives ainsi que des services de qualité basés sur l'égalité pour les citoyens. Il applique les principes de non-discrimination dans l'école de la prison et dans les locaux de la prison.



M. Hems ZWIER

Pays-Bas, Blogueur, Conseiller en médias sociaux

Hems Zwier est le fondateur et l'«inspirateur» du Social Innovation Lab, une organisation de maillage qui pilote de nouveaux concepts pour la société moderne. En tant qu'enseignant, il forme les futurs gestionnaires à devenir le changement positif et à créer un monde durable. Les mots-clés de son travail sont innovation sociale, entrepreneuriat social, co-création, société réinventée, leadership et l'utilisation stratégique des médias sociaux, et le renforcement de la communauté. Il pense que le monde moderne est mieux compris en tant qu'écosystème tout connecté et utilise ce paradigme comme un facilitateur pour résoudre les problèmes majeurs. Il est un ardent défenseur du travail avec les citoyens pour évaluer les tendances de la société

Dans le cadre du programme Off, riche de plus de 20 manifestations, les citoyens strasbourgeois et alsaciens sont conviés à s'emparer des mille et une questions soulevées par le fait démocratique.

Des médias de référence tels *Courrier international*, *France Culture*, *RSF*, *Arte*, *France 3 Alsace* ont accepté d'accompagner cette aventure et de proposer à des experts et à des journalistes de venir débattre à Strasbourg des sujets brûlants de notre époque, comme en témoigne cette programmation exceptionnelle.

L'autre apport essentiel est celui des différents partenaires associatifs locaux, qui chacun, dans son champ de compétences, questionne la démocratie au quotidien et partage aujourd'hui ses investigations avec le grand public...

On suivra notamment :

Des rencontres avec des auteurs, journalistes et penseurs tels que Alain Touraine, Jean Hatzfeld, Alain Finkielkraut ou encore Christine Ockrent,

Des débats organisés par la rédaction de *Courrier international* et *RSF*, la remise du prix RSF pour la liberté de la presse, Le Festival International du Film des Droits de l'Homme et le cycle Démocratie et Cinéma au cinéma l'Odyssee,

Des expositions sur la liberté de la presse et le prix Sakharov, Un spectacle du dessinateur Philippe Geluck ... et bien d'autres manifestations à découvrir sur forum-mondial-democratie.org

LUNDI 16 NOVEMBRE

- Le siècle des journalistes**, volume 1 *Odyssee* - 14 h 10
Alain Touraine « Nous, sujets humains » *Aubette* - 17 h 30
Exposition Dessins en liberté *Aubette* - 18 h 30

MARDI 17 NOVEMBRE

- Atelier de formation à la sécurité numérique**
Club de la presse 8 h 30
Azerbaïdjan
 l'impunité, jusqu'à quand ? *Librairie Kléber* - 12 h 30
Rencontre avec Thierry Wolton
 « Histoire mondiale du communisme » *Librairie Kléber* - 17 h
Exposition 30 ans de campagnes RSF et Projet *Anything to say*
Place Kléber - 18 h
Cérémonie du prix RSF *Odyssee* - 19 h

MERCREDI 18 NOVEMBRE

- Thaïlande, Vietnam, Cuba**
 ces pays où vous passez vos vacances *Librairie Kléber* - 12 h 30
Jeunesse et liberté d'expression *Aubette* - 14 h
Rencontre avec Jean Hatzfeld
 « Un papa de sang » *Aubette* - 17 h 30
Drahi-Bolloré
 racheter des médias, le shopping des riches ? *Aubette* - 19 h
Concert en faveur de la paix
 avec Léna Chamamy et André Manoukian *Cathédrale* - 20 h 30

JEUDI 19 NOVEMBRE

- Rencontre autour du programme Européen Jeunesse Erasmus**
Foyer de l'étudiant catholique - 9 h
Peace, shalom, salam *Hôtel de Ville* - 14 h
Rencontre avec Nicolas Hénin *Aubette* - 17 h
Demain ne peut attendre *Place Kléber* - 18 h
Prix alsacien de l'engagement démocratique
Maison de la région - 18 h

- La prémonition de Socrate** Institut d'études politiques - 18 h 30
La défense européenne pour quoi ? contre qui ? Lieu d'Europe - 18 h 30
Trois philosophes à Strasbourg Librairie Kléber - 19 h
Un œil sur vous, citoyens sous surveillance Odyssee - 20 h
3ème nuit de la Philosophie Librairie Kléber - 20 h 30

VENDREDI 20 NOVEMBRE

- France Culture : CulturesMonde** Librairie Kléber - 11 h
Forum des enfants Conseil de l'Europe - 14 h
France Culture : L'atelier du pouvoir Librairie Kléber - 15 h
La fin du rêve européen ? avec Enrico Letta Aubette - 16 h
France Culture : Affaires étrangères Librairie Kléber - 17 h
Débat autour de l'exposition Dessins en liberté Aubette - 18 h
France Culture : Du grain à moudre Librairie Kléber - 18 h 20
Projection : La chasse aux sorcières Odyssee - 20 h 30

SAMEDI 21 NOVEMBRE

- Liloba** Place Kléber - 15 h 30
Rencontre avec Alain Finkielkraut « La seule exactitude » Aubette - 15 h 30
Spectacle de Philippe Geluck Aubette - 17 h 30

DIMANCHE 22 NOVEMBRE

- Le prix Sakharov à l'honneur** Lieu d'Europe - 15 h

TOUT AU LONG DU FORUM

- Exposition 30 ans de campagnes RSF** Place Kléber
Anything to say Place Kléber
Dessins en liberté Aubette
Sakharov à l'honneur Lieu d'Europe
Demain ne peut attendre Place Kléber
Le siècle des journalistes Odyssee
Festival International des Droits de l'Homme Divers cinémas
Cycle Démocratie et Cinéma Odyssee
Projet Kinact 2015 – Oyo Nini ?! Aubette
Do not track Aubette

STRASBOURG CENTRE VILLE



1
Gare
Place de la Gare



2
Aubette
31 place Kléber

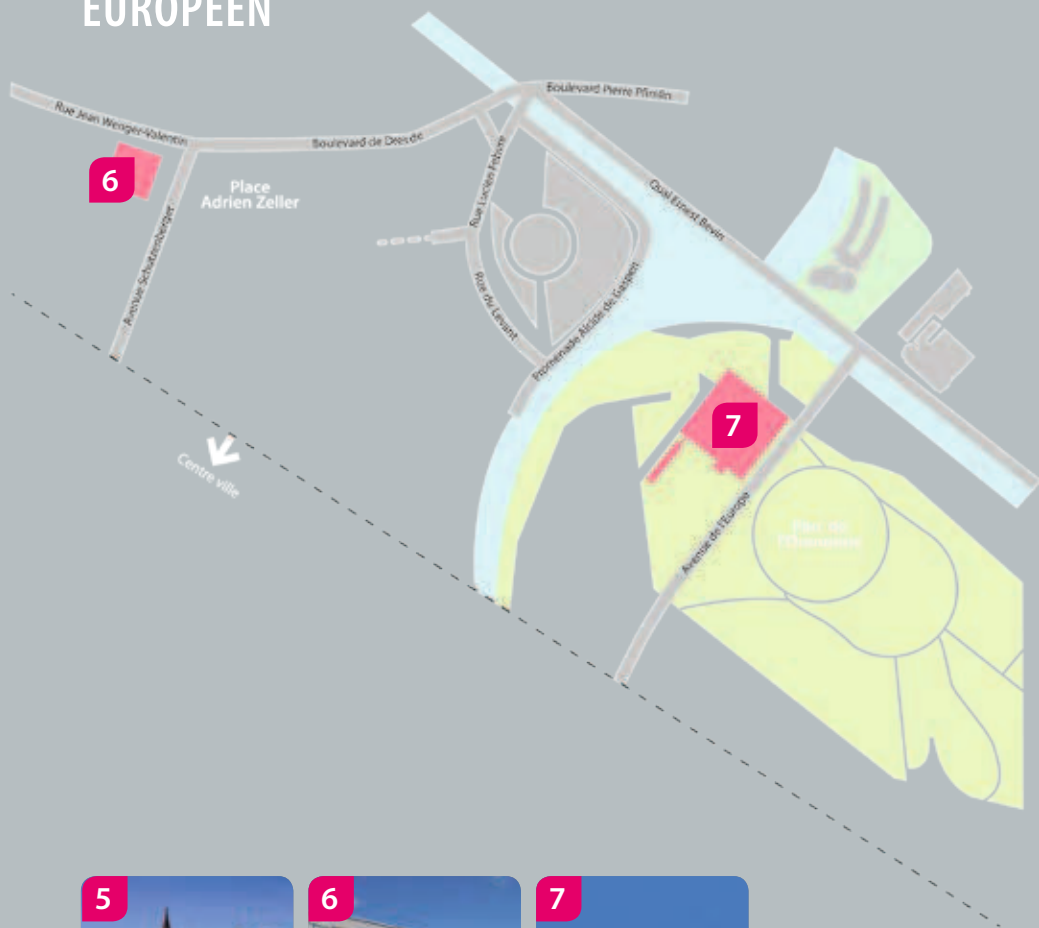


3
Hôtel de Ville
9 Rue Brûlée



4
Cathédrale
Place de la Cathédrale

QUARTIER EUROPÉEN



5
Palais Rohan
2 Place du Château



6
Conseil régional
d'Alsace
1 place Adrien Zeller



7
Conseil de l'Europe
Avenue de l'Europe

PARTENAIRES

Le Forum mondial de la Démocratie est organisé par le Conseil de l'Europe en partenariat avec la ville de Strasbourg, la région Alsace, le gouvernement français et le Parlement européen.



■ How can individual freedoms and the right to safety be reconciled?

This question – intrinsic to any democratic system – challenges democracies around the world. Today more than ever they need to confront the direct threats of violent extremism and terror, and also others, more subtle, such as online hate speech and cybercrime. New technologies also hold the key to some of the answers.

It is essential to remain alert and find the right balance between freedom and prevention of risks.

How and through what means can the State exercise control?

At what point does it risks crushing individual freedoms?

Should we give up some basic rights in the name of security, in order to prevent radicalisation, the spread of terrorist networks and the risk of terrorist strikes?

Is it justified to bend the law in specific cases?

For example, is it acceptable to block certain social networks or web sites?

Should there be limits to freedom of expression? Should it be absolute, or can it be held responsible for instigating hatred?

Such questions are at the heart of the fourth edition of the Strasbourg World Forum for Democracy which focuses on a theme in phase with the world news and the vigorous debate on a global scale: *Freedom vs. Control: for a democratic response*.

The global nature of threats calls indeed for a global response, and for a return to universal principles, in particular those of the Universal Declaration of Human Rights.

Organised jointly by the Council of Europe, the European Parliament, the French authorities, the Alsace Region and the City of Strasbourg, the World Forum for Democracy is already an influential rendezvous on the international agenda. Personalities around the world meet at the Forum to debate the challenges for democracy in the light of global developments. This Forum edition is no exception, echoing directly the key concerns of States as well as the growing concerns of citizens.

Thorbjørn Jagland, Secretary General of the Council of Europe

Laurent Fabius, Minister for Foreign Affairs of France

Philippe Richert, President of the Alsace Regional Council, former Minister

Roland Ries, Mayor of Strasbourg

FREEDOM VS CONTROL:

FOR A DEMOCRATIC RESPONSE

CHALLENGE

Democracies across the world feel increasingly vulnerable to a diverse range of threats – from violent extremism to economic, technological, environmental and geopolitical risks. Fear, and particularly the fear generated by violent attacks such as those carried out in 2015 in Paris, Copenhagen and in other parts of the world, destabilises societies. The lack of guarantees for the protection of personal data sharpens anxieties. In this context, the growing tension between the concern for safety and the protection of freedoms is one of the key challenges facing democracies today.

How to maintain a balance between security and freedom in a democratic society under threat? Can democracies resist the escalation of fear and formulate responses based on civic responsibility and active citizenship? Can they deal effectively with security risks linked to the digital revolution without jeopardising individual rights and freedoms, the benefits of the digital revolution and democratic institutions?

These questions will be in focus at the 2015 World Forum for Democracy.

OBJECTIVE

The objective of the Forum 2015 is to identify ways of reinforcing democratic oversight over the security responses, to address fear and to guarantee media freedom in a context of weakened security. Decision-makers, opinion leaders and social innovators will debate about the approaches to be adopted at the international, national, regional and local levels in order to ensure the protection of freedom in democracy facing violence and extremism.

These exchanges will be based upon initiatives and ideas which have been selected through an open call and will be submitted for critical review by Forum participants.

Guidelines will form the Forum's debates in order to help inspire States, local authorities and organisations across the world and pave the way for future work by the Council of Europe and other organisations in this field.

The most promising initiatives presented at the Forum will be included in a 'democracy innovation incubator', developed by the Council of Europe. The Forum's growing alumni network serves as a tool for the dissemination and mainstreaming of ideas and innovation.

FORMAT

■ The Forum will consist of plenary sessions with high-level speakers. Three such plenary sessions have been foreseen:

1. **Surveillance** – what is the right dose?
2. **Lifting the veil of fear** – building trust and resilience in diverse societies
3. **Media responsibility** in "the age of terror"

A closing plenary session will summarise inputs and draw up conclusions.

In addition to the plenary sessions, smaller sessions/labs (19 in all) will critically assess realised initiatives or novel ideas corresponding to the Forum's themes. The key conclusions and lessons learnt from the labs will be discussed in a summing up session between rapporteurs in order to prepare the Forum's overall conclusions.

In a designated youth session, young people from the Alsace region and the city of Strasbourg will prepare solutions for greater tolerance and living together in society. In the hemicycle they will vote for the best solution which will be included in the Forum's conclusions.

The Forum will also include a Hackathon (a term combining a "hack" – solution – and marathon) for the creation of an incubator of democratic innovation at the Council of Europe. The Hackathon will enable spontaneous discussions, fresh ideas and new alliances to emerge between Forum alumni and other social innovators. The aim of the Hackathon is to develop strategies for increasing the impact and reach of democracy innovations in institutionalised decision-making.

Cartoonists will illustrate the lab sessions live.

An interactive, live graffiti performance with the Forum participants will complete the Forum's artistic programme.

PROGRAMME

Wednesday **18** November 2015

Morning				
BREAK>				
Afternoon		Presentation of FRA's report Room 1 (14:15-15:00)	Presentation of PEW's report Room 7 (14:15-15:00)	
	Venue	Council of Europe (15:30 - 19:45)		
	Room	Hemicycle Retransmission in Rooms 10 & 11		
	Interpretation	FR/EN/RU/DE/AR		
		▶	Opening Session	
		▶	Plenary session 1 Surveillance - what is the right dose ?	
	▶	Plenary session 2 Lifting the veil of fear		
Welcome Reception - Blue Restaurant - Council of Europe				

Thursday 19 November 2015

Venue	Council of Europe (9:00 - 10:30)									
Room	Hémicycle									
Interpretation	FR/EN/RU/DE									
▶	Plenary Session 3 Media Responsibility in the «age of terror»									
CHALLENGE 1 : Ensuring security and bringing surveillance under control										
Venue	Council of Europe (11:00 - 12:30)									
Room	5	1	2	10	9	11	7			
Interpretation	FR EN DE	FR EN	FR EN RU	FR EN RU	FR EN	FR EN	FR EN			
LAB	1	2	3	4	5	6				
▶	Legal Responses	Technological Responses	Citizen Oversight	Civil society Responses	Network Responses	Prosecutor's responses	Story Telling			
LUNCH BREAK (12:30 - 14:00)										
CHALLENGE 2 : Liberating society from fear and nurturing the desire for freedom										
Venue	in town	Council of Europe (14:00 - 15:30)								
Room		1	3	9	10	5	11	2	7	
Interpretation	FR EN	FR EN GR	FR EN	FR EN RU	FR EN	FR EN	FR EN	FR EN	FR EN	
LAB	7	8	9	10	11	12	13	14		
▶	Interfaith Responses	Anti-hate Responses	Intercultural responses	Leaders countering extremism	Freedom games	Countering radicalization	Protection for Migrants	Protection of civic space	Story Telling	
CHALLENGE 3 : Freedom of information in the «age of terror»										
Venue	Council of Europe (16:00 - 17:30)									
Room	9	2	10	11	5	1	projection			
Interpretation	FR EN RU	FR EN	FR EN	FR EN RU	FR EN					
LAB	15	16	17	18	19					
▶	Safe Whistleblowing	Protection of journalists and freedom of information	Framing freedom of expression?	Civic action for media freedom	Who controls the internet ?	Film and debate The Good American	Film and debate The Land between			
Venue	Council of Europe (18:00 - 19:00)									
Room	Hémicycle									
Interpretation	FR/EN/RU/DE									
▶	Dialogue with international leaders on FREEDOM VS CONTROL									

GRAFITTIWALL - Lobby of the Committee of Ministers (09:00 - 18:00)

Friday 20 November 2015

Venue	Conseil de l'Europe (09:00 - 12:30)									
Room	Hémicycle									
Interpretation	FR/EN/RU/DE									
▶	Plenary Session 4 The Democratic response Theme reports and debate									
▶	Closing session									
▶	Democracy Innovation Award									
LUNCH BREAK (12:30 - 14:00)										
Venue	Conseil de l'Europe (13:30 - 16:00)									
Room	Hemicycle Retransmission in Room 1									
Interpretation	No interpretation									
▶	«School as a means for democracy and living together» Participation of 1200 Pupils of the Alsace Region									

HACKATHON - Rooms 3, 6 and 7 (upon invitation only)

SUMMARY OF THE PROGRAMME

■ Tuesday, 17 November 2015

19.00 REPORTERS WITHOUT BORDERS AWARD CEREMONY

Odyssée, 3 Rue des Francs Bourgeois

■ Wednesday, 18 November 2015

14.15 / 15.00 SIDE EVENTS :
PRESENTATION OF PEW RESEARCH CENTER'S NEW REPORT ON PUBLIC OPINION AROUND THE WORLD TOWARD DEMOCRACY AND CIVIL LIBERTIES ;
PRESENTATION OF THE EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS : REPORT ON SURVEILLANCE BY INTELLIGENCE SERVICES – FUNDAMENTAL RIGHTS SAFEGUARDS AND REMEDIES IN THE EU

15.30 / 16.00 OFFICIAL OPENING

Welcome words by the World Forum for Democracy organisers, Council of Europe hemicycle

16.00 / 16.30 OPENING STATEMENTS

Council of Europe hemicycle

16.30 / 16.45 INTRODUCING THE BIG PICTURE

16.45 / 18.15 PLENARY SESSION 1: SURVEILLANCE – WHAT IS THE RIGHT DOSE?

Council of Europe hemicycle

18.15 / 18.30 BREAK

18.30 / 19.45 PLENARY SESSION 2: LIFTING THE VEIL OF FEAR – BUILDING TRUST AND RESILIENCE IN DIVERSE SOCIETIES

Council of Europe hemicycle

19.45 WELCOME RECEPTION

Blue Restaurant of the Council of Europe

■ Thursday, 19 November 2015

09.00 / 18.00 LIVE GRAFFITI PERFORMANCE, LOBBY OF THE COMMITTEE OF MINISTERS

9.00 / 10.30 PLENARY SESSION 3: MEDIA RESPONSIBILITY IN THE "AGE OF TERROR"

Council of Europe hemicycle

10.30 / 11.00 BREAK

11.00 / 12.30 FREEDOM AND CONTROL: YOUNG PEOPLE TELL THEIR STORY

11.00 / 12.30 LAB SERIES 1 – CHALLENGES AND RESPONSES

Challenge 1: Ensuring security and bringing surveillance under control

12.30 / 14.00 LUNCH BREAK**14.00 / 15.30 FREEDOM AND CONTROL : YOUNG PEOPLE TELL THEIR STORY****14.00 / 15.30 LAB SERIES 2 – CHALLENGES AND RESPONSES**

Challenge 2: Liberating society from fear and nurturing the desire for freedom

15.30 / 16.00 BREAK**16.00 / 17.30 LAB SERIES 3 – CHALLENGES AND RESPONSES**

Challenge 3: Freedom of information in the “age of terror”

16.00 / 18.00 SIDE EVENTS :
SCREENING OF THE MOVIE “A GOOD AMERICAN” (2015) BY FRIEDRICH MOSER AND DEBATE WITH THE DIRECTOR AND WHISTLEBLOWERS
SCREENING OF THE MOVIE “THE LAND BETWEEN” (2014) BY DAVID FEDELE AND DEBATE WITH THE DIRECTOR

17.30 / 18.00 BREAK**18.00 / 19.00 DIALOGUE WITH INTERNATIONAL LEADERS ON FREEDOM VS CONTROL – SPONSORED BY INTERNATIONAL IDEA**

Council of Europe hemicycle

18.00 AWARD CEREMONY OF THE ALSATIAN PRICE FOR DEMOCRATIC ENGAGEMENT AND SPONSORSHIP OF PERSONALITIES IN DIFFICULTY

Maison de la Région, 1 Place Adrien Zeller

■ Friday, 20 November 2015

09.00 / 18.00 DEMOCRACY INNOVATION HACKATHON

Upon invitation only

09.00 / 11.00 PLENARY SESSION 4: THE DEMOCRATIC RESPONSE – THEME REPORTS AND DEBATE WITH PANELISTS**11.00 / 11.30 BREAK****11.30 / 12.30 CLOSING SESSION AND DEMOCRACY INNOVATION AWARD**

Council of Europe hemicycle

12.30 / 14.00 LUNCH BREAK

12.45 / 13.45 LAUNCH OF THE HANDBOOK OF EUROPEAN LAW ON THE RIGHTS OF THE CHILD BY THE COUNCIL OF EUROPE, INCLUDING THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS, AND THE EU AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS

14.00 / 16.00 CHILDREN’S FORUM

Council of Europe hemicycle

PROGRAMME

■ Tuesday, 17 November 2015

19.00 REPORTERS WITHOUT BORDERS AWARD CEREMONY

Odyssée, 3 Rue des Francs Bourgeois

The largest independent organization for the defense and promotion of freedom of information in the world awards an international prize each year since 1992. In partnership with TV5 Monde, its objective is to encourage, support and publicize the work of journalists, media and net-citizens who contribute significantly to the defense or promotion of freedom in the world. A prestigious jury elects the winners among the nominees selected by the team at Reporters without Borders and its 130 correspondents. The award ceremony, open to the public, takes place for the third time in Strasbourg in the presence of the winners, elected officials and media personalities.

PRESENTED BY : **Bernard DE LA VILLARDIERE** in the presence of :

Mr Thorbjørn JAGLAND

Secretary General of the Council of Europe

Mr Roland RIES

Mayor of Strasbourg

Mr Philippe RICHERT

President of the Regional Council of Alsace, former Minister

Mr Christophe DELOIRE

Secretary General of Reporters without Borders

Mr Éric CHOL

President of Reporters without Borders

■ Wednesday, 18 November 2015

14.15 / 15.00 SIDE EVENTS : PRESENTATION OF PEW RESEARCH CENTER'S NEW REPORT ON PUBLIC OPINION AROUND THE WORLD TOWARD DEMOCRACY AND CIVIL LIBERTIES

Room 7, Palais de l'Europe

The World Forum for Democracy will host the first public event for a new Pew Research Center report on public opinion around the world toward democracy and civil liberties. The report, which is based on a new survey

of 38 nations across the globe, explores views about the importance of various democratic rights and institutions, and examines how people think about free speech and freedom of the press. How much do opinions about free expression vary, depending on the type of speech in question? Are there situations in which people believe governments should be able to prevent media organizations from publishing information about politics, economics, or national security? Richard Wike, the Pew Research Center's Director of Global Attitudes Research, will present the findings from the survey, and will discuss the ways in which results differ across countries and within countries.

MODERATOR : **Ms Claudia LUCIANI**

Director, Directorate of Democratic Governance, Council of Europe

PRESENTER : **Mr Richard WIKE**

USA, Director of Global Attitudes Research, Pew Research Center

DISCUSSANT : **Mr Jan KLEIJSEN**

Director of the Information Society and Action against Crime Directorate, Council of Europe

PRESENTATION OF THE EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS : REPORT ON SURVEILLANCE BY INTELLIGENCE SERVICES – FUNDAMENTAL RIGHTS SAFEGUARDS AND REMEDIES IN THE EU

Room 1, Palais de l'Europe

Across the globe the Snowden revelations triggered a worldwide outcry in 2013. Public opinion in many countries questioned the scale and extent of mass surveillance programmes carried out by intelligence services. Who controls these programmes? What are the checks and balances? And what can be done if rights have been violated? FRA will shed light on these challenges during discussions at the World Forum for Democracy as it launches its report on the legal frameworks across the 28 EU Member States. The report is the first-ever such comparative report to look into the fundamental rights safeguards and remedies. It focuses specifically on oversight mechanisms and the remedies available to individuals in relation to the surveillance practices being carried out by Member States' intelligence services within FRA's wider project on surveillance safeguards and remedies.

MODERATOR : **Ms Sophie KWASNY**

Head of Data Protection Unit, Council of Europe

PRESENTER : **Mr Mario OETHEIMER**

Head of Sector Information Society, Privacy and Data Protection, European Union Agency for Fundamental Rights

PROGRAMME

■ Wednesday, 18 November 2015

15.30/16.00 OFFICIAL OPENING :

Welcome words by the World Forum for Democracy organisers, Council of Europe hemicycle

16.00/16.30 OPENING STATEMENTS

Council of Europe hemicycle

Representative of the French Republic

Ms Michaëlle JEAN

Canada, Secretary General of the Organisation internationale de la Francophonie

16.30/16.45 INTRODUCING THE BIG PICTURE :

Ms Faiza PATEL, Pakistan/USA, Co-Director, Liberty & National Security Program, Brennan Center for Justice, New York University School of Law

16.45/18.15 PLENARY SESSION 1: SURVEILLANCE– WHAT IS THE RIGHT DOSE?

Council of Europe hemicycle

SPEAKERS : Mr Jacob APPELBAUM

USA, Independent security researcher and journalist, developer and advocate with the Tor Project

Mr William BINNEY

USA, Former high-level National Security Agency intelligence officer)

Mr George BRANDIS

Australia, Attorney-General for Australia, Minister for the Arts, Deputy Leader of the Government in the Senate

Ms Michèle CONIN SX

Belgium, President of Eurojust

Mr Christian FLISEK

Germany, Member of Parliament and Presiding Member of the Parliamentary Committee investigating the NSA affair

MODRATOR : Ms Anne BRASSEUR

Luxembourg, President of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

18.15 / 18.30 BREAK

18.30 / 19.45 PLENARY SESSION 2: LIFTING THE VEIL OF FEAR – BUILDING TRUST AND RESILIENCE IN DIVERSE SOCIETIES

Council of Europe hemicycle

SPEAKERS : **Mr Ahmad IRAVANI**

Iran/USA, Ayatollah and President of the Center for the Study of Islam and the Middle East, Washington, D.C.

Ms Tawakkol KARMAN

Yemen, Nobel Peace Prize Laureate 2011

Mr Dick SCHOOF

Netherlands, National Coordinator for Security and Counterterrorism of the Netherlands

MODERATOR : **Ms Carolin MAYER**

Germany, Journalist/Managing Editor, Rundfunk Berlin-Brandenburg

19.45 WELCOME RECEPTION

Blue Restaurant of the Council of Europe

PROGRAMME

■ **Thursday, 19 November 2015****09.00 / 18.00 LIVE GRAFFITI PERFORMANCE**

Lobby of the Committee of Ministers

9.00 / 10.30 PLENARY SESSION 3: MEDIA RESPONSIBILITY IN THE "AGE OF TERROR"

SPEAKERS: **Ms Nadezda AZHGIKHINA**

Russian Federation, Vice President of European Federation Journalists,
Executive Secretary of the Russian Union of Journalists

Mr Philippe BILGER

France, Honorary Judge, President of the Institut de la Parole

Ms Rita CHINYOKA

Zimbabwe, Publisher/CEO of Alpha Media Holdings

Mr Hans-Wilhelm SAURE

Germany, Chief Reporter at "Bild" newspaper

MODERATOR: **Ms Katrin NYMAN-METCALF**

Estonia, Professor, Head of the Chair of Law and Technology at Tallinn Law
School, Tallinn University of Technology

10.30 / 11.00 BREAK

11.00 / 12.30 FREEDOM AND CONTROL: YOUNG PEOPLE TELL THEIR STORY

Room 7, Palais de l'Europe, Interpretation : FR/EN

With their own touching and true-life stories in mind, four young people suggest to review the paradigm "freedom vs. control" by proposing new perspectives in order to show the complexity of that polarity, and to remind us that behind these terms, first and foremost, stand young people, citizens of the world, with their journeys, experiences, opinions and different point of views.

Mr Mourad BENCHELLALI

France, Ex-prisoner at Guantanamo

At the age of 19, advised by his brother, Mourad went to Afghanistan. Thinking he was going to an adventure camp, he eventually found himself in a terrorist training camp in Afghanistan. He was then imprisoned at Guantanamo where he spent 4 years before being transferred to French prisons. Today he modestly gives testimonies of his experiences attempting to dissuade young candidates from jihad and to draw the lesson that the dilemma freedom vs. control is all but simple.

"I try to be smarter – to scrutinise, to see different perspectives, not only the ones of the immediate emotions. The injustice, in any case, the excess of punishment has had curious effects on me: I realise even more that the world is more complicated than I could have thought."

Mr Thierno DIALLO

Guinea, Unaccompanied minor refugee

After surviving the massacre in the stadium of Conakry in September 2009, Thierno was imprisoned for some weeks and lost his mother. At the age of 15, Thierno Diallo left Guinea to save his life. After crossing the sea secretly on a freighter, he disembarked on a Greek island and went to Athens, where he lived in a public park with other Africans and got a taste of the local prisons. He then flew to France with false papers, having Germany in mind as a final destination but ending up in Strasbourg. By chance, he was integrated in a home for unaccompanied minor refugees in the north of Alsace.

In his book, Thierno reports of his discovery of the French way of living, his enthusiastic introduction to the French language and culture, his inclination to write, his achievements in school, his often absurd troubles with the authorities to obtain papers, but also the utter support of some adults that surround him.

MODERATOR: **Ms Nadine LYAMOURI-BAJIA**

France, Intercultural psychologist and international trainer/consultant

11.00 / 12.30 LAB SERIES 1 – CHALLENGES AND RESPONSES

CHALLENGE 1: ENSURING SECURITY AND BRINGING SURVEILLANCE UNDER CONTROL

-
- The growing tension between the concern for safety and the protection of freedoms is one of the key challenges facing democracies today. The revelations of intelligence agency interception of digital networks have undermined trust in government's capacity to oversee these agencies. How much freedom are we prepared to give up in order to defend our societies from terrorism? How can democracies deal with security risks linked to the digital revolution without jeopardising fundamental democratic values?

LAB
 19/11/2015
 11.00-12.30
 ROOM 5
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN/DE

1

LEGAL RESPONSES

One of democracy's main principles is the equality of citizens before state and law. How can we make sure that the law and the justice system can adequately protect citizens from abuse of their privacy and freedoms by corporations and governments?

PRESENTERS

Ms Jennifer "Tangerine" BOLEN

USA, Executive Director and Founder of Revolution Truth

Mr Matthew RICE

United Kingdom, Advocacy Officer, Privacy International

DISCUSSANTS

Mr Nils MUIZNIEKS

Council of Europe Commissioner for Human Rights

Mr Kaoru OBATA

Japan, Professor of International Law, Nagoya University

MODERATOR

Mr Rudolf LENNKH

Austria, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of Austria to the Council of Europe

LEGAL CAMPAIGNS, REVOLUTION TRUTH, USA

Revolution Truth will present “Legal Campaigns”, whose goal is to take action against various governmental and corporate actors who are eroding democracy. The three primary foci are civil liberties, human rights, and transfers of sovereign power to corporate entities that thwart citizen access and agency in self-governance. Legal Campaigns will consist of multi-plaintiff or class action lawsuits, filed in US Federal Courts and the European Court of Human Rights, funded by global RevolutionTruth members. Campaigns will finance lawsuits to promote the “cause” at hand, to inspire wide swaths of people to crowdsource real power, and to deepen a sense of civic duty.

HOLDING INTELLIGENCE AGENCIES ACCOUNTABLE THROUGH INTERNATIONAL LAW, PRIVACY INTERNATIONAL, UNITED KINGDOM

The idea behind Privacy International’s initiative is to better hold intelligence agencies to account by placing, in as many jurisdictions as possible, an explicit statement that all people, regardless of nationality, have the same level of protection afforded to them when it comes to spy operations. In some countries litigation can be taken to assert this, in others where reform of intelligence laws are underway, advocacy can be used to achieve the goal. The scope is one that can be adopted, with enough participation, as a developing international norm. The participants can be willing members of the public or civil society organisations.

LAB
 19/11/2015
 11.00-12.30
 ROOM 1
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN

2

Sponsored by the Parliamentary
 Assembly of the Council of Europe

TECHNOLOGICAL RESPONSES

Mass surveillance is often depicted as important for fighting international terrorism and organised crime. Is encryption the ultimate answer to mass surveillance and what is the price to pay?

PRESENTERS

Mr Nadim KOBESSI

Lebanon/Canada/France, PhD researcher and Cryptocat lead developer

Mr Pieter OMTZIGT

Netherlands, Member of the House of Representatives of the Netherlands and Member of the Council of Europe's Parliamentary Assembly, Committee on Legal Affairs and Human Rights (tbc)

DISCUSSANTS

Ms Nighat DAD

Pakistan, Executive Director, Digital Rights Foundation

Mr Thomas DRAKE

USA, National Security Whistleblower, Former NSA Senior Executive

Mr Christian KARAM

Lebanon, Lead Cyber Threat Researcher at the Cyber Research Lab at INTERPOL

MODERATOR

Mr Christopher CHOPE

United Kingdom, Member of Parliament and Member of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

CRYPTOCAT, INRIA, FRANCE

Cryptocat is a Free and Open Source Software (FL/OSS) browser extension that makes use of web technologies in order to provide easy to use, accessible, encrypted instant messaging to the general public. It leverages the accessibility and portability offered by web technologies in order to allow encrypted instant messaging an opportunity to better permeate on a social level. The goal is to investigate the feasibility of implementing cryptographic systems in highly accessible mediums, and to address the technical and social challenges of making encrypted instant messaging accessible and portable.

MASS SURVEILLANCE VS ENCRYPTION, PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE

The main goal of this idea/initiative is to foster the widespread use of encryption, by making it easier to be used by non-experts, more accessible and safer against unlawful intrusion by third parties, including intelligence services.

LAB
 19/11/2015
 11.00-12.30
 ROOM 2
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN/RU

3

CITIZEN OVERSIGHT

Citizens Juries allow political authorities to include citizen's input, which is the result of deliberation by an informed micro public, in their decision-making processes. Can a Citizen Jury serve as a safeguard to ensure democratic oversight over the definition of extreme threats and the reasons which justify exceptional powers, or can matters of national security only be entrusted to security experts and legislators?

PRESENTERS

Mr Jean Pierre CHABOT

Canada, Program Director at the Global Organization of Parliamentarians against Corruption

Mr Iain WALKER

Australia, Executive Director of the newDemocracy Foundation

DISCUSSANTS

Ms Marcelline GBEHA-AFOUDA

Benin, President of the High Court of Justice of Benin

Mr Robert SPANO

Iceland, Judge at the European Court of Human Rights

MODERATOR

Mr Ulrich BUNJES

Special Representative of the Secretary General of the Council of Europe for Roma Issues

JURY DUTY REVISITED, GLOBAL ORGANIZATION OF PARLIAMENTARIANS AGAINST CORRUPTION (GOPAC)

The idea behind Jury Duty Revisited is essentially to test assumptions and to explore the feasibility of Citizen Juries granting surveillance approvals in the same way they currently pass judgment in criminal proceedings. In many jurisdictions cases can be determined in court by a jury, a judge, or both. Perhaps there is value in having parliamentary oversight committees determine the rules and guidelines for when approvals for surveillance should come from a jury, a judge, or both. Granting these responsibilities and roles to parliamentarians and citizens, respectively, could potentially increase democratic oversight of and support for those involved in surveillance activities.

CITIZENS JURIES - SETTING STANDARDS ON FREEDOM LAWS, THE NEWDEMOCRACY FOUNDATION, AUSTRALIA

Elected governments are under unreasonable pressure to remove all risks or be lambasted as failing. Whatever steps they take, a cynical public accuses them of “playing politics” or “creating a culture of fear”. The newDemocracy Foundation argues that this no-win position is best solved by sharing the decision with a randomly selected group of citizens who can't be criticised as having one eye on elections. A deliberative process across a period of 3-5 months has the capacity to present an informed common ground decision about what balance is reasonable to everyday people. If those people can find common ground then the ‘demos’ who make our democracy will live with that level of control.

LAB
 19/11/2015
 11.00-12.30
 ROOM 10
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN/RU

4

Sponsored by the INGO Conference
 of the Council of Europe

CIVIL SOCIETY RESPONSES

Civil society and the public space are increasingly under pressure. Many organisations that promote democracy, the rule of law, and human rights face harassment and censorship, and are sometimes branded as 'terrorists' in order to justify repressive legislation which is affecting their work. What counter measures can be taken to stop the worrying trend of a shrinking space for civil society organisations?

PRESENTERS

Mr Henry MUGISHA BAZIRA

Uganda, Executive Director of the Water Governance Institute

Ms Ruhat Sena AKSENER

Turkey, Campaigns and Advocacy Director, Amnesty International, Turkey

DISCUSSANTS

Ms Maryna GONOSHYLINA

Ukraine, Board Member of Avtomaidan, anticorruption watch-dog, Country Leader of Enactus Ukraine

Mr Rajith KEERTHI TENNAKON

Sri Lanka, Executive Director of the Centre for Human Rights and Research

Ms Alexandrina NAJMOWICZ

Romania, Director of the European Civic Forum

MODERATOR

Ms Anne-Marie CHAVANON

France, Chair of the Democracy, Social Cohesion and Global Challenges Committee of the Conference of INGOs

CIVIL SOCIETY COALITION ON OIL AND GAS, WATER GOVERNANCE INSTITUTE, UGANDA

Civil Society Coalition on Oil and Gas (CSCO) is a loose network of CSOs working on issues related to oil and gas. It was initiated to pool professional and financial resources of various CSOs as a way to enhance their research and advocacy agenda, to work collectively and connectedly and speak as one voice on issues related to oil and gas exploitation in Uganda as well as to enhance their political impact to effectively influence national policy, governance and decision-making. The network was also intended to protect individual CSOs from being isolated and victimized by unscrupulous government agencies and officials. This was on the realisation that the emerging petroleum industry in Uganda was being highly politicised and regarded a sensitive security/secret matter. It was also on the realisation that the space for civil society organisations to operate individually and freely speak about the emerging industry was shrinking because of a changing political environment that is shifting towards increasing intolerance to alternative/divergent opinion contrary to the ruling regime agenda and opposition politics and the installation of telecommunication surveillance systems to monitor “subversive” information flows.

ENABLING AND PROTECTING CIVIL SOCIETY, AMNESTY INTERNATIONAL, TURKEY

In the last years, human rights organizations have observed an unprecedented offense by states on civil society with growing restrictions on freedom of expression, assembly, association and crackdown on human rights defenders. It is happening not only in Turkey but in every world region. This shrinking of civil society and the targeting of human rights defenders is having a serious impact. Human rights defenders and organizations feel under threat and pressure, in both legislative and practical areas. This is also a vital issue for many human rights organizations and Amnesty in especially some countries. If this trend is not reversed, the consequences will be devastating for millions of people who rely on human rights defenders and others in civil society, empowering others to know and exercise their rights. The result might be most probably societies characterized by greater inequality, disenfranchisement, political social instability, stalled growth or deeper poverty, and potentially violent conflict.

LAB
 19/11/2015
 11.00-12.30
 ROOM 9
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN

5

NETWORK RESPONSES

How can we make sure that privacy, data protection, and freedom of choice are respected in online social networks and by internet companies and increase user's awareness of the terms of service they agree to?

PRESENTERS

Ms Jamila VENTURINI

Brazil, Researcher, Center for Technology and Society FGV Rio Law School

Mr Eric LÉANDRI

France, Qwant Co-Founder and Managing Director

DISCUSSANTS

Ms Nadia KAYYALI

USA, Activist at Electronic Frontier Foundation

Ms Raegan MACDONALD

Canada, EU Internet Policy Manager at Mozilla

MODERATOR

Mr Dirk VAN EECKHOUT

Belgium, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of Belgium at the Council of Europe

TERMS OF SERVICE AND HUMAN RIGHTS, CENTER FOR TECHNOLOGY AND SOCIETY FGV RIO LAW SCHOOL, BRAZIL

The Terms of Service and Human Rights Project by the Center for Technology and Society at Fundação Getúlio Vargas Law School in Rio de Janeiro developed a methodology to analyse the degree of protection of privacy, freedom of expression and due process offered by the Terms of Service (ToS) of a variety of online platforms. The standards identified as a basis for the methodology derive from existing international human rights documents, notably including the Council of Europe's Guide to Human Rights for Internet Users. The Project has analysed the policies of a corpus of 50 platforms in a pilot experience aimed at enhancing the methodology and identifying the main practices adopted by platform providers. Some of the main goals of the project are to: trigger international debate on the role of online platforms' providers as cyber-regulators and fulfil their responsibility to respect human rights; produce evidence on the impact of ToS on individuals' human rights; and put forward concrete policy recommendations to enhance the respect of users' rights.

QWANT, FRANCE

Qwant is a European search engine launched in July 2013 that respects your privacy and offers a new and larger vision of the web through its five columns (web, news, social, shopping, media). Qwant does not track its users nor create user profiles. In December 2014, the founders announced Qwant Junior the first secured search engine for children from 5 to 13 years old without tracking, incongruous contents and ads.

LAB
19/11/2015
11.00-12.30
ROOM 11
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

6

PROSECUTOR'S RESPONSES

What is the Prosecutor's role in acknowledging and investigating mass surveillance and how useful is surveillance really for the prosecutor's work of detecting criminals and terrorists?

PRESENTERS

Mr Harald RANGE

Germany, Former Attorney
General of Germany

DISCUSSANTS

Ms Yvonne ATAKORA OBUOBISA

Ghana, Director of Public Prosecutions,
Ministry of Justice & Attorney-
General's Department

Mr Rintaro KURAMOCHI

Japan, Lawyer for constitutional matters
at Japan Federation of Bar Associations
and lecturer for Constitutional Law
at Keio University School of Law

Mr Christoph PARTSCH

Germany, Lawyer, Specialist on
Freedom of Information

Mr Cédric VISART DE BOCARME

Belgium, President of the Consultative
Council of European Prosecutors
of the Council of Europe

MODERATOR

Mr Alexander SEGER

Head of Cybercrime Division,
Council of Europe

INVESTIGATION OF MASS SURVEILLANCE AND PROSECUTION OF CYBER- CRIMES - CHALLENGES OR FAILED EXPECTATIONS?

Edward Snowdens disclosures, illegal wire taping of mobile-phones, not only used by politicians, and possible activities of secret services using methods of mass surveillance - the public called for a response through investigation and prosecution. On the other hand, investigation units stress the need to collect mass data-base to prohibit and detect criminals and terrorists. These two sides of the coin will be presented, enlightened and discussed.

PROGRAMME

■ Thursday, 19 November 2015

12.30 / 14.00 LUNCH BREAK

14.00 / 15.30 FREEDOM AND CONTROL : YOUNG PEOPLE TELL THEIR STORY

Room 7, Palais de l'Europe

With their own touching and true-life stories in mind, four young people suggest to review the paradigm "freedom vs. control" by proposing new perspectives in order to show the complexity of that polarity, and to remind us that behind these terms, first and foremost, stand young people, citizens of the world, with their journeys, experiences, opinions and different point of views.

Mr Steven HARTUNG

Germany, Former neo-Nazi

At the age of 14 Steven joined a group of the neo-Nazi movement in Thuringia (Germany) of which he became one of the main leaders. After 10 years in the heart of the ideology Steven begins to question himself, to examine his movement and finally, with the help of the NGO Exit, he manages to leave. Leaving a neo-nazi movement is not a simple matter. It requires changing your life, your place, rebuilding your identity, your sense of belonging. Today Steven is studying and working and involved in the initiative Exit to help other young people to leave. His honest and touching testimony shows the numerous possible perspectives and interpretations of freedom and control

Ms Eleonora ZBANKE

Russian Federation, Human rights activist

As a human rights activist, strongly engaged for the rights and the protection of LGBT people in Russia, Eleonora knows about oppression and control. Being a movie director, lesbian and with a migrant background, Eleonora made the choice to pursue her critical and engaged projects in France, where she is now living. She brings a conscious perception on the fragile boundary between control, surveillance and freedom.

MODERATOR: **Mr Dariusz GRZEMNY**

Poland, Youth worker, trainer/consultant in educational projects addressing violence, discrimination, hate speech, racism, peace and human rights

14.00 / 15.30 LAB SERIES 2 – CHALLENGES AND RESPONSES

CHALLENGE 2: LIBERATING SOCIETY FROM FEAR AND NURTURING THE DESIRE FOR FREEDOM

- There is a growing sentiment across democracies worldwide about vulnerability to a diverse range of threats. Particularly the fear generated by violent attacks driven by ideology can accentuate societal divides, sharpen latent conflicts, and destabilise society. Is fear rooted in the ignorance of the culture of 'the other'? How can we provide public opinion with the ideal of an open and inclusive society and make the public imagination less vulnerable to extreme and violent ideologies exploiting anxiety, and instigating hatred, sectarianism or nationalism? The best defense of a democratic society against threats is an educated citizenry, a sense of shared humanistic values, and a high level of trust in institutions as well as between individuals themselves. A democratic state should inform citizens about the extent and causes of the threats it faces. It should combat discrimination, segregation and stigmatization which can generate a sentiment of non-belonging and increase the attraction of populism and extremist ideologies.

LAB
19/11/2015
14.00-15.30
HÔTEL DE VILLE,
9 RUE BRÛLÉE, STRASBOURG
FR/EN

7

Sponsored by the City of Strasbourg
and the INGO Conference of
the Council of Europe

INTERFAITH RESPONSES

Is fear rooted in the ignorance of the culture of 'the other'? How can we create cooperative and positive relations between people of different religions or beliefs? Are interfaith initiatives capable of bridging the gap of misunderstanding between various religions?

PRESENTERS

Ms Robin SCLAFANI

Belgium, Director of CEJI – A Jewish Contribution to an Inclusive Europe

Mr Victor GREZES

France, Development Director of Coexister

Ms Claudia UNGER

Austria, Head of the Afro-Asian Institute Graz

DISCUSSANTS

Mr Vladimir GRADEV

Bulgaria, Professor and Head of the Theory and History of Culture Department to the Faculty of Philosophy at Sofia University

Ms Nawel RAFIK-ELMRINI

France, Deputy Mayor of Strasbourg

FACING FACTS!, CEJI – A JEWISH CONTRIBUTION TO AN INCLUSIVE EUROPE

Facing Facts! is a concerted effort of NGOs aiming to unmask the reality of hate crimes in Europe and keep governments accountable to their international commitments. 50 trainers have been trained from Jewish, Muslim, Roma, LGBT, anti-racist, human rights and disability awareness organisations from across Europe. Facing Facts! advocates for greater cooperation between governments, law enforcement and NGOs. It has been recognised as a best practice by several intergovernmental organisations. Currently, Facing Facts! is being converted into a Massive Open Online Course including a module dealing specifically with hate speech.

INTERFAITH TOUR, COEXISTER, FRANCE

From July 2013 to June 2014, five young people from different faiths, Ilan (Jewish), Samuel (Christian), Ishmael (Muslim), Victor (atheist) and Josselin (agnostic), decided to carry out together the first world tour of interfaith initiatives. Each year, a new team will be participating in documenting the increasingly large world of interfaith issues. The first InterFaith tour was the pilot project of the observation of the interfaith world. As with the previous edition, the second InterFaith will document its travels in each country, producing documents for educational or journalistic purpose. This year, the team will create computer graphics and web-documentaries in addition to the written articles and weekly videos produced by the first team.

“COMUNITYSPIRIT- INTERRELIGIOUS DIALOGUE”, AFRO-ASIAN INSTITUTE, GRAZ, AUSTRIA

One of the focal points of “ComUnitySpirit- Interreligious Dialogue” is to promote understanding and peaceful coexistence. The results of the interreligious international expert conference in 2013 opened out into the project “ComUnitySpirit. Religions and Cultures in Dialogue” with sustainable and ongoing activities including promotion of dialogue, project work, networking and also coordinating the Interreligious Council of the City of Graz. This year’s focus points on the field of prevention of radicalisation. Besides networking and various activities the project “ZusammenHalt!” has been implemented, a prevention of radicalization and extremism project for young adults in schools and youths groups.

LAB
19/11/2015
14.00-15.30
ROOM 1
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/GR

8

Sponsored by the Parliamentary
Assembly of the Council of Europe

ANTI-HATE RESPONSES

Hate speech and prejudices in society are a threat to democratic principles as they undermine fundamental rights and particularly freedom of expression, by using them as a pretext for insulting and humiliating individuals and groups. Hate speech often targets diversity and represents a powerful obstacle to social cohesion. This lab showcases innovative initiatives to prevent hate speech and prejudices in diverse societies.

PRESENTERS

Ms Milena SANTERINI

Italy, Member of Parliament and Member of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, General Rapporteur on Combating Racism and Intolerance

Mr Antonios ZIKOS

Greece, Director of "Saint Stefan" Prison of Patras

DISCUSSANTS

Dr. Qanta AHMED

USA, Associate Professor of Medicine, State University of New York, Author of "In the Land of Invisible Women", Journalist, Human Rights activist

Ms Kiran BEDI

India, Politician, Social Activist, Former Police Officer and former United Nations Civilian Police Adviser

Mr Paul GIANNASI

United Kingdom, Police Superintendent and Leader of a Cross-governmental Hate Crime Programme in the Ministry of Justice

Ms Cécile KYENGE

Italy, Member of the European Parliament

MODERATOR

Mr Pierre-Yves LE BORGNE

France, Member of Parliament and Member of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

NO HATE PARLIAMENTARY ALLIANCE, COUNCIL OF EUROPE PARLIAMENTARY ASSEMBLY

The No Hate Parliamentary Alliance is composed of parliamentarians committed to taking open stands against racism, hatred and intolerance on whatever grounds and however they manifest themselves. The Alliance was launched in January 2015; 41 members of the Parliamentary Assembly have joined it so far. Its main goals are to raise awareness among politicians and civil society against racism and intolerance and to promote non-discrimination and respect for diversity. Partners of the Alliance include national parliaments and national committees of the Council of Europe “No Hate Speech Movement”.

ANTI-PREJUDICE TRAINING IN PRISONS, GREECE

Tackling stereotypes by applying an anti-rumor model was the aim of the workshop implemented at “Saint Stefan” prison of Patras (Western Greece) benefiting prisoners (men). It aimed to challenge existing misconceptions and prejudices about immigrants, combat underreporting in the field of discrimination, contribute to good relations between different groups, promote equal rights and opportunities for all, build understanding through interaction and explore stereotypes that contribute to discrimination on the ground of ethnicity and religion.

LAB
19/11/2015
14.00-15.30
ROOM 3
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

9

Sponsored by the Congress of
Local and Regional Authorities
of the Council of Europe

INTERCULTURAL RESPONSES

Can effective integration and education policies prevent the radicalisation of migrants and minorities and in this way combat terrorism? Are intercultural policies, focusing on the benefit of diversity for society, merely used as a token or are they the right way forward to prevent a further widening of the gap of misunderstanding and ignorance between cultures? What is the role of education in building competences for democratic culture?

PRESENTERS

Ms Pascale MOMPOINT-GAILLARD

France, Social psychologist,
trainer, consultant

Mr Pacifique NDAYISHIMIYE

Rwanda, Founder and President,
Youth Service Organization

DISCUSSANTS

Mr Mohammad AL ABDALLAH

Syria, Human Rights Activist

Ms Amina BOUAYACH

Morocco, Secretary General of the
International Federation for Human Rights

Ms Dusica DAVIDOVIC

Serbia, Member of the Nis City
Parliament, Member of the Congress
of Local and Regional Authorities
of the Council of Europe

MODERATOR

Mr Denis HUBER

France, Head of the "Co-operation,
Administration and External Relations"
Department and Executive Secretary
of the Chamber of Regions of the
Congress of Local and Regional
Authorities of the Council of Europe

COMPETENCES FOR DEMOCRATIC CULTURE, COUNCIL OF EUROPE EDUCATION DEPARTMENT

Democracy depends on institutions and laws, but democracy will not work in practice unless citizens have the appropriate attitudes and behaviours. Education plays a key role in developing and maintaining intercultural values in democracy – no democracy can be built on ignorance. The Council of Europe's Education Department is developing a framework to describe the main competences citizens require in order to participate effectively in a democratic and diverse society and which member states can use and adapt in their own education system, at all levels of education.

INTERCULTURAL DIALOGUE AWARENESS RAISING FOR COOPERATION, YOUTH SERVICE ORGANISATION (YSO), RWANDA

"Intercultural Dialogue Awareness Raising for Cooperation" (IDARC) was initiated to create an intercultural dialogue space for Rwandans, to deal with past political instability, war and migration lasting since 1959 which was followed by the genocide against the Tutsi in 1994, that devastated the country's social, cultural, tolerance, civic education and emasculated developmental efforts. Through traditional dance, the most spectacular expressions of Rwandans and gatherings, YSO brings together native Rwandans, Rwandans born outside of the country and migrated Congolese people who received the Rwandan nationality, for free expression, fostering unity in a diverse community, in order to promote pluralism in Rwanda. The IDARC project is firmly integrated in the social life of Rwandan young people, so that they act on principles of active citizenship, inter-faith and intercultural dialogue, as well as mutual understanding and cooperation.

LAB
19/11/2015
14.00-15.30
ROOM 9
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/RU

10

Sponsored by the Club of Madrid

LEADERS COUNTERING EXTREMISM

The lab will address challenges of confronting radicalization and violent extremism through firsthand experience of two Heads of State who worked on preventing or combating violent extremism in their countries and the necessary policies and tools needed to prevent and counter this growing phenomenon in today's society.

PRESENTERS

Mr Sadiq AL-MAHDI

Sudan, Prime Minister of Sudan
(1966-1967; 1986-1989)

Mr Andrés PASTRANA

Colombia, President of
Colombia (1998-2002)

DISCUSSANTS

Mr Fouad AHIDAR

Belgium, 1st Vice-President of
the Brussels Parliament

Mr Damian DRAGHICI

Romania, Member of the
European Parliament

Mr Richard HOROWITZ

Israel, Attorney and former officer
in the Israel Defence Forces

MODERATOR

Lord John ALDERDICE

United Kingdom, Member
of the House of Lords

MADRID +10, CLUB OF MADRID

Ten years ago, the Club of Madrid (CdM) convened a unique conference, Summit on Democracy, Terrorism and Security, bringing together world leaders and experts to analyse the causes of terrorism and to find better, more sustainable ways to confront these challenges from a democratic perspective. It resulted in the Madrid Agenda which had a profound impact on the global debate on terrorism and violent extremism. As a response to the current growing threat of radicalization and violent extremism, CdM, in partnership with the International Center for the Study of Radicalization (ICSR) is organizing “Madrid+10: The Global Policy Dialogue on Countering Violent Extremism” a 3-phase initiative that will bring together world leaders, opinion formers and experts from different backgrounds and parts of the world in an action-oriented discussion aimed at exchanging good practices on the local and national level, and creating a space for dialogue and further exchange through an online platform.

LAB
19/11/2015
14.00-15.30
ROOM 10
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

11

Sponsored by the Congress of
Local and Regional Authorities
of the Council of Europe

FREEDOM GAMES

The best defense of a democratic society against threats is an educated citizenry, a sense of shared humanistic values, and a high level of trust between individuals and in public institutions.

It should strive to build a culture of living together in diversity and a shared vision about the future. But can learning of democratic culture be measured? Should we rethink it and if so, how?

PRESENTERS

Ms Katrin BANNACH

Germany, Project Director for Thailand and Myanmar, Friedrich Naumann Foundation for Freedom, Regional Office for Southeast and East Asia

Ms Pimrapa DUSADEEISARIYAKUL

Thailand, Project Manager, Friedrich Naumann Foundation for Freedom, Regional Office for Southeast and East Asia

Ms Traon PONGSOPON

Thailand, Project assistant, Regional Office for Southeast and East Asia, Friedrich Naumann Foundation for Freedom

Mr Seth SELLECK

Sweden, Youth Coordinator, Municipality of Simrishamn

DISCUSSANTS

Ms Andrée BUCHMANN

France, Regional Councilor of Alsace, Member of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe

Ms Francesca TRALDI

Italy, Secretary General of Magna Carta Foundation

Mr Steven WAGENSEIL

USA, Acting President of the Council for a Community of Democracies

MODERATOR

Mr Andreas KIEFER

Austria, Secretary General of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe

DREAM THAILAND, FRIEDRICH NAUMANN FOUNDATION FOR FREEDOM, THAILAND

'Dream Thailand' is a campaign-based platform for Thai citizens to voice their opinions and recommendations about the Thailand of their dreams throughout the country. It is a platform for government and party decision-makers to reach out to the young generation. Dream Thailand has become a movement and has created inspiration that brings about citizen participation amongst Thai youth to 'act'; aiming to achieve the Thailand they dream of. It has been used as a platform to provide people's participation in the ongoing reforms in the country.

MORE THAN ONE STORY, DEPARTMENT OF CULTURE AND LEISURE OF THE MUNICIPALITY OF SIMRISHAMN, SWEDEN

More Than One Story is a unique and powerful card game which builds bridges between people of all ages, backgrounds and cultures, and has proven to be a valuable tool for teachers, social workers, religious leaders, event coordinators and youth leaders. Wherever fears and prejudices keep people isolated from those who seem different, More Than One Story is being used to facilitate the process of integration and inclusion, the opening of hearts and minds. The card game awakens compassion; it brings strangers together and is empowering individuals and organisations in over 20 countries to work for a more harmonious world.

LAB
19/11/2015
14.00-15.30
ROOM 5
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

12

Sponsored by the Congress of
Local and Regional Authorities
of the Council of Europe

COUNTERING RADICALIZATION

Communities that marginalize their immigrant populations risk radicalizing the most vulnerable elements, and also miss out on the many opportunities that come when all community members feel welcome. How can societies fully leverage the potential of diversity and benefit from the entrepreneurship, creativity and variety of skills associated with migration? This lab addresses new strategies to prevent radicalization and to improve outcomes for all residents by more successfully integrating migrants into society.

PRESENTERS

Mr Sten SORENSEN

Denmark, Deputy Chief Superintendent,
Head of Crime Prevention Unit, East
Jutland Police, Danish National Police

Ms Rachel PERIC

USA, Deputy Director of
Welcoming America

DISCUSSANTS

Mr Hans BONTE

Belgium, Mayor of Vilvoorde

Mr Karl DEAN

USA, Former Mayor of Nashville

Mr Leen VERBEEK

Netherlands, King's Commissioner of the
Province of Flevoland and Vice-President
of the Congress of Local and Regional
Authorities of the Council of Europe

MODERATOR

Ms Jocelyne CABALLERO

France, Ambassador, Permanent
Representative of France to
the Council of Europe

PREVENTING RADICALIZATION AND VIOLENT EXTREMISM IN AARHUS, DENMARK

The essence of the Aarhus model is preventing radicalisation by working with at-risk citizens to improve their possibilities for inclusion in society and to help them develop better life skills. Work in this area began in 2007 with the aim to prevent radicalization - political as well as religious. It is a collaboration between the East Jutland Police and the Aarhus Municipality, and is a supplement to the existing crime prevention efforts. In this initiative, prevention of radicalization is seen as crime-prevention, demanding of the authorities that they can navigate between the citizen's constitutional right to political and religious activism and the penal codes regulations on the means. The initiative deals with early prevention of radicalization, both for groups and individuals through various methods, which will be examined in this lab.

THE WELCOMING APPROACH TO COMMUNITY DEVELOPMENT, USA

Nashville is an American city that rejected the temptation to marginalize its growing immigrant population. Led by a visionary Mayor, and a non-profit and business community that saw the potential inherent in its rapidly growing immigrant community, Nashville has shaped itself into one of the most welcoming cities in the United States. As a result of these efforts, Nashville has benefited economically, and the immigrant community - including a sizable Muslim population - has made its way into the mainstream.

LAB
19/11/2015
14.00-15.30
ROOM 11
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

13

Sponsored by the Council of Europe
Schools of Political Studies

A CALL FOR EFFECTIVE AND JUST MIGRATION POLICIES IN EUROPE

As more people than ever are attempting to escape political violence, oppression, destitution and environmental changes in their countries, Europe faces major asylum and migration policy challenges, but lacks an explicit framework guaranteeing protection and addressing the fears stemming from growing ethnic and cultural diversity

PRESENTERS

Ms Denitsa BOEVA

Bulgaria, Alumna of the Bulgarian School of Political Studies

Mr Driss EL YAZAMI

Morocco, President of the National Council of Human Rights

Mr Ljubisa VRENCEV

Greece, Symβiosis, Head of Programmes

Mr Gert WESTERVEEN

Netherlands, UNHCR Representative to the European Institutions in Strasbourg

DISCUSSANT

Mr Ahmed DRISS

Tunisia, Director, Tunisian School of Politics

MODERATOR

Ms Despina SYRRI

Greece, Director, School of Political Studies Greece

EXPLORING EFFECTIVE AND JUST MIGRATION POLICIES

Against the background of migration policy challenges and the refugee crisis unfolding in Europe since the summer of 2015, the lab will explore migration processes and political options at hand for introducing effective and just migration policies and for linking their implementation to human rights and the rule of law, and to the future of Europe. It will also present specific initiatives for refugees in transit and destination countries and a perspective from Northern Africa.

LAB
19/11/2015
14.00-15.30
ROOM 2
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

14

PROTECTING CIVIC SPACE IN INTERGOVERNMENTAL SETTINGS

Civil society space is under pressure in countries where non-governmental organisations (NGOs) are perceived as a threat to security and sovereignty and where insecurity is used as a pretext to dispense with the freedoms of association, assembly and expression. This lab looks for ways of supporting and protecting NGOs by monitoring and analysing the situation, issuing early warnings, and addressing problems through policy prescriptions, advocacy, dialogue and co-operation in intergovernmental settings.

PRESENTERS

Mr Antoine MADELIN

Belgium, Director for International Advocacy, International Federation for Human Rights

Ms Suehila ELKATEB

Canada, Deputy Director, Democracy Division, Department of Foreign Affairs, Trade and Development, Government of Canada

DISCUSSANTS

Ms Bea BODROGI

Hungary, Human Rights Activist

Mr David MOORE

USA, Vice-President, Legal Affairs, the International Center for Not-for-Profit Law

Ms Maria POMAZKOVA

Russian Federation/France, Member of the Expert Council on NGO Law of the Conference of INGOs

Ms Herdis Kjerulf THORGEIRSDOTTIR

Iceland, Vice-President of the European Commission for Democracy through Law (Venice Commission), Council of Europe, Professor, Faculty of Law, Bifrost University

MODERATOR

Ms Anna RURKA

Poland, President of the Conference of INGOs of the Council of Europe

OBSERVATORY FOR THE PROTECTION OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS OF THE INTERNATIONAL FEDERATION FOR HUMAN RIGHTS (FIDH) AND THE WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE (OMCT)

The FIDH and OMCT created the Observatory for the Protection of Human Rights Defenders in 1997 in order to intervene, prevent or remedy situations of repression against human rights defenders. It is a global programme for monitoring and support aimed at reinforcing the protection and security of human rights defenders. The Observatory offers emergency protection to human rights defenders (urgent interventions, international missions, material assistance), raises awareness on cases of harassment and repression (urgent appeals, press releases or letters to authorities), mobilises the international community, civil society and the media as protection agents for defenders (reports on violations of the rights and freedoms of human rights defenders) and cooperates with national, regional and international intergovernmental protection mechanisms with a view to promoting and reinforcing these mechanisms.

COMMUNITY OF DEMOCRACIES WORKING GROUP ON ENABLING AND PROTECTING CIVIL SOCIETY

The Working Group on Enabling and Protecting Civil Society fosters collaboration among states, civil society and international organisations to counter the growing global trend towards constraining civil society organisations and restricting the space in which they can operate through legal means. Since its inception in 2009, the Group has been working to support the essential role that civil society organisations play in a well-functioning democratic society. The Group engages in quiet diplomacy, advocacy and technical assistance activities to prevent the adoption of restrictive laws that target civil society and to foster the development of those enabling laws that allow civil society to thrive. It has been effective in coordinating diplomatic actions to counter legislation that excessively restricts civil society, and its work has contributed to restrictive draft laws in several countries having been shelved or amended.

PROGRAMME

■ Thursday, 19 November 2015

15.30 / 16.00 BREAK

**16.00 / 18.00 SIDE EVENTS :
SCREENING OF THE MOVIE "THE LAND BETWEEN" (2014) BY DAVID FEDELE
AND DEBATE WITH THE DIRECTOR, SPONSORED BY THE STRASBOURG
INTERNATIONAL FILM FESTIVAL ON HUMAN RIGHTS**

Projection Room, Palais de l'Europe

The land between takes place in the mountains of northern Morocco and allows the public to get an insight into the miserable life of illegal sub-Saharan migrants. Most of them dream of going to Europe – a way which brings them through a highly militarized barrier near Melilla, an enclave in North Africa. The film explores several issues, including the reasons why these people take the risk to leave their country and families, in search of better living conditions

**SCREENING OF THE MOVIE "A GOOD AMERICAN" (2015) BY FRIEDRICH
MOSER AND DEBATE WITH THE DIRECTOR, THOMAS DRAKE, NATIONAL
SECURITY WHISTLEBLOWER AND FORMER NSA SENIOR EXECUTIVE, AND
KIRK WIEBE, FORMER SENIOR ANALYST AT THE US NATIONAL SECURITY
AGENCY**

Room 1, Palais de l'Europe

16.00 / 17.30 LAB SERIES 3 – CHALLENGES AND RESPONSES

CHALLENGE 3: FREEDOM OF INFORMATION IN THE “AGE OF TERROR”

-
- What should be the adequate response of media to ideological violence and terrorism? What is the impact of media ownership, and the control of major internet companies over personal and other data, on freedom and democratic debate? If whistleblowing is a necessary element of democratic control over institutions, how can whistleblowers be protected by the risk of abusive prosecution?

LAB
 19/11/2015
 16.00-17.30
 ROOM 9
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN/RU

15

SAFE WHISTLEBLOWING

Is whistleblowing a threat to democracy or a necessary element of democratic control over institutions? How can whistleblowers be protected by the risk of abusive prosecution? This lab will present platforms to connect whistleblowers with journalists and to safeguard whistleblower's anonymity.

PRESENTERS

Ms Ruth KRONENBURG

The Netherlands, Executive Director of Free Press Unlimited

Mr Claudio AGOSTI

Italy, Co-founder, Developer and Advocate of GlobalLeaks

DISCUSSANTS

Ms Nica DUMLAO

Philippines, Programme Coordinator, Internet Rights, Foundation for Media Alternatives

Mr Faheem HUSSAIN

South Korea, Assistant Professor in the Department of Technology and Society, College of Engineering and Applied Sciences at State University of New York

Mr Kirk WIEBE

USA, Former Senior Analyst at the US National Security Agency

MODERATOR

Mr Erdoğan İŞCAN

Turkey, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of Turkey to the Council of Europe

PUBLEAKS, FREE PRESS UNLIMITED, THE NETHERLANDS

Free Press Unlimited supports investigative journalism. Often it is not in the interest of governments, multinationals or other institutions to have certain topics investigated and even in more mature democracies, obstruction or worse might be encountered by journalists. Publeaks is an open source project started by a group of dedicated journalists and ICT professionals in the Netherlands, who created an anonymous, censorship-resistant whistleblowing platform. It provides a safe online environment for journalists and sources to communicate with each other. Since the inception of Publeaks in September 2013 at least 34 new stories have been published by Dutch media through the platform.

GLOBALEAKS, HERMES CENTER FOR TRANSPARENCY AND DIGITAL HUMAN RIGHTS, ITALY

GlobalLeaks is a framework to support whistleblowing initiatives in multiple contexts. In the last four years of their experience, a diverse range of fields has adopted whistleblowing as practice to address problems in the field of democracy and economics. GlobalLeaks provides solutions for technological needs of whistleblowers, so that whistleblowers can more easily focus on content.

LAB
19/11/2015
16.00-17.30
ROOM 2
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

16

Sponsored by the Alsace Region

PROTECTION OF JOURNALISTS AND FREEDOM OF INFORMATION

Freedom of information and press freedom are basic pillars of democracy. In many countries of the world, however, journalists are attacked, harassed, detained and even killed because of their work or reporting. What can media do to oppose the threat to freedom of information and fully play its role as an instigator of public debate?

PRESENTERS

Mr Ricardo GUTIÉRREZ

General Secretary, European
Federation of Journalists

Mr Mousa RAHIMI

General Director, Palestinian Center for
Development and Media Freedoms

DISCUSSANTS

Ms Cristiana CASTELLOTTI

Italy, Editor in Chief, Radiorai 3

Mr Jean-Paul MARTHOZ

Belgium, Journalist at «Le Soir», Professor
of International Journalism at Université
Catholique de Louvain, Advisor of the
Committee to Protect Journalists (New York)

Ms Najiba SHARIF

Afghanistan, Journalist, Laureate of the
Alsatian price for Democratic Engagement

MODERATOR

Ms Işıl KARAKAŞ

Turkey, Judge at the European
Court of Human Rights

**PLATFORM TO PROMOTE THE PROTECTION AND SAFETY OF JOURNALISTS,
EUROPEAN FEDERATION OF JOURNALISTS/ COUNCIL OF EUROPE**

This platform is a public space to facilitate the compilation, processing and dissemination of information on serious concerns about media freedom and the safety of journalists in Council of Europe member States, as guaranteed by Art. 10 of the European Convention on Human Rights. It aims to improve the protection of journalists, better address threats and violence against media professionals and foster early warning mechanisms and response capacity within the Council of Europe. The Platform shall enable the Council of Europe bodies and institutions to be alerted on time, in a more systematic way and to take timely and coordinated action when necessary. It shall help the Organisation identify trends and propose adequate policy responses in the field of media freedom.

**HOW DO I KNOW, PALESTINIAN CENTER FOR DEVELOPMENT AND
MEDIA FREEDOMS, PALESTINIAN NATIONAL AUTHORITY**

The idea has evolved over the years from the “MADA El’Ilam Magazine” to a digital platform. The goal is to make Palestinian citizens vigilant with regards to the erosion of their freedoms and rights, to disseminate information and empower active citizen participation through creating “HOW do I know”, a Palestinian online platform. Palestinians have the right to know why and how things are progressing or not, but they don’t have the power or tools to demand their rights. Palestine urgently needs an Access to Information law, an acute public awareness of this right and how to benefit from a comprehensive and modern law that protects their rights. This platform will be a tool for journalists and citizens.

LAB
 19/11/2015
 16.00-17.30
 ROOM 10
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN

17

Sponsored by the International
 Organisation of La Francophonie

**FRAMING FREEDOM OF EXPRESSION?
 BETWEEN MEDIA REGULATION AND
 THE PROTECTION OF PERSONAL DATA**

The lab aims to put into perspective the
 role of regulating freedom of expression
 in the current context of the terrorist
 threat and the dissemination of content
 inciting to hatred and violence online

PRESENTERS

Mr Nouri LAJMI

Tunisia, Chairman of the Independent High
 Authority for Audiovisual Communication

DISCUSSANTS

Ms Muriel HANOT

Belgium, Director of Studies and Research
 in the Higher Audiovisual Council of
 the Federation Wallonia-Brussels

Ms Drudeisha MADHUB

Mauritius, Data Protection
 Commissioner of Mauritius

Mr Bogdan MANOLEA

Romania, Executive Director of the
 Association for Technology and Internet

Ms Marguerite OUEDRAOGO

Burkina Faso, President of the
 Commission on Information Technology
 and Liberties, Vice-President of the
 Association of Francophone Personal
 Data Protection Authorities

MODERATOR

Mr Francis KPATINDÉ

France, Journalist and lecturer
 at the Institute of Political
 Studies, Sciences Po Paris

BETWEEN MEDIA REGULATION AND THE PROTECTION OF PERSONAL DATA

Using the initiative of Tunisia's media regulatory authority (HAICA) as a starting point, this lab will develop an index of hate speech in Tunisian audiovisual media. It will then more broadly compare experiences of media regulatory authorities (in Belgium and Tunisia) and personal data protection authorities (in Burkina Faso and Mauritius), in terms of protection of freedom of expression in the context of the fight against terrorism, while including the views of civil society (APTI-Romania).

LAB
 19/11/2015
 16.00-17.30
 ROOM 11
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN/RU

18

Sponsored by the European
 Endowment for Democracy

CIVIC ACTION FOR MEDIA FREEDOM

In many parts of the world, being a
 journalist means being an activist.

Journalists in these states sometimes
 risk their lives for providing their fellow
 citizens with information. They often
 urge for political or social change. How
 can free media be supported when
 powerful governments or corporations
 exercise pressure upon journalists
 in the name of national security?

PRESENTERS

Mr Chamsy SARKIS

Syria/France, Co-founder of SMART & ASML

Ms Yulia BEREZOVSKAYA

Russian Federation, CEO of Grani.ru

DISCUSSANTS

Ms Salima GHEZALI

Algeria, Journalist, writer and women's
 rights activist, Winner of the 1997
 Sakharov prize for Freedom of Thought

Mr Emin MILLI

Azerbaijan, Journalist and Executive
 Director of Meydan TV

MODERATOR

Ms Alexandrina-Livia RUSU

Romania, Chargé d'Affaires a.i.,
 Deputy Permanent Representative
 of Romania to the Council of Europe

SMART (SYRIAN MEDIA ACTION REVOLUTION TEAM), SYRIA

SMART is a Syrian civil society organisation created in spring 2011 to support the non-violent movement that rose up against the regime of Bashar Al-Assad. Working with hundreds of volunteers in Syria, SMART has successfully launched various infrastructure and media projects to help construct a democratic and pluralistic Syria. It has created a Syria-based media pool of approximately 150 full-timers. Together with ASML, a Syrian NGO registered in France, it has supported free and independent media in Syria, including print press, radio stations and children's media. Thanks to their work, more Syrians were able to access independent news.

GRANI.RU, RUSSIAN FEDERATION

Grani.Ru, created in 2000, has established itself as a major source of information on such subjects as free speech violations, the plight of political prisoners and street protests. Its coverage of the Ukrainian crisis has been the polar opposite of the government's coverage. Since March 2014 the website has been blacklisted by the authorities and blocked by all internet access providers in Russia. Nevertheless Grani.Ru continues to operate, produce content and make it available to internet users. It has been counteracting the censorship ban in a number of ways.

LAB
 19/11/2015
 16.00-17.30
 ROOM 5
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN

19

**WHO IS 'CONTROLLING' THE INTERNET?
 TOWARD A TRANSNATIONAL MODEL
 OF DEMOCRATIC ACCOUNTABILITY**

Focusing on multi-stakeholder and inclusive models of democratic decision-making, this Lab will discuss frameworks of application for inclusive, transparent and accountable Internet governance.

PRESENTERS

Mr Jean-Jacques SAHEL

Vice-President, Europe & Civil Society
 (Global Stakeholder Engagement), ICANN

DISCUSSANTS

Ms Lea KASPAR

Head of the Programmatic Portfolio
 at Global Partners Digital

Ms Stefania MILAN

Italy, ICANN GNSO Councillor & Researcher
 at Universiteit van Amsterdam

Mr Julien NOCETTI

France, Research Fellow at Institut Français
 des Relations internationales (IFRI)

MODERATOR

Mr Lee HIBBARD

Coordinator of the Council of
 Europe's Internet Policy

ICANN'S APPROACH OF MULTI-STAKEHOLDER GOVERNANCE

The Internet has attributes of a general purpose technology affecting directly or indirectly the daily lives of every person on the planet, every economy, culture and society. This new global commons should be shared and protected, and the means of governance of the Internet should serve the global community as a whole, rather than the particular interests of a small number of actors such as corporations or states, or driven by decisions made in policy making venues that are open only to a few. Internet governance should adhere to the principles of democratic governance. These governance principles have been illustrated in practice by the emergence of pioneering, so-called 'multi-stakeholder' models of governance. However, some crucial questions remain unanswered: What will be the source of legitimacy and the processes which ensure transparency and accountability of Internet governance? How can we make sure that the rights of Internet users will be protected in this new environment? How can Internet governance venues that address crucial Internet policy issues be held accountable, and do we need criteria that specifically address and establish standards of accountability and transparency in Internet governance ?

PROGRAMME

■ Thursday, 19 November 2015

17.30 / 18.00 BREAK

**18.00 / 19.00 DIALOGUE WITH INTERNATIONAL LEADERS ON FREEDOM VS CONTROL
SPONSORED BY INTERNATIONAL IDEA**

Council of Europe hemicycle

Launch of the publication "Democratic Transitions: Conversations with World Leaders" by International IDEA and plenary debate with international leaders on freedom vs control.

SPEAKERS: **Mr Thorbjørn JAGLAND** Norway, Secretary General of the Council of Europe

Mr Yves LETERME Belgium, Secretary General of International IDEA

Mr Moncef MARZOUKI Tunisia, President of Tunisia (2011-2014)

Mr Petre ROMAN Romania, Prime Minister of Romania (1989-1991)

MODERATOR: **Ms Anne BRASSEUR** Luxembourg, President
of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

**18.00 AWARD CEREMONY OF THE ALSATIAN PRIZE FOR DEMOCRATIC
ENGAGEMENT AND SPONSORSHIP OF PERSONALITIES IN DIFFICULTY**

Maison de la Région, 1 Place Adrien Zeller

Since the first edition of the World Forum for Democracy took place in 2012, the Alsace Region has highlighted personalities from around the world who are committed to the defence of human rights and democracy. For this fourth edition of the Forum, the Alsace Region is again implementing two strong actions: the Alsatian Prize for democratic engagement and a sponsorship of personalities subject to pressure or prosecution contrary to human rights. The Alsatian prize for democratic engagement honours a personality of civil society committed to the defence of human rights and democracy in his/her country. Last year, the Alsace Region has awarded the Prize for democratic engagement to Najiba Sharif, Afghan refugee and journalist in Mulhouse who is committed to defending the rights of women and minorities in her country of origin. In 2013, Preethi Herman from India, working for the petition website Change.org in her country, was honored and in 2012, the prize was awarded to the Tunisian blogger Lina Ben Mhenni. At the same time, the Alsace Region confirms its commitment to the promotion of human rights through its sponsorship of personalities who have been victims of serious violations of human rights because of their opinions or their commitments to democracy. This year, the Alsace Region joins the Amnesty International Association to alert media and authorities about these unacceptable situations

■ Friday, 20 November 2015

09.00 / 11.00 PLENARY SESSION 4: THE DEMOCRATIC RESPONSE - THEME REPORTS AND DEBATE WITH PANELLISTS

- FACILITATOR: **Ms Faiza PATEL** Pakistan/USA, Co-Director, Liberty & National Security Program, Brennan Center for Justice, New York University School of Law
- THEME RAPPOREURS: **• Challenge 1 : Ensuring security and bringing surveillance under control**
Mr Georgios KOLLIARAKIS Greece, Researcher of Security and Strategy Affairs, University of Frankfurt, Germany
• Challenge 2 : Liberating society from fear and nurturing the desire for freedom
Mr Manuel ARRIAGA Portugal, Visiting Research Professor at NYU Stern
• Challenge 3 : Freedom of information in the «age of terror»
Mr Tim KARR USA, Senior Director of Strategy, Free Press
- PANELLISTS: **Ms Donatella DELLA PORTA** Italy, Professor of Sociology at the European University Institute
Mr Christophe DELOIRE France, Journalist and Secretary General of Reporters without Borders
Mr Jerzy POMIANOWSKI Poland, Executive Director of the European Endowment for Democracy
Mr Tim WILSON Australia, Australia's Human Rights Commissioner

11.00 / 11.30 BREAK

11.30 / 12.30 CLOSING SESSION AND DEMOCRACY INNOVATION AWARD

- Council of Europe Hemicycle
- MODERATOR: **Ms Anna RURKA** Poland, President of the Conference of INGOs of the Council of Europe
 The Council of Europe's Democracy Innovation Award is given each year to the World Forum for Democracy's most popular initiative, which was presented in the labs, voted upon by the Forum participants.
 • Closing address and presentation of the Democracy Innovation Award :
Mr Thorbjørn JAGLAND Secretary General of the Council of Europe
 • Live new media and dance performance "Hackocracy" by BANDART Productions

12.30 / 14.00 LUNCH BREAK

12.45 / 13.45 LAUNCH OF THE HANDBOOK ON EUROPEAN LAW RELATING TO THE RIGHTS OF THE CHILD BY THE COUNCIL OF EUROPE, INCLUDING THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS, AND THE EU AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS

Room 11

PROGRAMME

 **Friday, 20 November 2015**
14.00 / 16.00 CHILDREN'S FORUM

Council of Europe hemicycle

KEYNOTE SPEAKER: **Ms Marja RUOTANEN** Director of Human Dignity and Equality,
Directorate General of Democracy, Council of Europe

As part of "Citizen Adventure" and "Adventure Odyssey" 2015/2016, students of forty-five primary school classes from the Alsace region, aged 8 to 10, will participate in the World Forum for Democracy 2015. In line with the theme of the Forum «Freedom vs contro l: for a democratic response», the Themis Association has identified three subjects teachers will discuss with their respective pupils during school year 2015-2016, starting in September:

- Living together and participation (how can children take part in the decision-making process at school? Why are there rules in democratic decision-making?)
- Citizens of the internet (how to educate children about freedom of expression, information sharing, the difference between private/public life)
- All different, all equal (origin, culture, living place, what are the differences, what are the advantages of these differences for a school class?)

Each class will work on a project, a concrete action or idea regarding one of these three themes (e.g. «How to improve my school either in terms of living together or regarding freedom of expression», etc.)

Among the 45 proposals, 10 will be selected by a jury and will be presented by two representatives of each class at the World Forum for Democracy. All pupils vote for the initiative which they consider most innovative or original to protect freedom in democracy in the face of violence, discrimination and extremism.

09.00 / 18.00 DEMOCRACY INNOVATION HACKATHON (UPON INVITATION ONLY)

The word "Hackathon" combines the words 'Hack' and 'Marathon', and implies a long sprint to create something useful in a single event. The Forum hackathon has one prevalent goal: to develop a democracy innovation incubator with the purpose to implement democracy innovations at the local level in order to accelerate their growth and success. In order to kick-off the creation of the incubator, the hackathon gathers Forum alumni and local political decision-makers to develop the framework of the incubator, while brainstorming on concrete solutions for increasing the impact and reach of democracy innovations, in order to improve citizen participation at the local level.

Democracy innovators of previous Forum editions include :

Ms Tanja AITAMURTO Finland, University of Stanford

Mr Róbert Viðar BJARNASON Iceland, President & CTO of the Citizens Foundation

Mr Steven CLIFT USA, Founder and Executive Director of E-Democracy.org

Mr Daniel DE ANDRADE BITTENCOURT Brasil, Co-founder of Lung

Mr Matt LEIGHNINGER, USA Executive Director of the Deliberative Democracy Consortium

Ms Vanessa LISTON Ireland, Co-founder of CiviQ

Mr Tudor MIHAILESCU Romania, Co-Founder at GovFaces

Ms Ana Lis RODRÍGUEZ NARDELLI Argentina, Research Director at Fundación Democracia en Red/DemocracyOS Foundation

Mr Iain WALKER Australia, Executive Director of the NewDemocracy Foundation

Mr Anthony ZACHARZEWSKI United Kingdom, Director of The Democratic Society

FACILITATORS: **Mr Hems ZWIER** Netherlands, Blogger, Social Media advisor

Ms Elísa LEWIS France, Démocratie Ouverte, Democracy Innovation Incubator-

Through an open call, interested cities have been invited to apply for the hackathon. The following cities have been selected: Amsterdam, Netherlands; Arnsberg, Germany; Bolton, United Kingdom; Bonn, Germany; Bucharest, Romania; Falun, Sweden; Ghent, Belgium; Katowice, Poland; Lisbon, Portugal; Montreal, Canada; Madrid, Spain; Neapoli-Sykies, Greece; Nis, Serbia; Palermo, Italy; Paris, France; Reykjavik, Iceland

ART EVENTS

19 November

All discussions in the labs will be illustrated by cartoonists. After the labs, their work will be exhibited in the lobby of the Palais de l'Europe.

19 november, 09.00-18.00,

Live graffiti performance by Graffiti Life, Lobby of the Committee of Ministers

20 november, 09.00-14.00

Graffiti exhibition, Lobby of the Committee of Ministers

20 november, 11.30-12.30

Closing Session, Live new media and dance performance
"Hackocracy" by BANDART Productions

SATELLITE EVENTS

The challenges of free speech and democratic debate online,
Roundtable debate at College of Europe, Bruges, Belgium

3 November 2015, 18:15

College of Europe, Bruges, Belgium (upon invitation only)

Digital whistleblowing: blessing or curse? A roundtable debate
at Hertie School of Governance, Berlin, Germany

17 November 2015, 18:00-19:30

at the Hertie School of Governance, Berlin, Germany.

Freedom from Fear in a diverse society : Hungary, Central
European University (CEU), Budapest, Hungary

19 November 2015, 10:00-15:00

Central European University, Budapest, Hungary

Freedom vs control, Windesheim, University of Applied Science, Zwolle

19-20 November 2015

Windesheim, University of Applied Science, Zwolle

SCIENTIFIC COUNCIL

The Scientific Council, set up in September 2014, provides an intellectual and academic input in the preparation of the World Forum for Democracy.

Members of the Scientific Committee (in 2015):

Mr Andreas GROSS

Switzerland, Chair of the Scientific Committee

Ms Irina ALEXIEVA

Bulgaria, Executive Director of Bulgarian School of Politics "Dimitry Panitza"

Mr Mostafa EL BIED

Belgium, Journalist

Mr Luca JAHIER

Italy, Journalist, Political Scientist and President of Group III at the European Economic and Social Committee

Mr Norbert KERSTING

Germany, Professor for Comparative Politics, Local and Regional Governance, University of Muenster

Ms Patrizia NANZ

Germany, Professor at Institute for Advanced Study in the Humanities Essen

Mr Martin SCHAFFNER

Switzerland, Professor at University of Basel

Mr Sylvain SCHIRMAN

France, Professor at University of Strasbourg

APPENDIX



Mr Mohammad AL ABDALLAH

Syria, Human rights activist

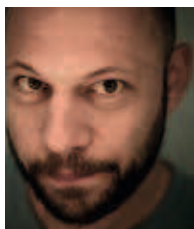
Mohammad Al Abdallah is a Syrian human rights and democracy researcher and activist. He received a Bachelor's of Law from the Lebanese University in 2007, and a Master's of Public Policy from George Mason University in 2014. He previously worked as a research assistant for Human Rights Watch in Beirut from where he covered Syria. Al Abdallah is a former political prisoner who was imprisoned in Syria on two separate occasions for his work defending human rights and lobbying for political reform.



Mr Sadiq AL-MAHDI

Sudan, Prime Minister of Sudan (1966-1967; 1986-1989)

Imam Sadiq Al-Mahdi was Prime Minister of Sudan. He was the first to call for the necessity of a political solution to the southern question. In 1964, he published "Southern Sudan Question", contributed to the downfall of the Aboud regime and the making of the October revolution and was elected president of the Umma party. He still holds that position today. In 2003 he signed the Cairo Declaration for peace installation and democratic transformation along with the Sudan People's Liberation Movement/Army and the Democratic Unionist Party. Imam Al Mahdi continues his efforts to restore peace and democracy in Sudan.



Mr Claudio AGOSTI

Italy, Co-founder, developer and advocate of GlobalLeaks

Claudio Agosti is a software developer and privacy analyst. 16 years ago Claudio was developing software on computer security. Now, like the internet, he has grown up, and has started to be more concerned about the security of the humans behind the computer. At Tactical Tech he currently leads the Trackography project. Outside of Tactical Tech, he works on GlobalLeaks as co-founder, developer, and advocate.



Mr Fouad AHIDAR

Belgium, 1st Vice-President of the Brussels Parliament

Fouad Ahidar is the 1st Vice-President of the Brussels parliament and member of the Flemish Socialist Party Belgian SP.a for the Brussels-Capital Region. Engaged in the field of discrimination, he is a member of the Commission on equal opportunities between men and women, the Committee on Home Affairs, the Committee on European Affairs and the Housing Committee in the Parliament of Brussels. Active for more than 20 years in Belgian politics, Fouad Ahidar also specializes on the issue of immigration in Belgium and on the rights of aliens.



Dr Qanta AHMED

USA, Associate Professor of Medicine, State University of New York, Author of "In the Land of Invisible Women", Journalist and Human Rights Advocate

Dr. Ahmed is an observing Muslim, an academic physician and opinion journalist. Her first book, In the Land of Invisible Women details her time in the Kingdom of Saudi Arabia. She is a prolific contributor to dozens of media outlets in the American, British, Australian and Israeli media and an accomplished international speaker addressing both academic and political audiences. Her articles have been published in The Guardian, The Wall Street Journal, The Spectator in Britain, and many others. She is a sought-after political commentator on television and radio including CNN, BBC World, the Fox Network and many others. She is committed to defending the vulnerable against Islamism.



Ms Ruhat Sena AKSENER

Turkey, Campaigns and Advocacy Director, Amnesty International, Turkey

Ruhat Sena Aksener is the Campaigns and Advocacy Director in Amnesty International Turkey Section and working as the manager of the campaigns/advocacy/media-communications team of the section. After graduating from Middle East Technical University/Ankara Political Science and Public Administration Department, she received a MS degree in Gender Studies. She has been implementing and administrating campaigns at Amnesty since 2005, specializing on freedom of expression, women's rights, impunity, trial observation, fair trails, right to organization, Economical Social Rights, discrimination and LGBTI rights. Her interests are mainly on human rights, impunity, discrimination and freedom of expression.



Lord John ALDERDICE

United Kingdom, Member of the House of Lords

John, Lord Alderdice was a consultant psychiatrist in Belfast and an academic with appointments in Belfast the USA, and currently, the University of Oxford where he is Director of the Centre for the Resolution of Intractable Conflict at Harris Manchester College. He was from 1989 to 1998 the Leader of the Alliance Party and a negotiator of the 1998 Belfast Agreement; then Speaker of the new Northern Ireland Assembly; one of the four international commissioners on terrorism and security in Ireland until 2011. He was also President of Liberal International, (the world-wide federation of liberal political parties) from 2005 to 2009; and from 2010 to 2014 Convenor (Chairman) of the Liberal Democrat Parliamentary Party in the House of Lords.



Mr Jacob APPLEBAUM

USA, Independent security researcher and journalist, developer and advocate with the Tor Project

Jacob Appelbaum is an American independent journalist, computer security researcher and hacker. He was employed by the University of Washington, and is a core member of the Tor project, a free software network designed to provide online anonymity. He is currently living in Berlin and he has been contributing extensively as a journalist to the publication of documents revealed by Edward Snowden in June 2013. In 2013, at Chaos Communication Congress, he presented documents revealed by Snowden, showing that the NSA can turn iPhones into eavesdropping tools and has developed devices to harvest electronic information from a computer even if not online. Appelbaum, under the handle «ioerror», has been an active member of the Cult of the Dead Cow hacker collective since 2008, and is the co-founder of the San Francisco hackerspace Noisebridge.



Mr Manuel ARRIAGA

Portugal, Visiting Research Professor, New York University

Manuel Arriaga is a Visiting Research Professor at New York University and a Fellow of the University of Cambridge. He is the author of Rebooting Democracy: A Citizen's Guide to Reinventing Politics, which has been published in several European countries and has received endorsements from figures as diverse as leading political scientists, award-winning journalists and Hollywood comedian Russell Brand.



Ms Yvonne ATAKORA OBUOBISA

Ghana, Director of Public Prosecutions, Ministry of Justice & Attorney-General's Department

Yvonne Atakora Obuobisa has been the Acting Director of Public Prosecutions since April 2015. Prior to this position she was a Chief State Attorney and Head of the International Cooperation Unit of the Ministry of Justice. She has worked as a prosecutor for nineteen years and has specialized in prosecuting economic crimes including money laundering offences and cybercrime. She has trained as an assessor in the Anti-money laundering and Countering of Terrorist Financing regime for the Intergovernmental Action Group against Money Laundering and Financing of terrorism (GIABA). In 2010, she was the legal expert in the team that assessed Liberia in its AML/CFT regime. She has also gained considerable experience in handling international criminal law cases. She is a listed counsel to the International Criminal Court and a lecturer in criminal procedure at the Ghana School of Law.



Ms Nadezda AZHGIKHINA

Russian Federation, Vice President of European Federation Journalists, Executive Secretary of the Russian Union of Journalists

Nadezda graduated from Moscow State University, and has a PhD in Russian Literature and Journalism (MSU). She worked as journalist and section editor in "Ogonyok", a national magazine, Nezavisimaya Gazeta an independent national daily newspaper. Since 2003 she is Executive Secretary of RUJ, responsible for International cooperation, safety of journalists and combating impunity. She is a member of the Union of Russian Writers and member of the Gender Council of the International Federation of Journalists. She is the Russian coordinator of a number of International projects and programs on freedom of the media, safety of journalists, culture, human rights and gender under the umbrella of UNESCO, UN WOMEN, UNFPA, IFJ, SIDA, OSCE and other organizations. Since 2012 she is Vice president of EFJ. She is Russian coordinator of the Dialogue of Russian and Ukrainian Professional Journalists Organizations in 2014-2015.



Ms Katrin BANNACH

Germany, Project Director for Thailand and Myanmar, Friedrich Naumann Foundation for Freedom, Regional Office for Southeast and East Asia

Is heading the work of the Friedrich-Naumann-Stiftung für die Freiheit (FNF) in Thailand and Myanmar where the Foundation works with a wide variety of stakeholders from civil society, parliament, government and independent organizations. Having expertise in the region; before shifting to Bangkok 2.5 years ago, she worked in FNF's Regional Office in India for 5 years, looking after FNF's India-Pakistan dialogue project and its promotion of Human Rights. She holds an M.A. in Sociology from the University of Hamburg, Germany. In addition, she studied International Law and Psychology in Hamburg as well as Stellenbosch, South Africa.



Ms Kiran BEDI

India, Politician, Social Activist, Former Police Officer and former United Nations Civilian Police Adviser

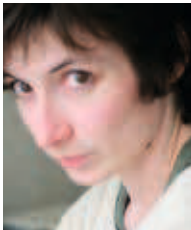
Kiran Bedi is recipient of the Asian Nobel Prize, the Ramon Magsaysay Award in government service. She has been the first woman in the Indian Police Service (1972-2007). She has also been a national and Asian tennis champion. Kiran Bedi worked with the United Nations in New York as Police Advisor to the Secretary General, as well as in the Department of Peace Keeping Operations. She has been voted as most admired (The Week) and trusted woman (Readers Digest) in India. Today, she runs two non-profit organisations which reach out to thousands of marginalised people in rural and urban areas to promote education and self-reliance. Author of several books, as well as activist, she has appeared in several TV and radio shows.



Mr Mourad BENCHELLALI

France, Ex-prisoner at Guantanamo

At the age of 19, advised by his brother, Mourad went to Afghanistan. Thinking he was going to an adventure camp, he eventually found himself in a terrorist training camp in Afghanistan. He was then imprisoned at Guantanamo where he spent 4 years before being transferred to French prisons. Today he modestly gives testimonies of his experiences attempting to dissuade young candidates from jihad and to draw the lesson that the dilemma freedom vs. control is all but simple.



Ms Yulia BEREZOVSKAYA

Russian Federation, CEO of Grani.ru

Yulia Berezovskaya is Grani.Ru CEO and co-founder. Before launching this project in 2000 she worked as a journalist for Echo Moskvy radio, as well as for daily newspapers and one of the first Russian online publications. After Grani.Ru was banned in Russia she moved to France to continue her work and created the Grani Association to promote Internet freedom.



Mr Philippe BILGER

France, Honorary Judge, President of the Institut de la Parole

Philippe Bilger is a French judge. As judge and General Counsel, he remained in the service of justice for almost forty years. He is the author of numerous books and has a strong presence in the French media environment. President of the Institut de la Parole, and now honorary judge, he served for more than twenty years as Advocate General at the Assize Court of Paris. He has been judge in a number of cases, some of which have had a strong media impact: Christian Didier - the murderer of Bousquet - Philippe Nageon, Bob Denard, Emile Louis, Maxime Brunerier, Michael Freminet (victim Brahim Bouarram), François Besse, or H el ene Castel. Philippe Bilger also animates his own YouTube channel «Interviews with Philippe Bilger» and the popular blog «Justice in Singular».



Mr William BINNEY

USA, Former high-level National Security Agency intelligence officer

William Binney is a former high-level National Security Agency intelligence official who, after his 2001 retirement after 30 years, blew the whistle on NSA surveillance programs. His outspoken criticism of the NSA during the George W. Bush administration made him the subject of FBI investigations that included a raid on his home in 2007. Even before Edward Snowden's NSA whistle blowing, Binney publicly revealed that NSA had access to telecommunications companies' domestic and international billing records, and that since 9/11 the agency has intercepted some 15 to 20 trillion domestic communications. The Snowden disclosures confirmed many of the surveillance dangers Binney — without the benefit of documents — had been warning about under both the Bush and Obama administrations.



Ms Bea BODROGI

Hungary, Human Rights Activist

Bea Bodrogi is a human rights activist from Hungary. She obtained her LLM in 2000 from the London School of Economics (LSE) with a specialization in human rights, discrimination and alternative dispute resolution. Over the last 15 years, she has served as legal counsel before Hungarian and international courts in the defence of Romas, women, members of the LGBT communities, journalists and other persons who shape public opinion. A trainer and mediator, she has published widely in the field of human rights, and has also co-authored a commentary on the law of equal treatment. Recently, she has published a handbook covering all (Hungarian) legislation on freedom of expression.



Ms Denitsa BOEVA

Bulgaria, Alumna, Bulgarian School of Politics

Denitsa Boeva is Project Management Expert for an electricity company in Bulgaria. Beforehand, she served for seven years as Chief Expert with the National Commission for Combating Trafficking of Human Beings. Denitsa is an alumna of the Bulgarian School of Politics "Dimitry Panitza" (class 2015) and of the Summer Academy 2015 of Alumni of the Bulgarian, Tunisian and Moroccan Schools of Political Studies on 'Culture and Security'.



Ms Jennifer "Tangerine" BOLEN

USA, Executive Director and founder of Revolution Truth

Jennifer "Tangerine" Bolen is the founder and Executive Director of RevolutionTruth. She is unwavering in her commitment to decreasing oppression, increasing liberty and ensuring just and equitable systems. Tangerine has a background in integrative medicine and health policy and a passion for truth, integrity and functioning democracies.



Mr Hans BONTE

Belgium, Mayor of Vilvoorde

Hans Bonte studied Political & Social Sciences at the University of Ghent and Public Administration at the Free University of Brussels. Before entering the House of Representatives in 1995, he was working as a labor and social security expert for the Research Institute SEVI. As a Member of Parliament, he tried to change and improve legislation. When the Belgian air company SABENA went bankrupt, he was closely involved as vice-president of the parliamentary commission who was established to investigate the demise of the airline. In 2007, Hans became president of the Public Centre for Social Welfare and Alderman of Social Affairs in the city of Vilvoorde. He took some remarkable initiatives on the matter of social economy, the aging of the population, community work and pensioner's policy. As president of the Public Centre for Social Welfare he opposed the way Citibank granted credit. In 2013 Hans became the first social-democratic mayor of the city of Vilvoorde in thirty years. A couple of months later he gets confronted with the problem of Foreign Fighters.



Ms Amina BOUAYACH

Morocco, Secretary General of the International Federation for Human Rights

Amina Bouayach is Secretary General of the International Federation for Human Rights (FIDH), a founding member and former president of the Moroccan Organization for Human Rights, and has written widely on women's rights in Morocco, Spain, and France. As part of her activities, Amina Bouayach has extensive experience on public protests in Morocco for economic, social, political or cultural reasons, in Morocco, but also on an international level. She constantly raises the need for the respect of human rights, democratisation and development. Amina Bouayach also initiated several actions for the protection and promotion of human rights through new information technologies. In particular, she created two websites: WARAKATI, dedicated to the rights of Moroccan women (Muslim and Jewish warakati) and the site www.marsad.ma for citizen election observation in November 2011.



Mr George BRANDIS

Australia, Attorney-General for Australia

Senator the Hon George Brandis QC was born in Sydney and grew up in Brisbane. He was educated at the University of Queensland (from which he graduated with first class honours in Arts and Law) and Magdalen College, Oxford, where he obtained a Bachelor of Civil Law and won the Sir Rupert Cross Prize. On his return from the United Kingdom, Senator Brandis worked as a lawyer at Minter Ellison before going to the Bar in 1985. He established a successful commercial practice specialising in equity and trade practices law. He took silk in 2006. Senator Brandis was selected to fill a casual Senate vacancy in May 2000, representing the state of Queensland. He was re-elected in 2004 and 2010. Senator Brandis has served as a Minister in the Howard, Abbott and Turnbull governments. He has held the portfolios of Attorney-General and Vice-President of the Executive Council since September 2013. A member of the Liberal Party's Leadership Group since May 2010, Senator Brandis was appointed Leader of the Government in the Senate in September 2015.



Ms Anne BRASSEUR

Luxemburg, President of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

Anne Brasseur is a Luxembourgish politician and former sports and training minister. On 28 January 2014 she was elected as the President of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe for a one-year renewable term, the second woman to hold this post. She began her political career when she was elected to the city council of Luxembourg in 1976. She is president of the Association des femmes libérales. From 1999 to 2004 she was a cabinet minister of Luxembourg, Minister for National Education, Vocational Training and Sports (Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports). Since 2009, she has been president of the The Alliance of Liberals and Democrats for Europe in the Parliamentary Assembly of the Council of Europe.



Ms Andrée BUCHMANN

France, Regional Councilor of Alsace, Member of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe

Andrée Buchmann is Regional Councilor of Alsace and Municipal Councilor of Schiltigheim. She is vice president of the French delegation of the Congress of Local and Regional Authorities at the Council. As a committed environmentalist, she chairs the Observatory for Inland Air Quality established by the ministries of health, environment and housing and is a member of the National Council of Air.



Mr Ulrich Bunjes

Germany, Special Representative of the Secretary General of the Council of Europe for Roma Issues
Ulrich Bunjes is the Special Representative of the Secretary General of the Council of Europe for Roma Issues, based in Strasbourg, France. He has a degree in sociology and Far Eastern Studies from the University of Hamburg (Germany). Besides his long-standing experience in senior executive functions in national, European and global NGOs, he has since 1978 worked intermittently in various functions for the Council of Europe, including on the first "all different - all equal" anti-racism youth campaign (1994-1996), on the "White Paper on Intercultural Dialogue" (launched in 2008) and as Head of the Youth Department. Between 2012 and 2014 he was the Special Coordinator of the Directorate General of Democracy of the Council of Europe.



Ms Jocelyne CABALLERO

France, Ambassador, Permanent Representative of France to the Council of Europe
Jocelyne Caballero is Ambassador and Permanent Representative of France to the Council of Europe since September 2013. Based in Paris from 2010 to 2013, she was Special Representative to coordinate the international fight against maritime piracy (Strategic Affairs, Security and Disarmament). Before that, she has been Deputy Director of Multilateral Affairs and Sector Cooperation in the context of Security Cooperation and Defence from 2009-2010. From 2005 to 2008, she has been Consul General in Antwerp, the Netherlands. During her career at the Ministry of Foreign Affairs, she has also been based in Bujumbura (Burundi), Quebec (Canada), as well as in Mainz and Bonn (Germany).



Ms Cristiana CASTELLOTTI

Italy, Editor in Chief, Radiorai 3

Cristiana is a professional journalist since 1992. She has been working as a radio editor on Radio1, Radio2 and Radio3, three Italian radio channels operated by the state-owned public-broadcasting organization RAI. She is currently an editor-in-chief of two shows on Radio3: Radio3Mondo and Tutta la città ne parla which deals with both national and foreign politics. RAI - Radiotelevisione italiana is Italy's national public broadcasting company, specialized in culture and classical music.



Mr Jean Pierre CHABOT

Canada, Program Director at the Global Organization of Parliamentarians Against Corruption

Jean Pierre Chabot is Program Director at the Global Organization of Parliamentarians Against Corruption (GOPAC) where he is responsible for work on parliamentary oversight. He conducts research on improvements to parliamentary oversight, including oversight of the defence and security sectors. Furthermore, his work with GOPAC addresses the constraints and challenges of implementing core ethical principles in governance. He has previous experience working in the security sector. He now resides in Moose Factory, Canada where he simultaneously works as Senior Development Officer for a local Aboriginal community.



Ms Anne-Marie CHAVANON

France, Chair of the Democracy, Social Cohesion and Global Challenges Committee of the Conference of INGOs

Anne-Marie Chavanon chairs the committee on Democracy, Social cohesion and Global Challenges of the Conference of INGOs of the Council of Europe, which brings together some 210 NGOs. She represents the International Federation for Housing and Planning (IFHP) at the Council of Europe, an international NGO bringing together all stakeholders of territorial democracy. She has served in key levels of governance in France (ministries, parliament, local and regional authorities) which gave her the experience and passion to establish a dialogue between governments and the governed, between politicians and citizens.



Ms Rita CHINYOKA

Zimbabwe, Publisher/CEO of Alpha Media Holdings

Rita Chinyoka is the Publisher/CEO of Alpha Media Holdings Private Limited a diversified media company with well-established operations in publishing, printing and distribution. She oversees Zimbabwe's largest independent newspaper group which publishes four newspapers NewsDay and Southern Eye (daily), Zimbabwe Independent and The Standard (weekly) on various platforms including print, online and mobile. Prior to joining AMH, Rita served in various top management assignments across a number of industries including Transport, Tourism, Retail, Health and Media. Since October 2013, the group has been on blazing path in pursuit of a "mobile first" digital strategy in a bid to align itself with current emerging market trends in the newspaper business. This has resulted in the launching of two cutting edge digital products for the mobile device, Mobi News and ZimMobi News App to reach wider urban and rural audiences.



Mr Christopher CHOPE

United Kingdom, Member of Parliament and Member of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

Christopher Chope is the Chairman of the European Conservatives Group in the Parliamentary Assembly and has also served as Chair of the Legal Affairs and Human Rights Committee and the Migration Committee. Barrister by profession, he has been a member for the UK Parliament for over 27 years and was a Minister in the Thatcher and Major governments.



Ms Michèle CONINSX

Belgium, President of Eurojust

Michèle Coninx, National Member for Belgium, was elected President of Eurojust in April 2012, and re-elected in April 2015, after serving as Vice-President from December 2007 to April 2012. She has more than 25 years' experience as a prosecutor. She worked for nine years for the International Civil Aviation Organisation and was responsible for anti-terrorism relating to aircraft sabotage and hijacking. Before joining Eurojust, she was a National Prosecutor in Belgium dealing with terrorism and organised crime at country-wide level.



Ms Nighat DAD

Pakistan, Executive Director, Digital Rights Foundation

Nighat Dad is the Executive Director of Digital Rights Foundation, Pakistan. She is an accomplished lawyer and a human rights activist. Ms Dad is one of the pioneers who have been campaigning around open access to internet. She has been actively engaged at a policy level on issues of Internet Freedom, Women and ICTs, Digital Security and Women's empowerment. Ms Dad has conducted several trainings across Pakistan, Afghanistan and in the region on ICTs for development and Digital Security for activists, journalists, media organisations and young women and girls. Ms Dad maintains a strong engagement with the broader civil society networks at national and international levels and strongly believes in inclusion, participation, and openness.



Ms Dusica DAVIDOVIC

Serbia, Member of the Nis City Parliament, Member of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe

Dusica Davidovic is a special education teacher living in Nis, Serbia. Since 2000, she has been capitalising her professional experience as a member of the City Parliament of Nis, and was in charge of social policy issues from 2008-2012. As member of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe, she has worked actively in the areas of youth participation and the rights of people with disabilities. She has greatly contributed to the Congress' work in the Council of Europe campaign to stop sexual violence against children (One in Five Campaign), and she was also Congress Rapporteur on Children in 2012.



Mr Karl DEAN

USA, Former Mayor of Nashville

Karl Dean was the sixth mayor of the Metropolitan Government of Nashville and Davidson County. He was elected on Sept. 11, 2007, and was re-elected on Aug. 4, 2011. Dean's priorities were improving schools, making neighborhoods safer and bringing more and better jobs to Nashville. He also worked to sustain and improve Nashville's high quality of life through numerous initiatives that promoted health, sustainability and volunteerism. Dean first held public office when he was elected as Nashville's Public Defender in 1990, a post he was re-elected to in 1994 and 1998. He served as Metro Law Director from 1999 to January 2007, when he resigned to run for the office of mayor. Dean completed the program for Senior Executives in State and Local Government at the John F. Kennedy School of Government at Harvard in 1999. He has also served as an Adjunct Professor of Law at Vanderbilt.



Ms Donatella DELLA PORTA

Italy, Professor of Sociology at the European University Institute

Donatella Della Porta is professor of sociology at the European University Institute, where she directs the Center on Social Movement Studies (Cosmos). She directs a major ERC project Mobilizing for Democracy, on civil society participation in democratization processes in Europe, the Middle East, Asia and Latin America. Among her very recent publications are: Social Movements in Times of Austerity (Polity 2014), Methodological practices in social movement research (Oxford University Press, 2014); Spreading Protest (ECPR Press 2014, with Alice Mattoni), Participatory Democracy in Southern Europe (Rowman and Littlefield, 2014, with Joan Font and Yves Sintomer); Mobilizing for Democracy (Oxford University Press, 2014); Can Democracy be Saved?, Polity Press, 2013; and Clandestine Political Violence, Cambridge University Press, 2013 (with D. Snow, B. Klandermans and D. McAdam (eds.)). In 2011, she was the recipient of the Mattei Dogan Prize for distinguished achievements in the field of political sociology and PhD honoris causa from the universities of Lausanne and Bucharest.



Mr Christophe DELOIRE

France, Journalist and Director General of Reporters without Borders

Christophe Deloire has been Director General of Reporters Without Borders (RSF) since 2012. Registered as a non-profit Organisation, with consultative status at the UN and UNESCO, RSF assures the promotion and defense of freedom of information all over the world. Christophe Deloire led from 2008-2012 the Journalists Training Centre (CFJ). After graduating from ESSEC in 1994, he worked as a journalist for several newspapers and television channels, mainly for Arte and LCI. From 1998 to 2007, he was in charge of the society section and then the politics section of the weekly Le Point. Editor with the French publishing house Flammarion until 2009, he is the author of several best-selling books (including *Sexus Politicus* in 2006 and *Circus Politicus* in 2012) and has made a documentary.



Mr Thierno DIALLO

Guinea, Unaccompanied minor refugee

After surviving the massacre in the stadium of Conakry in September 2009, Thierno was imprisoned for some weeks and lost his mother. At the age of 15, Thierno Diallo left Guinea to save his life. After crossing the sea secretly on a freighter, he disembarked on a Greek island and went to Athens, where he lived in a public park with other Africans and got a taste of the local prisons. He then flew to France with false papers, having Germany in mind as a final destination but ending up in Strasbourg. By chance, he was integrated in a home for unaccompanied minor refugees in the north of Alsace. In his book, Thierno reports of his discovery of the French way of living, his enthusiastic introduction to the French language and culture, his inclination to write, his achievements in school, his often absurd troubles with the authorities to obtain papers, but also the utter support of some adults that surround him.



Mr Damian DRAGHICI

Romania, Member of the European Parliament

Damian Drăghici is a politician and militant for Roma rights and social inclusion and a former international artist. He is the first Roma Romanian Member of the European Parliament (MEP). He holds several degrees in arts, psychology and public administration. During the years, Drăghici led numerous non-governmental projects to promote Roma inclusion and fight discrimination.



Mr Thomas DRAKE

USA, National Security Whistleblower, Former NSA Senior Executive

Thomas Drake is a former senior executive at the National Security Agency where he blew the whistle on multi-billion dollar fraud, intelligence failures, and widespread violations of the rights of citizens through secret mass surveillance programs after 9/11. As retaliation and reprisal, the Obama Administration indicted Mr. Drake in 2010 for espionage against the US. However, he faced down 35 years in prison and kept his freedoms. A recipient of several awards for whistleblowing, Mr. Drake now writes, speaks and teaches on whistleblowing, civil liberties, privacy, threats to democracy and society, secrecy, surveillance and abusive government power.



Mr Ahmed DRISS

Tunisia, Director, Tunisian School of Politics

Ahmed Driss has been a professor of Law at the Faculties of Law and Economic Sciences and Management at Tunis University since 1998. As of 2000, he has been a member of the Governing Council of the Académie internationale de droit constitutionnel de Tunisia and, since 2005, President-Director of the Centre for Mediterranean and International Studies (CEMI) in Tunis. From 2012, he is the Director of the Tunisian School of Politics which forms part of the network of 21 Schools of Political Studies under the auspices of the Council of Europe.



Ms Nica Dumlao

Philippines, Programme Coordinator, Internet Rights, Foundation for Media Alternatives

Nica Dumlao is a young feminist activist from the Philippines. She currently leads the Internet Rights programme of the Foundation for Media Alternatives by coordinating its content-development, public information and communication, constituency-building, and capacity-building initiatives to advance Human Rights in digital environments. Nica is part of the steering committee of the Philippine Internet Freedom Alliance, the broadest nationwide network of organizations and individuals fighting for the promotion and protection of rights and freedoms in cyberspace in the Philippines who challenged the constitutionality of the Cybercrime Law before the Supreme Court.



Ms Pimrapat DUSADEEISARIYAKUL

Thailand, Project manager for Thailand, Friedrich Naumann Foundation for Freedom, Regional Office for Southeast and East Asia

Her public forums across Thailand never fail to inspire her subjects, she is known for the nationwide future search campaign "Dream Thailand" under her leadership, she successfully continues to create platform for Thai youth to voice their concerns and suggestions for better Thailand they would like to see and inspire them to put their 'Dreams' into 'Action'. She is Thailand team's Programme Manager for The Friedrich Naumann Foundation. In 1999 she obtained her doctorate degree in International Relations from the University of Aberdeen, United Kingdom and in 1993 her master degree in International Politics from the University of Aberystwyth, United Kingdom.



Mr Driss EL YAZAMI

Morocco, President of the National Council of Human Rights

Mr. Driss El Yazami was appointed by His Majesty the King to chair the National Human Rights Council, in 2011. He was member of the Advisory Council on Human Rights (CCDH), the Equity and Reconciliation Commission (Moroccan truth commission) and the board of the Three Cultures Foundation (Spain). He is the Director of Générique, an association specialized in the history of foreigners and immigration in France, and chief editor of the Migration journal. Mr. El Yazami, is a former Vice-President of the French League of Human Rights (LDH), former Secretary General of the International Federation of Human Rights (FIDH) and former member of the Executive Committee of the Euro-Mediterranean Human Rights Network. Since 2004, he has been president of the Euro-Mediterranean Foundation of Support to Human Rights Defenders and member of the board of the Cité nationale de l'histoire de l'immigration in France (museum of immigration history). Mr. Driss El Yazami was awarded the Legion of Honor (knight grade) of the French Republic, on July 14th, 2010. He was appointed to chair the Council of Moroccan Community Abroad, in 2007.



Ms Suehila ELKATEB

Canada, Deputy Director, Democracy Division, Department of Foreign Affairs, Trade and Development, Government of Canada

Suehila Elkateb is a diplomat with the Canadian Department of Foreign Affairs, Trade and Development (DFATD), where she is Deputy Director of Democracy Policy, and represents Canada as Chair of the Community of Democracies Working Group on Enabling and Protecting Civil Society. As a diplomat since 2003, she has served as Counselor at the Canadian Embassy in Senegal, Deputy Director for Central Africa, and Deputy Director in Canada's Sudan Task Force. Prior to joining DFATD, Ms. Elkateb worked for the Canadian International Development Agency on peacebuilding in Africa, and with Canadian NGOs in the Middle East, Africa and Asia on human rights, gender, development, and program management. She is fluent in English and French and speaks some Arabic.



Mr Christian FLISEK

Germany, Member of Parliament and Presiding Member of the Parliamentary Committee investigating the NSA affair

Born in Bochum and raised in Bavaria Christian Flisek studied Law and Business administration. In 2003 he founded his own law firm and specialized for industrial legal protection: brand-, patent-, competition- and intellectual copyright law. In 2013 he became a Member of the German Bundestag for the Social Democratic Party of Germany. Besides his membership in various committees (Law and Consumer Protection, Digital Agenda, Under committee for European Law, Deputy Member Economy and Energy) and his function as Representative for Start-Up Companies he is Speaker in the 1st Committee of Inquiry investigating the proceedings concerning the NSA affair.



Ms Marcelline GBEHA-AFOUDA

Benin, President of the High Court of Justice of Benin

Marcelline Gbeha-Afouda is judge at the Constitutional Court of Benin, the highest court of the state on constitutional matters. She is particularly concerned with the constitutionality of laws and guaranteeing the fundamental rights of the individual and public freedoms. As President of the High Court of Justice of Benin, she investigates acts classified as high treason, offenses committed in the course of or in connection with the performance of duties of members of Parliament and the President of the Republic, as well as conspiracies against state security. Marcelline Gbeha-Afouda has held the positions of Deputy Prosecutor of the Republic, Public Prosecutor, and Public Prosecutor at the Court of Appeal. From December 1998 to June 2008, she held the position of Secretary General of the Constitutional Court of Benin.



Ms Salima GHEZALI

Algeria, Journalist, writer and women's rights activist, Winner of the 1997 Sakharov prize for Freedom of Thought

Salima Ghezali is an Algerian journalist, writer and women's rights activist. In the 1980s she became involved in the Algerian women's movement, amongst other things as a founder member of Women of Europe and the Maghreb and as editor-in-chief of NYSSA, the women's publication she herself founded. A teacher turned journalist, she edited the French-language Algerian weekly La Nation from 1994, the most widely-read weekly in Algeria. The paper was seized and suspended many times, and finally banned in 1996, after the appearance in Le Monde Diplomatique of Ghezali's report on the human rights situation in Algeria. The publication of La Nation resumed in 2011 on the Internet. Salima Ghezali has won a range of human rights awards and continues her activism on women's rights, human rights and democracy in Algeria. In 1997 she was awarded the Sakharov Prize for Freedom of Thought.



Mr Paul GIANNASI

United Kingdom, Police Superintendent and leader of a cross-governmental hate crime programme in the Ministry of Justice

Paul works in the Ministry of Justice in the United Kingdom. He leads the cross-government Hate Crime Programme which brings all sectors of government together to coordinate efforts to improve the response to hate crime across the criminal justice system. Paul is the UK National Point of Contact to the Office for Democratic Institutions and Human Rights on hate crime and has worked to share good practice within the OSCE region and within Africa. Paul has 30 years experience as a police officer and is a member of the Association of Chief Police Officers (ACPO) Hate Crime Group. He manages True Vision (www.report-it.org.uk) on behalf of the police and is the author of the 2014 Police Hate Crime Manual which offers guidance to all UK police officers and partners. He is the co-editor of the 2014 'Routledge International Handbook on Hate Crime'. Paul was awarded an OBE in the 2014 New Years Honours list for services to policing, equality and human rights.



Ms Maryna GONOSHYLINA

Ukraine, Board Member of Avtomaidan, anticorruption watch-dog, Country Leader of Enactus Ukraine

Maryna Gonoshylina is an Avtomaidan activist, an anticorruption watch-dog, whose major focus is to combat corruption inside courts, DA offices and internal affairs bodies in Ukraine. She also chairs the youth organisation Enactus in Ukraine, aiming at using the power of entrepreneurial action to transform lives and shape a better, more sustainable world.



Mr Vladimir GRADEV

Bulgaria, Professor and Head of the Theory and History of Culture Department to the Faculty of Philosophy at Sofia University

Vladimir Gradev is Professor of Theory of Religion at the University of Sofia. After studying in Sofia, Paris VIII and EUI, he became assistant professor (1996) and later full professor (2007) at the Sofia University, where he also served as Head of Department of Cultural Studies. He has been a visiting scholar at NIAS, MSH (Paris) and has led seminars and given lectures at several European universities. He has been Ambassador of Bulgaria to the Holy See (2001-2006). He is author of 6 books and more than 100 publications in religious studies, contemporary philosophy and political theory.



Mr Victor GREZES

France, Member of the InterFaith Tour and Development Director of Coexister

Born in Vichy-France, Victor Grezes travelled abroad for the first time when he was 16. He spent one year in South Africa thanks to the Rotary Club's exchange program, where he was trained to manage humanitarian projects. After his one-year experience in Africa, Victor seized the opportunity to represent French high school and college students in the main EU organizations, and all across Europe. In the process, this young man saw how cross-cultural issues are a major component of international exchanges and conflicts. In 2011, Victor joined 'Coexister' (the French interfaith youth movement) and participated in 2013/2014 in the InterFaith Tour project (a one year travel around the world to encounter and monitor interfaith initiatives – along with a team of 4 other youngsters from different faith - interfaithtour.com). Today, Victor is 23 years old and shares his time between his studies in International Affairs at Sorbonne University in Paris, and his position as Development Manager of Coexister.



Mr Dariusz GRZEMNY

Poland, Youth worker, trainer/consultant in educational projects addressing violence, discrimination, hate speech, racism, peace and human rights

Dariusz Grzemny is a youth worker in Poland and a trainer/consultant in educational projects across Europe addressing violence, discrimination, hate speech, racism, peace and human rights. Rooted in local youth groups, his international work experience includes the Amnesty International Secretariat in London, where he worked as a human rights education advisor. He also worked for the Council of Europe as an educational advisor at the European Youth Centres in Strasbourg and Budapest. In 2012 he became active in the No Hate Speech Movement as a trainer of young bloggers and online activists to deal with this phenomenon that is affecting young people nowadays. Dariusz currently works in Szansa, a local NGO in Glogow (Poland) advising and monitoring the work of the youth workers who work with the issues of violence, including gender-based violence.



Mr Ricardo GUTIÉRREZ

Spain, General Secretary of the European Federation of Journalists

Ricardo Gutiérrez is General Secretary of the European Federation of Journalists (EFJ), the largest organisation of journalists in Europe, representing over 320,000 journalists in 40 countries. Former journalist for the Belgian daily newspaper "Le Soir", he is professor of journalism at Brussels Free University (ULB). He is also member of the Belgian Press Council (CDJ).



Ms Muriel HANOT

Belgium, Director of Studies and Research in the Higher Audiovisual Council of the Federation Wallonia-Brussels

Muriel Hanot is director of studies and research in the higher Audiovisual Council (CSA) of the Federation Wallonia-Brussels (Belgium). She is responsible for studies related to the cultural evolution, sociological, economic and technological evolution of production, programming and audiovisual consumption. She holds a degree in history, a degree in social communication, a PhD in communication and a university certificate in prospective analysis. She joined CSA in 2005 after a FNRS research career in the field of history, reception, usage and appropriation of television. She is also a guest lecturer at the UCLMons where she offers courses on the socio-economics of media.



Mr Steven HARTUNG

Germany, Former neo-Nazi

At the age of 14 Steven joined a group of the neo-Nazi movement in Thuringia (Germany) of which he became one of the main leaders. After 10 years in the heart of the ideology Steven begins to question himself, to examine his movement and finally, with the help of the NGO Exit, he manages to leave. Leaving a neo-nazi movement is not a simple matter. It requires changing your life, your place, rebuilding your identity, your sense of belonging. Today Steven is studying and working and involved in the initiative Exit to help other young people to leave. His honest and touching testimony shows the numerous possible perspectives and interpretations of freedom and control.



Mr Lee HIBBARD

Coordinator of the Council of Europe's Internet Policy

Lee Hibbard is coordinating the Council of Europe's Internet policy in various international forums (EuroDIG, IGF, ICANN). At the content level, he is currently facilitating the Council of Europe's upcoming Internet Governance Strategy 2016-2019. He has also the co-author of a new report on Children and young people's sustainable digital development: Education 3.0 and Internet Governance as a new global alliance for dynamic learning, greater employability and general well-being.



Mr Richard HOROWITZ

Israel, Attorney and former officer in the Israel Defence Forces

Richard Horowitz is an attorney concentrating in corporate, security, and international matters and is admitted to practice law in New York, the District of Columbia, and Israel. Mr. Horowitz is a former private investigator and served in the Israel Defense Forces for six years attaining the rank of captain, where he researched, planned, and implemented national security projects. He pursued graduate studies in international relations at Columbia University and New York University. Mr. Horowitz began speaking on terrorism after the World Trade Center bombing in 1993. He has since lectured on terrorism and related topics in eighteen countries. In 2009 he spoke at a conference on Human Rights and Terrorism co-sponsored by the Council of Europe, the Club of Madrid, and the Spanish Foreign Ministry. He served as security consultant for a humanitarian program sponsored by the President of the UN General Assembly and has prepared educational material for the U.S. Department of Defense.



Mr Denis HUBER

France, Head of the "Co-operation, Administration and External Relations" Department and Executive Secretary of the Chamber of Regions of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe

After embarking on a (French) diplomatic career, Denis Huber joined the Council of Europe Secretariat in 1993. He spent ten years in the Secretariat of the Committee of Ministers, before being posted to Belgrade in 2006/2007, as Special Representative of the Secretary General in Serbia. Between 2008 and 2012, he has been the Director of the Council of Europe North-South Centre, based in Lisbon. Since October 2012, he is Head of Department and Executive Secretary of the Chamber of Regions of the Congress of Local and Regional Authorities, in Strasbourg. Denis Huber is the author of "A decade which made History : the Council of Europe 1989-1999", published in 1999 by the Council of Europe Publishing.



Mr Faheem HUSSAIN

South Korea, Assistant Professor in the Department of Technology and Society, College of Engineering and Applied Sciences at State University of New York

Dr. Faheem Hussain is an Assistant Professor in the Department of Technology and Society at State University of New York (SUNY), Korea. He holds a Ph.D. and an M.S. degree in Engineering and Public Policy from Carnegie Mellon University (CMU), an M.S. degree in Telecommunications Management from Oklahoma State University, and a B.S. degree in Computer Science from Dhaka University. His principal research interests encompass social impact assessment of Social Media, Net Freedom, Digital Afterlife, and Women Empowerment. Besides academia, Dr. Hussain focuses on evidence based research on Digital Rights. He regularly publishes in academic journals and popular online outlets on Social Media, Development, and Internet Freedom.



Mr Ahmad IRAVANI

Iran/USA, Ayatollah and President of the Center for the Study of Islam and the Middle East, Washington, D.C..

Dr. Ahmad Iravani is the president of the Center for the Study of Islam and the Middle East, fellow at the Institute for Policy Research (IPR) at the Catholic University of America and teaches courses in Islamic Law, Introduction to Islam, and Modern Iran in the Columbus School of Law and the School of Theology of The Catholic University of America (CUA). Ayatollah Iravani received the highest possible degree in Islamic Studies (Ijtihad) in 1997 (Qom), and in 2010 he received his Doctor of Philosophy after defending his PhD dissertation under the title of «Foundations of Jacques Maritain's Political Philosophy» at the Iranian Institute of Philosophy in Tehran, Iran. H has been active in Inter and Intra-Faith Dialogue and recently became a member of the Global Agenda Council on the Role of Faith for the year 2014-2016, as part of the World Economic Forum.



Mr Erdoğan İŞCAN

Turkey, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of Turkey to the Council of Europe

Erdoğan İşcan is Ambassador and Permanent Representative of Turkey to the Council of Europe since 2014. Before coming to Strasbourg, he has been Deputy Undersecretary of Political Affairs, as well as Director General of Multilateral Political Affairs, at the Turkish Ministry of Foreign Affairs. From 2009 to 2011 Mr İşcan has been Ambassador to the Republic of Korea, Seoul, and from 2005 to 2009 he has been ambassador to Ukraine in Kyev.



Mr Thorbjørn JAGLAND

Norway, Secretary General of the Council of Europe

Thorbjørn Jagland is the 13th Secretary General of the Council of Europe. Mr. Jagland was elected in September 2009. In June 2014, he was re-elected, and his second term in office commenced on October 1, 2014. The former Prime Minister and Foreign Minister of Norway, Thorbjørn Jagland, was also the President of the Storting (Norwegian Parliament) and the leader of the Norwegian Labour Party. He is a member of the Norwegian Nobel Committee.



Ms Michaëlle JEAN

Canada, Secretary General of the Organisation Internationale de la Francophonie

Michaëlle Jean was elected Secretary General of the Francophonie in November 2014. Born in Port-au-Prince, Haiti, she came to Canada with her parents, fleeing, like thousands of other families, the dictatorial regime of François Duvalier. At the University of Montreal, she completed a BA in Literature and Modern Languages (Italian and Spanish). While teaching the Italian language and literature, she successfully pursued a master's degree in comparative literature. Michaëlle Jean is fluent in five languages: French, English, Italian, Spanish and Creole. From 1988 to 2005, Michaëlle Jean was a successful journalist and anchor of information programs on Canadian public television, as well as English and French networks of CBC/Radio-Canada. For her achievements in journalism, she has received numerous awards. From 2005 to 2010, Michaëlle Jean was Governor General of Canada.



Ms Işıl KARAKAŞ

Turkey, Judge at the European Court of Human Rights

Işıl Karakaş was a Professor of Public International Law. She was the Director of the Research and Documentation Centre on Europe and Head of Department of Public International Law at Galatasaray University, Istanbul. She was elected as a judge in respect of Turkey at the European Court of Human Rights in 2008. She has been a Section President since 1st January 2015.



Mr Christian KARAM

Lebanon, Lead Cyber Threat Researcher at the Cyber Research Lab at INTERPOL

Christian Karam is a Lead Cyber Threat Researcher at the Cyber Research Lab at INTERPOL. Mr. Karam develops the activities in the fields of global cyber threat research, future trends analysis, cyber intelligence and R&D within the INTERPOL Global Complex for Innovation (IGCI). Prior to joining INTERPOL, Mr. Karam was an independent security researcher, penetration tester, and security consultant for several firms in the private sector. Mr. Karam's subjects of expertise fall under different fields: Cryptography, Darknets, Future threats, Blockchain technology and Cryptocurrencies. Mr. Karam is a Certified Ethical Hacker, Certified Hacking Forensic Investigator, Licensed Penetration Tester, CISSP, and holds degrees in Information Security Engineering, Cybersecurity and is currently pursuing advanced research in the areas of trend analysis and threat models.



Ms Tawakkol KARMAN

Yemen, Nobel Peace Prize Laureate 2011

Tawakkol Karman was awarded the Nobel Peace Prize in 2011 in recognition of her work in non-violent struggle for the expression rights, safety of women and for women's rights to full participation in peace-building work in Yemen. Upon being awarded the prize, Tawakkol became the first Yemeni, the first Arab woman, and the second Muslim woman to win a Nobel Peace Prize, as well as the youngest Nobel Peace Laureate to date, at the age of 32. Karman is a mother of three as well as a human rights activist, journalist, politician, president of Women Journalists without Chains organization. She is a General Coordinator of peaceful youth revolution council and she is a member of the advisory board for the Transparency International organisation and for several international Human rights NGOs. Bold and outspoken, Karman has been imprisoned on a number of occasions for her pro-democracy, pro-human rights protests. Amongst Yemen's Youth movement, she is known as "mother of the revolution", "the iron woman", and recently "the lady of the Arab spring".



Mr Timothy KARR

USA, Senior Director at Free Press

Timothy Karr has led Free Press' Internet freedom and international media rights campaigns. As senior director of strategy he builds on Free Press' policy work to advance the organization's strategic goals and reach new communities in the U.S. and globally. Before joining Free Press, Tim served as executive director of MediaChannel.org and vice president of Globalvision New Media. He has also worked extensively as an editor, reporter and photojournalist for the Associated Press, Time, Inc., the New York Times and Australia Consolidated Press. Tim critiques, analyzes and reports on media for the Huffington Post and on his personal blog, MediaCitizen.



Ms Lea KASPAR

Head of the Programmatic Portfolio at Global Partners Digital

Lea Kaspar heads Global Partners Digital's (GPD) programmatic portfolio and leads the organisation's international policy arm. Since joining GPD in 2012, she has been managing a range of projects at the intersection of human rights and digital communications, acquiring an in-depth understanding of the changing dynamics in the field. During this period, she has concentrated upon facilitating effective civil society engagement in a range of international forums and processes, the outcomes of which bear relevance for human rights and individual freedoms. She has developed and coordinated a number of information sharing, capacity building, and advocacy initiatives, including at the Internet Governance Forum (IGF), the Global Conference on Cyberspace (GCCS), NETmundial, the WSIS+10 Review process, the UN CSTD Working Group on Enhanced Cooperation (WGEC), and various processes of the International Telecommunication Union (ITU).



Ms Nadia KAYALI

USA, Activist at Electronic Frontier Foundation

Nadia Kayyali is an Activist with the Electronic Frontier Foundation, in San Francisco, California. They focus on street level surveillance technology such as IMSI catchers and drones, US national security policy, privacy, anonymity, and freedom of expression. Nadia has worked on EFF's Street Level Surveillance and Surveillance Self-Defense projects, advocated for anonymity and privacy with governmental bodies and companies, and has coordinated a variety of US campaigns to limit surveillance at the national and local level. As a Syrian-American, Nadia got especially interested in surveillance because of the experiences of Arab and Muslim Americans after 9/11. Nadia holds a B.A from UC Berkeley in Cultural Anthropology, and a J.D. from UC Hastings College of the Law.



Mr Rajith KEERTHI TENNAKON

Sri Lanka, Executive Director of the Centre for Human Rights and Research

Rajith Keerthi Tennakoon is the Executive Director of Campaign for Free and Fair Elections (CaFFE), an independent election monitor from Sri Lanka. He is also the Executive Director of Centre for Human Rights and Research (CHR) – Sri Lanka, a leading nonprofit civil society organization in the country. Both organizations are actively engaged in promoting and protecting human rights and representative democracy. Tennakoon is also a well-known organizer of public movements against suppression and human rights violations. He has also acted as a resource person for the Commonwealth Secretariat and expert of Election Monitoring. He is specialized in political communication.



Mr Andreas KIEFER

Austria, Secretary General of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe

Andreas Kiefer was elected Secretary General of the Congress in 2010 and was re-elected in March 2015 for another 5-year mandate. He holds a doctorate of Law and finished a post-graduate university programme "General Management with a focus on public management". He worked as Head of the Private Office of Land Salzburg's President and was Director of the European Affairs Service of Land Salzburg. He served as Secretary General of the Conference of Presidents of Regions with Legislative Powers (REGLEG). He has published widely and is a member of the Scientific Committee of the Institute for Studies on Federalism and Regionalism of the EURAC Bolzano/Bozen and the board of the Salzburg Institute for Education.



Mr Nadim KOBEISSI

Lebanon/Canada/France, PhD researcher and Cryptocat lead developer

Nadim Kobeissi is a PhD researcher studying applied cryptography at INRIA's PROSECCO lab. He is interested in provable security, usable encryption, formal logic, JavaScript and the web. His software projects, which have focused on making encryption and online privacy more ubiquitous, include Cryptocat, a world-renown encrypted instant messaging platform, miniLock, a modern standard for file encryption, and Peerio, a full-featured open source productivity platform with end-to-end encryption. Originally from Lebanon, Nadim completed his undergraduate studies in 2013 in Montréal, Canada, and currently resides in Paris.



Mr Georgios KOLLIARAKIS

Greece, Researcher of security and strategy affairs, University of Frankfurt, Germany
 Dr Georgios Kolliarakis is an expert in security and strategy affairs. Born in Athens, Greece, he currently works with the University of Frankfurt, where he conducts research on societal impacts and non-anticipated consequences of security policies. Georgios regularly participates in expert consultations at EU level on the relationship of new (security) technologies and society. He currently manages an EU research project about the relationship between civil society and security research. After studying Engineering at the Technical University of Athens, Georgios earned a Master's degree in Political Geography from the University of Bonn, and a PhD in International Politics from the University of Munich.



Mr Francis KPATINDÉ

France, Journalist and lecturer at the Institute of Political Studies, Sciences Po Paris
 Francis Kpatindé is journalist and lecturer at the Institute of Political Studies (Sciences Po. Paris). He is the former editor of "Jeune Afrique" newspaper. He was also the spokesman for the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) in Geneva and then in West Africa.



Ms Ruth KRONENBURG

the Netherlands, Executive Director of Free Press Unlimited
 Ruth Kronenburg studied Communication and Business Administration. She worked in the commercial world of television for years, where she held various management and executive positions. She set up country offices for Endemol in Belgium and Switzerland and was in part responsible for setting up Sport 7. When she was asked to help an Iranian radio station solve their financial problems in 2009, she was touched by the personal stories of people who worked at the radio station and had left Iran, often risking their own lives. These stories made her decide to follow her heart and switch to the non-profit world. Since Press Now and Freevoice merged into Free Press Unlimited, which she supervised as interim manager, she has been associated with Free Press Unlimited as Executive Director.



Mr Rintaro KURAMOCHI

Japan, Lawyer for constitutional matters at Japan Federation of Bar Associations and lecturer for Constitutional Law at lecturer at Keio University School of Law
 Rintaro Kuramochi studied constitutional law and jurisprudence at Keio University and Chuo University School of Law. He graduated from Chuo University School of Law, and got a license as a lawyer in 2011. He used to work as a business lawyer and taught constitutional law at Keio University School of Law. He gave seminars with general citizens to inform them about constitutional law. In addition, he drafted questions for Diet representatives on matters of Japanese constitutional law, especially, on Japanese security legislation during summer 2015. He was summoned by the House of Representatives as witness (as the expert on constitutional law) to give testimony about Japanese security legislation in July.



Ms Cécile KYENGE

Italy, Member of the European Parliament

Cécile Kyenge, an Italian national, is a member of the European Parliament since May 2014. She is a member of the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs, substitute member of the Committee on Culture and Education and a member of Delegation for relations with the Pan African Parliament. She is also Vice-Chair of the Delegation to the ACP-EU. In March 2015, the European Parliament gave Cécile Kyenge the role of co-rapporteur of the report on the initiative «the situation in the Mediterranean and the need for a comprehensive EU approach to migration». Originally from the Democratic Republic of Congo, Cécile Kyenge arrived in Italy in 1983 where she obtained a degree in medicine and surgery and specialization in ophthalmology. She was elected to the Italian Parliament in 2013, having been Minister for Integration until 2014. For a long time, she has been in charge of immigration, integration and the fight against racism. She was appointed Chief Observer of the EU Mission of Electoral Observation in Burkina Faso in October 2015.



Mr Nouri LAJMI

Tunisia, Chairman of the Independent High Authority for Audiovisual Communication

Nouri Lajmi is chairman of the Independent High Authority for Audiovisual Communication (HAICA) of Tunisia since 2013. He holds a PhD in information science, has been teaching at the University of Manouba in Tunis and conducted numerous studies in the fields of journalism, and ethics of information and news. He spent several years in Canada, where he worked with several NGOs and was a consultant to the Canadian International Development Agency for a program to support journalists. There, he also worked with the Public Law Research Centre of the University of Montreal and with the Department of Information and Communication at Université Laval in Quebec City.



Mr Eric LÉANDRI

France, QWANT Co-Founder and Managing Director

Eric Léandri (QWANT Co-Founder / Managing Director) is a specialist in web, IT and network security with 20 years of experience as a technology entrepreneur. Prior to Qwant, he held positions such as Head of Special Projects for a number of global firms such as UB, deputy-CEO of Trustmission, and majority shareholder and managing director of Mobilegov SaaS.



Mr Pierre-Yves LE BORGNE

France, Member of Parliament and Member of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

Pierre-Yves Le Borgne is an international lawyer and French politician, member of the French Socialist Party and the Party of European Socialists. He is a Member of the National Assembly, as well as elected representative of the Federation of French abroad in June 2012 for the seventh constituency. He earned a law degree in Nantes and the diploma of the Institute of Political Studies in Paris before continuing his studies at the College of Europe in Bruges. He then worked in the United States, Luxembourg, Belgium and Germany in the renewable energy industry. Member of the Socialist Party since 1988, he carries various responsibilities, including that of First Secretary of the Federation of French abroad and member of the National Council of the Socialist Party. He is a member of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe since November 2014



Mr Rudolf LENNKH

Austria, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of Austria to the Council of Europe

Ambassador Rudolf Lennkh is Permanent Representative of Austria to the Council of Europe since 2013. He has served from 2009 to 2013 as Ambassador to Spain and Andorra and from 2001 to 2005 as Ambassador to Mexico and Belize. He held posts in the Austrian Ministry of Foreign Affairs, such as in the Americas Department (2005-2007) and as Director General for European Integration and Economic Affairs (2007-2009). Throughout his career, he has also worked in the Austrian embassies in Washington, Abidjan, Buenos Aires and Madrid.



Mr Yves LETERME

Belgium, Secretary General of International IDEA

Yves Leterme is secretary-general of International IDEA. He previously served as Deputy Secretary General of the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) (2011 – 2014). Before joining the OECD, Yves Leterme held a variety of political posts in Belgium at all levels and in all areas of government. After starting his career as an Alderman in his home town of Ypres, he became a Member of Parliament in the Chamber of Representatives, Group Chairman and leader of the opposition, Secretary-General and Chairman of the CD&V party, Minister-President and Minister for Agriculture of the Flemish Government, Federal Senator, Deputy Prime Minister, Minister of the Budget and Mobility, Minister of Foreign Affairs and Prime Minister.



Ms Elisa LEWIS

France, Démocratie Ouverte, Democracy Innovation Incubator

Elisa is the author of the book "Osons la Démocratie" (with Romain Slitine, La Découverte, 2016). This project has led her to meet with committed citizens, hackers, journalists, deputies and elected representatives around the world who engage in demanding and innovative forms of collaborative, open and participatory democracy. She has been a committed and privileged observer of the main changes that will impact democracy in the 21st century. Member of "Démocratie Ouverte", a collective which promotes and experiments initiatives supporting the concept of "Open Government", Elisa is strongly involved in the creation of a democratic incubator to support political innovators (in partnership with the Council of Europe). She has also been working as a consultant for several social companies to help them scale up their innovation and deepen their social impact. She has been giving courses on social entrepreneurship in universities for the past few years.



Ms Vanessa LISTON

Ireland, Co-founder and CEO of CiviQ

Dr. Vanessa Liston is co-founder and CEO of CiviQ, a company delivering innovations in public participation and deliberation. CiviQ's mission is the creation of an open data source on public opinion and changes in social perspectives to help respond to complex social and environmental challenges. Vanessa holds a PhD in Political Science from Trinity College Dublin, Ireland, where she was a Government of Ireland Scholar. She publishes regularly in international journals on development issues, deliberative democracy, Web 2.0 technologies, and political system innovation. Vanessa also has a background in international development and a management consulting career in Accenture and Cambridge Technology Partners. In 2014 she was listed by TechnologyVoice as one of Ireland's Talented 38 Technology Women.



Ms Nadine LYAMOURI-BAJIA

France, Intercultural psychologist and international trainer/consultant

After some years as a psychologist in the MEDA and Middle-East, Nadine Lyamouri-Bajja worked as an educational advisor in the Council of Europe youth Directorate from 2006-2011. She is now a co-manager of IICoS (Intercultural Institute of systemic competences). She works as an international consultant and youth trainer on human rights, intercultural dialogue and migration.



Ms Raegan MCDONALD

Canada, Senior Policy Manager, EU Principal at Mozilla

Originally from Canada, Raegan is based in Brussels, Belgium, where she leads Mozilla's Public Policy work in the EU, and specialises in net neutrality, privacy and data protection. Raegan is a member of the Steering Group for Code Red, a global initiative to accelerate reform of security organisations. She is also an Advisory Board member of the Brussels Privacy Hub, an academic research institute focused on privacy and data protection. Since March 2014, Raegan is a Privacy by Design Ambassador, an award from the Privacy Commissioner of Ontario, Canada. Prior to joining Mozilla, Raegan led Access' (accessnow.org) Brussels presence as European Policy Manager. Prior to that, Raegan worked with European Digital Rights (EDRI), an association of 34 privacy and civil rights groups across Europe. Raegan is a graduate of the University of Vienna (Austria) and the University of Leipzig (Germany) where she received her Masters in Global Studies.



Mr Antoine MADELIN

Belgium, Director for International Advocacy, International Federation for Human Rights

Antoine Madelin is the Director for international advocacy of the International Federation for Human Rights (FIDH), a human rights NGO representing 178 human rights organisations in more than 100 countries. A graduate in law, human rights and in European political studies, Antoine Madelin first worked for the French Prime Minister's office and in the front office of France's Secretary of State for European Affairs. He joined FIDH 14 years ago, as Permanent Representative to the United Nations in Geneva, and subsequently as Permanent representative to the European Union in Brussels. He now coordinates FIDH's advocacy work, mainly undertaken through FIDH delegations to the UN in Geneva and New York, and to the European institutions in Brussels. He is also responsible for the mapping and development of FIDH's international advocacy to third countries of influence, often referred to as 'emerging powers'.



Ms Drudeisha MADHUB

Mauritius, Data Protection Commissioner of Mauritius

Graduated in law and specialized in international human rights, Ms Drudeisha Madhub worked for more than six years as a lawyer in the State Attorney General's office. After obtaining a LL.M in International Human Rights at the University of Essex, she joined in 2007 the Office of the Prime Minister, Commissioner of data protection. As such, she is a member of the Francophone Association of Personal Data Protection (AFAPDP) and the Global Privacy Enforcement Network (GPEN). In 2011, she was appointed expert in data protection and human rights by Interpol as a member of the Preflight Commission. Since September 2014, she is also an expert at the United Nations in the UN Global Pulse data advisory group.



Mr Bogdan MANOLEAN

Romania, Executive Director of the Association for Technology and Internet
Bogdan Manolea is the Executive Director of the Association for Technology and Internet - APTI Romania. Mr Manolea is a lawyer by training and has extensive experience in ICT law. He is particularly interested in digital civil rights (freedom of expression on the Internet, privacy and open copyright). He was author of presentations and articles on the issue of the right to ICT at national and international conferences. He is also owner of the only Romanian website dedicated to Internet law: www.legi-internet.ro. He was also editor EDRI-gram, a bi-weekly newsletter about digital civil rights in Europe between 2006 and 2014.



Mr Jean-Paul MARTHOZ

Belgium, Journalist at «Le Soir», Professor of International Journalism at Université Catholique de Louvain, Advisor of the Committee to Protect Journalists (New York)
Jean-Paul Marthoz is EU correspondent for the Committee to Protect Journalists (CPJ, New York), member of the Advisory Board of the Ethical Journalism Network (EJN, London), vice-chair of the Advisory Committee of Human Rights Watch's Europe and Central Asia division, and member of the editorial board of Index of Censorship magazine (London). A foreign affairs columnist at Le Soir he teaches international journalism at the Université Catholique de Louvain (UCL, Belgium). Jean-Paul Marthoz has been foreign editor and chief of the editorial page of Le Soir (1980-1991), director of the Media for democracy Program at the International Federation of Journalists (1992-95), European press director of Human Rights Watch (1996-2006) and editorial director of the foreign affairs quarterly Enjeux internationaux.



Mr Moncef MARZOUKI

Tunisia, President of Tunisia (2011-2014)

After the success of the revolution that toppled president Ben Ali in 2011, Marzouki became a deputy in the National Constituent Assembly on 23 October 2011 and two months later on 12 December 2011, he was elected President of the Republic of Tunisia. He remained President until 2014. In November 2012, Foreign Policy magazine ranked him second in its Top 100 Global Thinkers. In April 2013, Time published him in its annual list of the 100 most influential people in the world.



Ms Carolin MAYER

Germany, Journalist/Managing Editor, Rundfunk Berlin-Brandenburg (RBB)

Carolin Mayer is a Berlin based journalist working for German Television (Rundfunk Berlin Brandenburg /ARD). She is in charge of RBB's political investigative television magazine. Prior to this position she served as Personal Advisor of the network's Program Director, focusing on strategic tasks. She started her journalistic career in TV News/Current Affairs. During the preparation of the 4th World Conference on Women she worked with the United Nations Department of Public Information (Human Rights and Development Section) in New York and the UN Information Center in Bonn. Carolin Mayer holds a Master's degree in Political Science.



Ms Stefania MILAN

Italy, ICANN GNSO Councillor & Researcher at Universiteit van Amsterdam

Stefania Milan is a researcher, writer and activist whose work explores the intersection of digital technology, governance and activism. She is Assistant Professor at the University of Amsterdam, where she leads a research team exploring the politics of big data. She is the author of 'Social Movements and Their Technologies: Wiring Social Change' (Palgrave Macmillan, 2013) and co-author of 'Media/Society' (Sage, 2011). She sits in the Council of the Generic Names Supporting Organization of the International Corporation for Assigned Names and Numbers, and in the Executive Committee of the NonCommercial User Constituency. She contributes to the Working Group 'An Internet Free and Secure' of the Freedom Online Coalition.



Mr Emin MILLI

Azerbaijan, Journalist and Executive Director of Meydan TV

Mr. Milli was imprisoned in 2009 for two and a half years for his critical views of the government. He was conditionally released in November 2010, after serving 16 months of his sentence, in part due to strong international pressure on the government of Azerbaijan. From 2002–2004, Mr. Milli was director of the Friedrich Ebert Foundation and also advised the Council of Europe on more than 40 cases of political prisoners in Azerbaijan, many of whom were released following pressure from the Council. Prior to that, he was a coordinator for the International Republican Institute in Azerbaijan. Mr. Milli is currently managing director of the independent online media platform www.meydan.tv that has been launched in 2013.



Ms Pascale MOMPOINT-GAILLARD

France, Social psychologist, trainer, consultant

Pascale Mompoint-Gaillard has worked in the field of intercultural communication, education and leadership training for the past 25 years. Her professional activities in France and the USA have been geared towards community leadership training and capacity building mostly in education and literacy projects, giving voice to marginalised communities so they can organise and have their dignity restored through active democratic participation. Since 2006, she has been involved in international teacher education programmes and consultancies on educational issues related to living together in mutual understanding and promoting education for democracy. Currently Director of Studies for the Pestalozzi Programme, she is involved in diverse projects and works with the Council of Europe, the European Wergeland Centre and the Anna Lindh Foundation, to name a few. She lectures in universities as well as in national training institutions for teachers and social workers.



Mr David MOORE

USA, Vice-President, Legal Affairs, the International Center for Not-for-Profit Law

David Moore is Vice President of Legal Affairs with the International Center for Not-for-Profit Law (ICNL), where he has worked since 2001. Mr. Moore manages several of ICNL's global programs, enabling ICNL to monitor developments worldwide and respond flexibly. Mr. Moore has supported civil society legal reform in a diverse range of contexts, including in Asia (e.g., Afghanistan, Bangladesh, Cambodia, Indonesia, Laos, Myanmar, Pakistan and Vietnam); in Africa (e.g., Malawi, Mauritius, Sierra Leone, South Sudan, Uganda, Zambia and Zimbabwe); and in Europe and Eurasia (e.g., Bulgaria, Croatia, Hungary, Moldova, Russia and Turkey). Mr. Moore has published extensively on issues of civil society law and taught Civil Society Law for ten years at the Central European University in Budapest.



Mr Henry MUGISHA BAZIRA

Uganda, Executive Director of Water Governance Institute

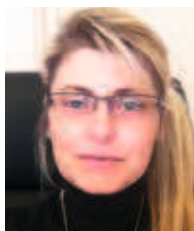
Mr Henry Mugisha Bazira is the Executive Director of Water Governance Institute (WGI) – a non-governmental organisation based in Uganda. He is the founding Chairperson of the Civil Society Coalition on Oil & Gas (CSCO). He served as chairperson from 2008 to 2012 and peacefully handed over leadership to another Steering Committee of CSCO. He has taken on the role of assisting CSOs establish research and advocacy networks to influence national policy and governance. He is a natural resources expert with keen interest in the interaction between water and the extractive sector i.e. oil, gas, mining and industrial operations.



Mr Nils MUIZNIKS

Council of Europe Commissioner for Human Rights

Nils Muiznieks was elected Commissioner for Human Rights on 24 January 2012 by the Parliamentary Assembly and took up his position on 1 April 2012. Born in 1964, Mr Muiznieks is a Latvian national educated in the United States of America, where he obtained a Ph.D. in political science at the University of California at Berkeley. He has been working in the field of human rights for the past two decades and has acquired extensive knowledge in the field of international human rights monitoring, training and education.



Ms Alexandrina NAJMOWICZ

Romania, Director of the European Civic Forum

Alexandrina Najmowicz has been working for over ten years in the third sector and not-for-profit organisations in Romania, France and Europe wide. She is currently Director of the European Civic Forum, a transnational network of more than one hundred associations across Europe standing for Equality, Solidarity and Democracy, working to enable civic participation and European civil dialogue. In this capacity, she has been coordinating different campaigns aiming to strengthen the capacity and the role of civil society organisations to stand and act for citizens' rights and to become influential in the decision making process. She represents the European Civic Forum in the civil dialogue stakeholders group within the European Commission "Europe for Citizens" Programme, in the European Economic and Social Committee Liaison Group with Civil Society Organisations or the Council of Europe's OING Conference



Mr Pacifique NDAYISHIMIYE

Rwanda, Founder and President, Youth Service Organization (YSO)

Pacifique Ndayishimiye is the founder of Youth Service Organization (YSO); a nongovernmental youth-led organization based in Rwanda that educates youth to gain the skills that impact their own lives and communities, involves young people in sustainable development work and inspires them to take effective actions to act on their own behalf and on their own terms as active citizens. He is dedicated and passionate about empowering young people to effectively create sustainable solutions for the local community's needs and problems. He spent the past 6 years working with rural disadvantaged people in the fields of social justice, community development, human rights, intercultural understanding and youth livelihoods.



Mr Julien NOCETTI

France, Research Fellow at Institut Français des Relations internationales (IFRI)

Julien Nocetti is a Research Fellow at the Paris-based think tank French Institute of International Relations (IFRI). He currently focuses his research on the intersection between global internet governance and international relations. His research interests also include Russia's foreign and domestic internet policies, as well as the European Union's cyber diplomacy. He recently published "Contest and conquest: Russia and global internet governance" (International Affairs, 91:1, 2015), and "Emerging powers and internet governance: is a 'third way' possible?" (Politique étrangère, 79:4, winter 2014-2015). He regularly participates in international fora and publishes opinion columns in international media on these above-mentioned issues.



Ms Katrin NYMAN-METCALF

Estonia, Professor, Head of the Chair of Law and Technology at Tallinn Law School, Tallinn University of Technology

Professor Katrin Nyman-Metcalf is Head of the Chair of Law and Technology at Tallinn Law School, Tallinn University of Technology, Estonia and Head of Research of the Estonian e-Governance Academy. She also works as international consultant on communications law including freedom of expression, and e-governance. Projects include legal analysis of media and communications legislation; setting up regulatory and e-governance systems and professional training especially for post-conflict societies. Katrin has a PhD (1999) in Public International Law (the law of outer space) from Uppsala University, Sweden. Research interests include how law and technology meet with emphasis on communications; international decision-making and the changing structure of governance; implementation of human rights and the rule of law.



Mr Kaoru OBATA

Professor of International Law, Nagoya University, JAPAN

Kaoru Obata is Professor of International Law since 2002. Currently he is the Director of the Center of Asian Legal Exchange (CALE), Nagoya University and a Member of the UN Human Rights Council Advisory Committee. He is the author of several books and many academic articles on international law and international human rights. The most recent publications include: "The Constitutionalization of the European Human Rights Law" (in Japanese, Shinzansha, 2014), "The European Human Rights System beyond Europe: Interaction with Asia" *Journal für Rechtspolitik*, nr. 23 (2015), and "Challenges for the East Asian Constitutionalization in Globalized World" (in Japanese) *Asian Law Bulletin* (forthcoming).



Mr Pieter OMTZIGT

Netherlands, Member of the House of Representatives of the Netherlands and Member of the Council of Europe's Parliamentary Assembly, Committee on Legal Affairs and Human Rights (tbc)

Pieter Omtzigt is Member of the House of Representatives of the Netherlands and Member of the Council of Europe's Parliamentary Assembly. In the Parliamentary Assembly, he serves as a member of the Committee on Legal Affairs and Human Rights and of the Committee on the Honouring of Obligations and Commitments by Members States of the Council of Europe (Monitoring Committee). He is also a member of the Sub-Committee on Human Rights and the Sub-Committee on the Rights of Minorities.



Ms Marguerite OUEDRAOGO

Burkina Faso, President of the Commission on Information Technology and Liberties, Vice-President of the Association of Francophone Personal Data Protection Authorities

A lawyer by training, specializing in business management and regulation of telecommunications, Marguerite Ouedraogo is since 2013 the President of the Commission on Information Technology and Liberties (CIL) of Burkina Faso. She is also Vice-President of the Association of Francophone Personal Data Protection Authorities (AFAPDP). She has more than twenty years of professional experience, gained both in the private and public sectors, including eleven years with the electronic communications regulator of Burkina Faso, ARCEP.



Mr Christoph PARTSCH

Germany, Lawyer specialised on freedom of information

Dr. Christoph Partsch studied law at Duke University School of Law and at Fuqua School of Business and of Law. He did his PhD on freedom of information with Professor Schmidt-Jortzig, former Minister of Justice, at Kiel University, Germany. From 1998 to 2002, he was Vice President and Legal Counsel of Holtzbrinck media group as well as Associate Director of Macmillan Ltd. London. Since 2011, Christoph Partsch is Lawyer of Confidence of the City of Berlin, an ombudsman-like position for whistleblowers in Berlin. He is currently representing the Society for Freedom of Information in a court case against the German Ministry of Justice concerning the files of the 'netzpolitik.org' case, concerning journalists of an online magazine who have been suspected of revealing state secrets and became subjects of a treason investigation. In addition, and among other cases, he is representing a journalist before the European Court of Human Rights concerning the question, whether journalist should be given the names of judges still active in the state of Brandenburg who have been working for the East German Secret Service



Mr Andrés PASTRANA

Colombia, President of Colombia (1998-2002)

In 1988, Mr. Pastrana was elected the first Popular Mayor of Bogotá, after surviving a kidnapping attempt ordered by the Cartel of Medellín. His administration succeeded in lowering crime rates in the capital, combating drug addiction, privatizing sanitary services, supplying drinking water to the poorest sectors of society, improving transportation and promoting education. Mr. Pastrana founded the New Democratic Force movement, and succeeded in winning a seat in the Colombian Senate. He served in the Senate until 1993. In 1998, he was elected President of Colombia. After his presidential tenure, he served from as the Colombia Ambassador to the U.S.



Ms Faiza PATEL

Pakistan/USA, Co-Director, Liberty & National Security Program, Brennan Center for Justice, New York University School of Law

Faiza Patel serves as Co-Director of the Brennan Center's Liberty and National Security Program, which seeks to ensure that counterterrorism laws and policies respect human rights norms and fundamental freedoms. She focuses on surveillance issues, including interception of electronic communications by security agencies and police monitoring of Muslim communities. She has testified before Congress opposing dragnet surveillance of Muslims, organized advocacy efforts against overbroad surveillance, and developed legislation creating an independent Inspector General for the NYPD. Ms. Patel is a frequent commentator on national security and counterterrorism issues for media outlets such as The New York Times, The Washington Post, The Guardian, MSNBC, Al-Jazeera, and NPR and has published widely in academic outlets as well. Before joining the Brennan Center, she worked at the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons in The Hague, and the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia. Born and raised in Pakistan, Ms. Patel is a graduate of Harvard College and the NYU School of Law.



Ms Rachel PERIC

USA, Deputy Director of Welcoming America

Rachel Peric is the Deputy Director of Welcoming America, an organization based in the United States that leads a movement of communities achieving prosperity by becoming more welcoming toward immigrants and all residents. Previously, she served as Executive Director of the Montgomery Coalition for Adult English Literacy, as a Regional Director with the United Way of the National Capital Area and managing international development programs with Management Systems International (MSI). Ms. Peric holds a BA in International Studies from Johns Hopkins University and a Masters in Public Management from the University of Maryland.



Ms Maria POMAZKOVA

Russian Federation/France, Member of the Expert Council on NGO Law of the Conference of INGOs

Maria Pomakova has a legal background and specialises in Human Rights Law. She works for the Conference of European Churches as a legal consultant on Human Rights issues. Ms Pomazkova is a member of the Expert Council on NGO Law of the Council of Europe and resides in Strasbourg.



Mr Jerzy POMIANOWSKI

Poland, Executive Director of the European Endowment for Democracy

After two years as Deputy Foreign Minister of Poland, Jerzy Pomianowski is leading the newly founded European Endowment for Democracy, as its Executive Director since January 2013. Prior to leading the Polish Foreign Service's democratization agenda, Pomianowski worked for the joint international initiative of the United Nations Development Programme (UNDP) and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD): Partnership for Democratic Governance. As its Director (2008-2011), he supported countries destabilised by armed conflict or natural disasters. This followed his work as Director General of the Polish Foreign Service (2005-06) and his launch of Poland's Development Cooperation and Aid (2006-08).



Ms Traon PONGSOPON

Thailand, Project assistant, Regional Office for Southeast and East Asia, Friedrich Naumann Foundation for Freedom

Traon has earned a first class honours degree in psychology from Loreto College, University of Calcutta, India. While in India, she devoted herself as an initiator and a volunteer in youth participation and social development projects. Having returned to Thailand in 2012, she continues to work in developmental field at Thai Fund Foundation and since September 2013, she joined the Friedrich Naumann Foundation for Freedom to actively promote liberal citizenship and values in Thailand; through innovative tools and platforms for Thai youth around the country to exchange their different opinions and to engage for change.



Ms Nawel RAFIK-ELMRINI

France, Deputy Mayor of Strasbourg

Nawel Rafik-Elmrini is Deputy Mayor of Strasbourg in charge of International and European relations, town twinning and decentralized cooperation since 2008. She represents the City of Strasbourg in the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe where she focuses mostly on questions related to education on cultural diversity and the fight against discrimination. Nawel Rafik-Elmrini chairs the Information Centre on the European Institutions and she is Vice President of the Regional Institute for Development Cooperation.



Mr Mousa RAHIMI

General Director, Palestinian Center for Development and Media Freedoms (MADA)

Mousa Rahimi is a Palestinian journalist, living in Beit Rima-Ramallah. He holds a University degree in journalism and worked at many media outlets and press offices as a reporter and editor. He is the editor-in-chief of "MADA Al E'lam" Magazine and co-founder and general director of MADA Center.



Mr Harald RANGE

Germany, Former Attorney General of Germany

Mr. Harald Range was the Federal Public Prosecutor attached to the Federal High Court of Germany (2011-2015). He has been holding different positions in the prosecution services in the German land of Lower Saxony, including Prosecutor General and director of the criminal department of the Ministry of Justice there. As Head of the Federal Public Prosecution he was responsible for the investigation in cases of Espionage and Terrorism and other severe crimes against state's interests. He was president of the Consultative Council of European Prosecutors (CCPE) and is the German national representative in the CCPE.



Mr Matthew RICE

Advocacy Officer, Privacy International, United Kingdom

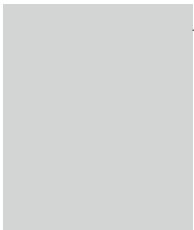
Matthew Rice is an Advocacy Officer at Privacy International working across the organisation engaging with international partners and strengthening their capacity on communications surveillance issues. He has previously worked at Privacy International as a consultant building the Surveillance Industry Index, the largest publicly available database on the private surveillance sector ever assembled. Matthew graduated from University of Aberdeen with an LLB (Hons.) and also has an MA in Human Rights from University College London.



Ms Anna RURKA

Poland, President of the Conference of INGOs of the Council of Europe

Anna Rurka is the president of the Conference of the INGOs of the Council of Europe. A social pedagogue graduate of the University of Warsaw, she is now Senior Lecturer in Sciences of Education at the University Paris Ouest Nanterre La Défense. Within the Conference of INGOs, she represents the European Committee for Home-based Priority Action for the Child and the Family in their Environment (EUROCEF). Through her professional and volunteer activities, she connects social work, human rights and democratic governance, including the experiential perspective of people living in the context of vulnerability.



Ms Livia RUSU

Romania, Chargé d'Affaires a.i., Permanent Representation of Romania to the Council of Europe

Livia Rusu is Chargé d'Affaires a.i. of Romania to the Council of Europe since August 2015. She holds an MA from the National School of Political and Administrative Studies in Bucharest and a PhD at the Doctoral School within the Bucharest University of Economic Studies. She previously served in the Permanent Mission of Romania to the United Nations in New York, the Romanian Embassy in Rome and General Consulate in Milan. In the Romanian Ministry of Foreign Affairs, she was part of diplomatic team preparing Romania's accession to the European Union. She held posts as Director for EU External Relations and European Correspondent (2003-2007) and coordinated the elaboration of Romania's first National Strategy on the international development cooperation policy adopted in 2006. Her experience covers also the Western Balkans area, the regional cooperation formats, election monitoring (Palestine in January 2005, Turkey in July 2014).



Mr Jean-Jacques SAHEL

Vice-President, Europe & Civil Society (Global Stakeholder Engagement), ICANN
 Jean-Jacques Sahel is a strong advocate for the open Internet and multi-stakeholder model of Internet governance, in Europe and beyond. For over 15 years in both the private and government sectors, Jean-Jacques has been involved in international government and regulatory affairs. He leads ICANN's strategic plan for outreach, support and engagement with governments, private sector, civil society and user groups throughout the region. Working closely with the Internet community across Europe, he is focused on enhancing awareness, capacity and participation of all stakeholders in ICANN. Before joining ICANN in 2014, Jean-Jacques headed government and regulatory affairs for Skype, then digital policy at Microsoft for Europe, Middle-East & Africa regions.



Ms Milena SANTERINI

Italy, MP, member of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, General rapporteur on combating racism and intolerance
 Milena Santerini is Full professor of Pedagogy and Director of the Centre for Research on Intercultural Relations at the Università Cattolica del Sacro Cuore of Milan. She has promoted research and training activities on plurilingualism, intercultural and inter-religious dialogue, and social projects on racism, xenophobia, anti-Semitism and anti-gypsism. In 2013 she was elected member of the Italian Parliament and joined the Parliamentary Assembly of the Council of Europe. Since April 2015, as General rapporteur on combating racism and intolerance of the Parliamentary Assembly, she coordinates the activities of the No Hate Parliamentary Alliance.



Mr Chamsy SARKIS

Syria/France, Co-founder of SMART & ASML
 With a PhD in Human Genetics, after 10 years in Genetic Engineering at the French CNRS (Centre National de Recherche Scientifique) and his own biotech company, Chamsy Sarkis co-founded SMART in 2011, at the start of the Syrian uprising, a Syrian Civil Society Organization providing non-violent activists in Syria with technical and other needed support. Two years later, Chamsy Sarkis began supporting Syrians on the ground to print and distribute independent news throughout the war-torn country. He also helped launch a radio, a news agency, a video production unit, as well as other media services.



Mr Hans-Wilhelm SAURE

Germany, Chief Reporter at "Bild" newspaper
 Hans-Wilhelm Saure works for Germany's largest newspaper "BILD". Saure is chief reporter in department for investigative research. He has been involved in several actions for freedom of information and freedom of the press in Germany. He successfully fought for accessing documents of the Federal Intelligence Service about the Nazi criminal Adolf Eichmann and was able to prove that the West German secret service knew years before Eichmann's arrest where and under what name the Nazi mass murderer hid. He argued before the highest German administrative court for right to information of the press against federal agencies with the argument that the German Ministry of the Interior wanted to curtail these rights and de facto abolish them. Hans-Wilhelm Saure deals alongside current issues with the investigation of the Nazi past and the GDR dictatorship.



Mr Chamsy SARKIS

Syria/France, Co-founder of SMART & ASML

With a PhD in Human Genetics, after 10 years in Genetic Engineering at the French CNRS (Centre National de Recherche Scientifique) and his own biotech company, Chamsy Sarkis co-founded SMART in 2011, at the start of the Syran uprising, a Syrian Civil Society Organization providing non-violent activists in Syria with technical and other needed support. Two years later, Chamsy Sarkis began supporting Syrians on the ground to print and distribute independent news throughout the war-torn country. He also helped launch a radio, a news agency, a video production unit, as well as other media services.



Mr Hans-Wilhelm SAURE

Germany, Chief Reporter at "Bild" newspaper

Hans-Wilhelm Saure works for Germany's largest newspaper "BILD". Saure is chief reporter in department for investigative research. He has been involved in several actions for freedom of information and freedom of the press in Germany. He successfully fought for accessing documents of the Federal Intelligence Service about the Nazi criminal Adolf Eichmann and was able to prove that the West German secret service knew years before Eichmann's arrest where and under what name the Nazi mass murderer hid. He argued before the highest German administrative court for right to information of the press against federal agencies with the argument that the German Ministry of the Interior wanted to curtail these rights and de facto abolish them. Hans-Wilhelm Saure deals alongside current issues with the investigation of the Nazi past and the GDR dictatorship.



Mr Dick SCHOOF

Netherlands, National Coordinator for Security and Counterterrorism of the Netherlands

Mr. Dick Schoof was appointed as the National Coordinator for Counterterrorism and Security on 1 March 2013. He is tasked with cybersecurity, counterterrorism, and crisis management. During his many years of senior level responsibilities in the Dutch civil service Mr. Schoof held positions as Director of the Immigration and Naturalisation Service, Deputy Secretary-General of the Ministry of Justice, Director-General for Public Safety and Security of the Ministry of the Interior and Kingdom Relations, and Director-General Police of the Ministry of Security and Justice.



Ms Robin SCLAFANI

Belgium, Director of CEJI – A Jewish Contribution to an Inclusive Europe

Robin Sclafani is the Director of CEJI-A Jewish Contribution to an Inclusive Europe, the leading European Jewish organisation in the field of diversity education, intercultural dialogue and anti-discrimination advocacy. With over 25 years experience in developing and delivering anti-prejudice diversity awareness training programmes, Ms. Sclafani is the architect of the suite of training programmes linked to the award-winning project Belieforama: A Panoramic Approach to Issues of Religion and Belief. With an MA in Conflict Resolution from Antioch University, she was a 1998 Fulbright Scholar to the European Commission.



Mr Alexander SEGER

Head of Cybercrime Division, Council of Europe

Alexander Seger has been with the Council of Europe (Strasbourg, France) since 1999. He is Executive Secretary of the Committee of the Parties to the Budapest Convention on Cybercrime and heading the Cybercrime Programme Office of the Council of Europe (C-PROC) in Bucharest, Romania, which is responsible for global capacity building on cybercrime. Before 1999, he was with what now is the United Nations Office on Drugs and Crime in Vienna/Austria, Laos and Pakistan. Alexander Seger is from Germany and holds a PhD in political science, law and social anthropology after studies in Heidelberg, Bordeaux and Bonn.



Mr Seth SELLECK

Sweden, Youth Coordinator, Municipality of Simrishamn, Sweden

Seth Selleck is Youth Coordinator of the Municipality of Simrishamn, Sweden. He has developed various projects focused on intercultural understanding, including an international youth magazine, Cultural Horizons, which was published in the 1990's. After hearing the Nigerian author, Chimamanda Ngozi Adichie, lecture about "The Danger of a Single Story," Seth was inspired to find a new way to encourage intercultural communication. Knowing young people are a valuable resource for finding creative solutions, he worked with them to develop the More Than One Story card game.



Ms Najiba SHARIF

Afghanistan, Journalist, Laureate of the Alsatian price for Democratic Engagement
Najiba Sharif debuted as a journalist for the Afghan National Radio and Television in 1982. After the fall of the Taliban regime, she became editor of the magazine Roz («The Day»). The idea was to shed light on the lives of Afghan women. In 2004, she left Roz magazine, at the request of President Karzai, to become the Afghan equivalent of the State Secretariat for Women. Suffering from a progressive shift away from the people, in a government where she did not feel she was able to speak freely, she left the Secretariat of State in 2006 and was elected MP for 5 years, representing the Kabul region. Target of a fatwa Taliban, she moved to France before the end of 2011 as a political refugee - with Mulhouse base. Although in exile, Najiba Sharif continues to advocate for the rights of women and minorities in her country of origin.



Mr Sten SORENSEN

Denmark, Deputy Chief Superintendent, Head of Crime Prevention Unit, East Jutland Police, Danish National Police

Mr Sorensen has 27 years of service with the Danish National Police. The last 10 years he has been working in the East Jutland Police District. Other than head of Crime Prevention Unit, he is the Head of Grenaa Local Police and the Head of the Aliens Department. From 2012 to 2013, he was Head of the Danish Police Mission in Afghanistan. He mentored the District Chief of Police in Gereshk, Helmand. My main task was to mentor the cooperation from province to district level, the cooperation between the Chief of Police, the District Governor and the Afghan military in the area. In 2011 and 2012, Mr Sorensen was Head of the Danish Police Mission in Iraq, working as mentor for the leaders of the Iraqi Police Academy.



Mr Robert SPANO

Iceland, Judge at the European Court of Human Rights

Judge Robert Spano was elected to the European Court of Human Rights in 2013 with respect to Iceland. Before taking up his judicial office he served as Parliamentary Ombudsman of Iceland from 2009-2010 and again in 2013. He served as Dean of the Faculty of Law, University of Iceland, from 2010-2013, and was appointed professor of law in 2006. He was chairman of the Standing Committee of Experts in Criminal Law in the Ministry of Justice from 2003-2009 and from 2011-2013. He was also the Icelandic delegate to the European Committee on Crime Problems and an Independent Expert to the Lanzarote Committee of the Council of Europe. He was appointed an ad hoc judge of the EFTA Court in 2012. Judge Spano is a graduate of the University of Iceland and of the University of Oxford.



Ms Despina SYRRI

Greece, Director, Civic School for Political Studies in Greece

Despina Syrri worked with International Organisations and NGOs in Southern Africa and South-East Europe on post-conflict development, migration, refugees and borders. She has taught Political Science and Anthropology, published articles and book chapters in Greek, South Slavic and English as well as authored research papers and documentaries. Since 2011, Despina has been the President of Symbiosis (Thessaloniki, Greece) and from 2014, she has been acting as the founding Director of the Civic School for Political Studies in Greece.



Ms Herdis Kjerulf THORGEIRSDOTTIR

Iceland, Vice-President of the European Commission for Democracy through Law (Venice Commission), Council of Europe, Professor, Faculty of Law, Bifrost University

Dr Herdis Thorgeirsdóttir is an attorney at law in Reykjavík. She was appointed professor of constitutional law and human rights at the Faculty of Law, Bifrost University in 2004. Since 2003 she has been a member of the Network of Legal Experts that ensures the European Commission is kept informed in relation to important legal developments in the field of gender equality at national level, and the impact of these developments. She was elected President of the European Women Lawyers' Association (EWLA) in 2009 and re-elected in 2011. Prior to that, she had been Vice President since 2005. She was appointed member of the Venice Commission, the European Commission for Democracy through Law in 2010 after having been substitute member on behalf of Iceland since 2003. She was chairman of the Sub-Commission on Human Rights of the Venice Commission from 2011 to 2013. In December 2013 she was elected Vice President of the Venice Commission. She is on the Board of Trustees of the European Academy of Law in Trier since 2012.



Ms Francesca TRALDI

Italy, Secretary General of Magna Carta Foundation

Francesca is political consultant and Secretary General of the Magna Carta Foundation, a liberal think tank based in Rome which focuses on politics and international relations. She is founder of the cross-parties network "Save the choice" which monitors the freedom of choice of the European citizen. She is an expert in the field of grass roots and advocacy campaigns.



Ms Claudia UNGER

Austria, Head of the Afro-Asian Institute Graz

Dr. Claudia Unger is head of the Afro-Asian Institute Graz. She studied Literature and History, and worked as lecturer at the University of La Habana, Cuba and Pecs, Hungary as well as as educational consultant specialised on young adults and social policy at the diocese Graz-Seckau. Since 2010, she is the head of the Afro-Asian Institute in Graz. She is member of the Human Rights Council of the City of Graz, board member of "Friedensbüro" of the City of Graz, and chairman of the association "Friends of Cuba".



Mr Dirk VAN ECKHOUT

Belgium, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of Belgium at the Council of Europe

Dirk Van Eeckhout is Ambassador and Permanent Representative of Belgium to the Council of Europe since 2013. From 2009 to 2013, he has been Ambassador of Belgium to Santiago de Chile and was from 2007 to 2009 Advisor to the Minister of Foreign Affairs and Vice-Prime Minister Karel De Gucht. He has been Ambassador of Belgium to Nigeria, Benin and Togo and Permanent Representative of Belgium to ECOWAS (Economic Organization of West African States) from 2004 to 2007. Before that, Dirk Van Eeckhout was Consul General of Belgium in Osaka and First Secretary at the Belgian Embassy in Tokyo, as well as Representative of Belgium to the ITTO (International Tropical Timber Organization).



Ms Jamila VENTURINI

Brazil, Researcher, Center for Technology and Society FGV Rio Law School

Jamila Venturini is a Brazilian journalist and researcher with experience in human rights organizations. Her research background includes the right to education and culture in Brazil (2009), open educational resources (2014), transparency and the right to information (2014). She is currently a researcher at the Center for Technology and Society (CTS/FGV). As a journalist, Jamila worked as a communication assistant for Article 19 Brazil, Open Knowledge Brasil and other NGOs. She also coordinated the Friends of Januária project, which was sponsored by Rising Voices, and co-directed the documentary "Mapuche: gente da terra", awarded with a community video prize in the Pachamama International Festival in 2013.



Mr Leen VERBEEK

Netherlands, King's Commissioner of the Province of Flevoland and Vice-President of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe

Leen Verbeek is King's Commissioner of the Province of Flevoland, Netherlands, and Vice-President of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe. He is actively engaged in the promotion of democracy and human rights on a local and regional level throughout Europe. As thematic rapporteur on the fight against radicalization he has presented a report on guidelines for local and regional authorities on the prevention of radicalization. Verbeek is also co-founder and chairperson of the International Tree Fund, which carries out rural development projects in Latin America.



Mr Cédric VISART DE BOCARME

Belgium, President of the Consultative Council of European Prosecutors of the Council of Europe

Since January 2015, Mr Visart de Bocarme is President of the Consultative Council of European Prosecutors (CCPE) of the Council of Europe. In 2011, he had been appointed Head of the Private Office of the Ministry of Interior and at the end of 2012, he integrated the international section of the Federal State Crown office where he still is exercising his functions as Prosecutor. Mr Visart de Bocarme represented the Belgian public prosecution service at the Eurojustice conferences in 2005, 2006 and 2007. He represents Belgium and is a member of the Forum of Prosecutors of the European Union since its creation in 2010. Mr Visart de Bocarme was appointed Principal Crown Prosecutor at the Liège Court of Appeal in 2005 for a mandate of 7 years. He chaired the College of general prosecutors of Belgium from 2006 to 2009.



Mr Ljubisa VRENCEV

Greece, Head of Programmes, SymBiosis

Ljubisa Vrencev is Programme Director at SymBiosis in Thessaloniki, Greece. Since 1997, he has been working with national and international NGOs on media, migration and anti-discrimination in Greece, as well as on development and forced migration in the Western Balkans. He consulted UNOPS, UNDP, Cooperazione Italiana and IOM on assessing conditions of refugees and on developing policies for sustainable returns. He holds a Masters degree on Local Development for the Balkans from the University of Trento and Free University of Bolzano/Bozen. He co-ordinated the emergency assessment on migration in the Aegean islands in August and September 2015.



Mr Steven WAGENSEIL

USA, Acting President of the Council for a Community of Democracies

Steven Wagenseil is a retired American diplomat with service in African and Multilateral affairs (including a posting in Strasbourg). Since 2002 I have worked in regional and international organizations -- the OSCE/ODIHR, UNDP and UNEAD, and the Community of Democracies -- on the promotion and protection of human rights, elections, and democracy. Currently working with civil society organizations in the CD context, to ensure that governments are listening to -- and acting on -- the grassroots concerns of their citizens. Also active in support of Education for Democracy, promoting countries to develop National Action Plans to ensure their citizens know why they are voting.



Mr Iain WALKER

Australia, Executive Director of the NewDemocracy Foundation

Iain leads the work of the newDemocracy Foundation in Australia conducting real world trials of innovative democratic processes with elected representatives. NDF assess resulting levels of public trust, whether they generate useable decisions and if they help broaden the agenda for elected representatives. The focus of the Foundation is to explore more representative, less adversarial and clearly deliberative processes -- and advocate their role as a complementary part of our democratic structure. The work of NDF is motivated by a belief we need to positively ask citizens 'How can we govern ourselves better?' rather than contributing to a culture of complaint.



Mr Gert WESTERVEEN

Representative to the European Institutions in Strasbourg

Gert Westerveen has more than two decades of experience in the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), working on refugee issues in several locations in Europe, Western Balkans as well as Central and Eastern Africa. Before joining the UNHCR, he worked at the Netherlands Institute of Human Rights and at the Inter-Parliamentary Union in Geneva. He has also been an active participant in public debates and conferences on refugee issues.



Mr Kirk WIEBE

USA, Former Senior Analyst at the US National Security Agency

Among Kirk Wiebe's many achievements during his career at NSA, he led a team of analysts that received the National Meritorious Unit Citation from the Director of the Central Intelligence Agency, and he was awarded the Meritorious Civilian Service Award, the NSA's second highest honor, for important work done on foreign strategic weapons systems. In 2002, when it was clear NSA was headed down the wrong path, Wiebe attempted to blow the whistle about NSA's illegal collection of information about innocent U.S. citizens. Despite talking to two different congressmen on the House Permanent Select Committee on Intelligence, and despite sending a letter about the matter to the Chief Justice of the Supreme Court, nothing changed and no one was held accountable. Kirk and his colleagues, along with former NSA executive Thomas Drake, continue to actively advocate through affidavits to lawsuits, the media, and through personal appearances for justice and legislation to rein in the NSA's violations of the U.S. Constitution.



Mr Tim WILSON

Australia, Australia's Human Rights Commissioner

Tim Wilson is Australia's Human Rights Commissioner and was dubbed the "Freedom Commissioner" because he is focused on advancing classical liberal human rights and freedoms, including free speech, association, religious freedom, property rights and equality before the law. He regularly appears on radio and television and writes for Australia's national newspapers. He previously worked for a non-profit free market think tank, as a communications and trade policy consultant and a political advisor. He has previously served on the Boards of major hospitals and Universities, and holds a Bachelors and Masters Degree from Monash University.



Ms Eleonora Zbanke

Russian Federation, Human rights activist

As a human rights activist, strongly engaged for the rights and the protection of LGBT people in Russia, Eleonora knows about oppression and control. Being a movie director, lesbian and with a migrant background, Eleonora made the choice to pursue her critical and engaged projects in France, where she is now living. She brings a conscious perception on the fragile boundary between control, surveillance and freedom.



Mr Antonios ZIKOS

Greece, Director of "Saint Stefan" prison of Patras

Antonios Zikos is the director of "Saint Stefan" prison of Patras (area of Achaia - Western Greece). He has been a public servant, holding different types of positions supervised by the Ministry of Justice in Attica. He shares knowledge through training about ICT, financing and administrative procedures as well as quality services for citizens based on equality. He applies anti-discrimination principles in the prison school and in the prison premises.



Mr Hems ZWIER

Netherlands, Blogger, Social innovation advisor

Hems Zwier is founder and 'inspirator' of the Social Innovation Lab, a meshwork organization that pilots new concepts for modern society. As a lecturer he educates future change managers to become the positive change and to create a sustainable world. Keywords in his work are social innovation, social entrepreneurship, co-creation, re-inventing society, leadership and the strategic use of social media and community building. He believes the modern world is best understood as an all connected ecosystem and uses that paradigm as an enabler to solve wicked problems. He is a strong advocate of working with grass roots to feel the pulse of society.

PROGRAMME → OFF

French only

Dans le cadre du programme Off, riche de plus de 20 manifestations, les citoyens strasbourgeois et alsaciens sont conviés à s'emparer des mille et une questions soulevées par le fait démocratique.

Des médias de référence tels *Courrier international*, *France Culture*, *RSF*, *Arte*, *France 3 Alsace* ont accepté d'accompagner cette aventure et de proposer à des experts et à des journalistes de venir débattre à Strasbourg des sujets brûlants de notre époque, comme en témoigne cette programmation exceptionnelle.

L'autre apport essentiel est celui des différents partenaires associatifs locaux, qui chacun, dans son champ de compétences, questionne la démocratie au quotidien et partage aujourd'hui ses investigations avec le grand public..

On suivra notamment :

Des rencontres avec des auteurs, journalistes et penseurs tels que Alain Touraine, Jean Hatzfeld, Alain Finkielkraut ou encore Christine Ockrent,

Des débats organisés par la rédaction de *Courrier international* et *RSF*, la remise du prix RSF pour la liberté de la presse, Le Festival International du Film des Droits de l'Homme et le cycle Démocratie et Cinéma au cinéma l'Odyssee,

Des expositions sur la liberté de la presse et le prix Sakharov,

Un spectacle du dessinateur Philippe Geluck
... et bien d'autres manifestations à découvrir sur forum-mondial-democratie.org

LUNDI 16 NOVEMBRE

- Le siècle des journalistes**, volume 1 *Odyssee* - 14 h 10
- Alain Touraine** « Nous, sujets humains » *Aubette* - 17 h 30
- Exposition Dessins en liberté** *Aubette* - 18 h 30

MARDI 17 NOVEMBRE

Atelier de formation à la sécurité numérique
Club de la presse 8 h 30

Azerbaïdjan

l'impunité, jusqu'à quand ? *Librairie Kléber* - 12 h 30

Rencontre avec Thierry Wolton

« Histoire mondiale du communisme » *Librairie Kléber* - 17 h

Exposition 30 ans de campagnes RSF et Projet *Anything to say*
Place Kléber - 18 h

Cérémonie du prix RSF *Odyssee* - 19 h

MERCREDI 18 NOVEMBRE

Thaïlande, Vietnam, Cuba

ces pays où vous passez vos vacances *Librairie Kléber* - 12 h 30

Jeunesse et liberté d'expression *Aubette* - 14 h

Rencontre avec Jean Hatzfeld

« Un papa de sang » *Aubette* - 17 h 30

Drahi-Bolloré

racheter des médias, le shopping des riches ? *Aubette* - 19 h

Concert en faveur de la paix

avec Léna Chamamy et André Manoukian *Cathédrale* - 20 h 30

JEUDI 19 NOVEMBRE

Rencontre autour du programme Européen Jeunesse Erasmus

Foyer de l'étudiant catholique - 9 h

Peace, shalom, salam *Hôtel de Ville* - 14 h

Rencontre avec Nicolas Hénin *Aubette* - 17 h

Demain ne peut attendre *Place Kléber* - 18 h

Prix alsacien de l'engagement démocratique

Maison de la région - 18 h

- La prémonition de Socrate** Institut d'études politiques - 18 h 30
La défense européenne pour quoi ? contre qui ? Lieu d'Europe - 18 h 30
Trois philosophes à Strasbourg Librairie Kléber - 19 h
Un œil sur vous, citoyens sous surveillance Odyssee - 20 h
3ème nuit de la Philosophie Librairie Kléber - 20 h 30

VENDREDI 20 NOVEMBRE

- France Culture : CulturesMonde** Librairie Kléber - 11 h
Forum des enfants Conseil de l'Europe - 14 h
France Culture : L'atelier du pouvoir Librairie Kléber - 15 h
La fin du rêve européen ? avec Enrico Letta Aubette - 16 h
France Culture : Affaires étrangères Librairie Kléber - 17 h
Débat autour de l'exposition Dessins en liberté Aubette - 18 h
France Culture : Du grain à moudre Librairie Kléber - 18 h 20
Projection : La chasse aux sorcières Odyssee - 20 h 30

SAMEDI 21 NOVEMBRE

- Liloba** Place Kléber - 15 h 30
Rencontre avec Alain Finkielkraut « La seule exactitude » Aubette - 15 h 30
Spectacle de Philippe Geluck Aubette - 17 h 30

DIMANCHE 22 NOVEMBRE

- Le prix Sakharov à l'honneur** Lieu d'Europe - 15 h

TOUT AU LONG DU FORUM

- Exposition 30 ans de campagnes RSF** Place Kléber
Anything to say Place Kléber
Dessins en liberté Aubette
Sakharov à l'honneur Lieu d'Europe
Demain ne peut attendre Place Kléber
Le siècle des journalistes Odyssee
Festival International des Droits de l'Homme Divers cinémas
Cycle Démocratie et Cinéma Odyssee
Projet Kinact 2015 – Oyo Nini ?! Aubette
Do not track Aubette

STRASBOURG CENTRE VILLE



1
Rail station
Place de la Gare



2
Aubette
31 place Kléber

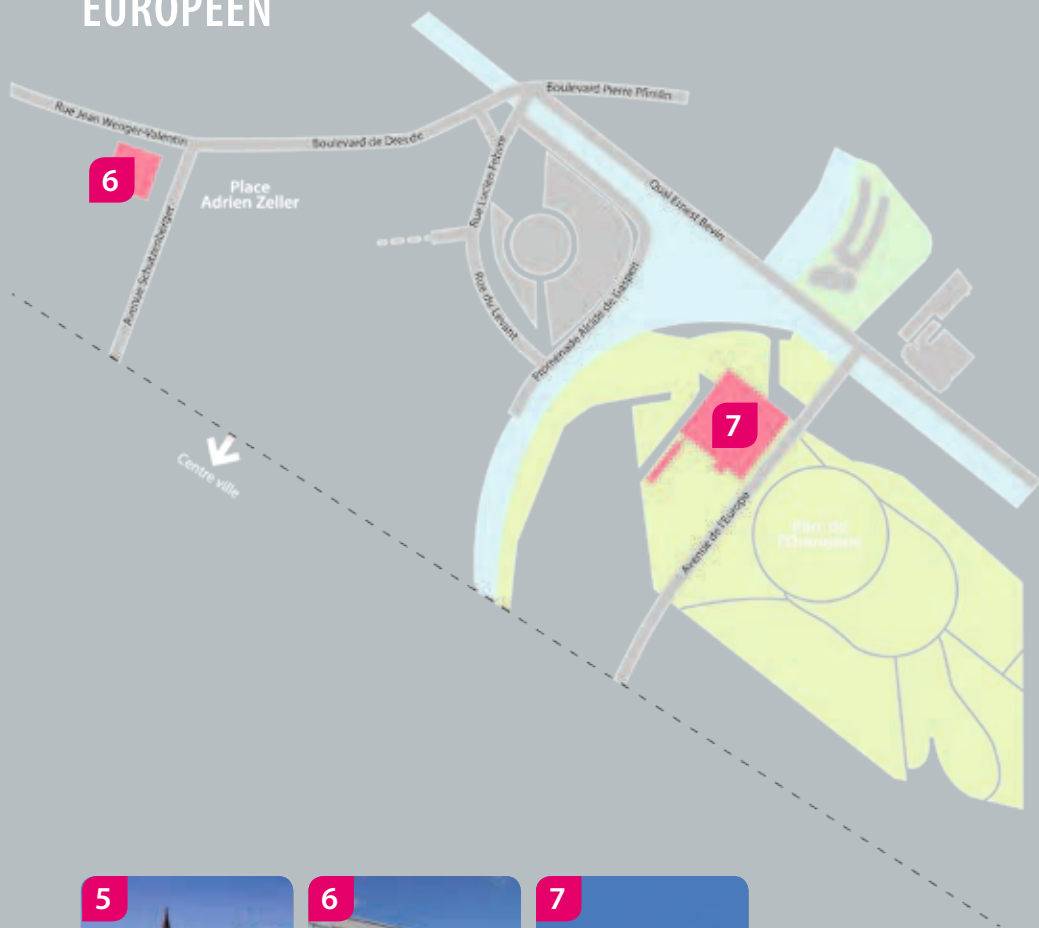


3
Hôtel de Ville
9 Rue Brûlée



4
Cathédrale
Place de la Cathédrale

QUARTIER EUROPÉEN



5
Rohan Palace
2 Place du Château



6
Alsace Regional
Council
1 place Adrien Zeller



7
Council of Europe
Avenue de l'Europe

PARTNERS

The World Forum for Democracy is organised by the Council of Europe in partnership with the City of Strasbourg, the Alsace Region, the French Government and the European Parliament.

